

**De la Publicité
des Transmissions des Marques
de Fabrique ou de Commerce
et des Brevets d'Invention**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le mercredi 3 juin 1937, à 14 heures 1/2

PAR

Paul SIMONI

RÉDACTEUR AU MINISTÈRE DU COMMERCE

DIPLOMÉ DU CERTIFICAT D'ÉTUDES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

Président : M. J. PERCEROU, Professeur.

Suffragants { *M. RIPERT, Professeur.*
M. AMIAUD, Professeur.



PARIS

IMPRIMERIE F. DESHAYES

83, Rue de la Santé, 83

1937

THÈSE
pour le Doctorat

**La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

De la Publicité des Transmissions des Marques de Fabrique ou de Commerce et des Brevets d'Invention

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le mercredi 3 juin 1937, à 14 heures 1/2

PAR

Paul SIMONI

RÉDACTEUR AU MINISTÈRE DU COMMERCE

DIPLOMÉ DU CERTIFICAT D'ÉTUDES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

Président : M. J. PERCEROU, Professeur.

Suffragants { *M. RIPERT, Professeur.*
M. AMIAUD, Professeur.



PARIS

IMPRIMERIE F. DESHAYES

83, Rue de la Santé, 83

1937



BIBLIOGRAPHIE

I. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

Annales de la Propriété Industrielle, Artistique et Littéraire, fondées et dirigées par Pataille (1855-1886), continuées par Eug. Pouillet (1886-1905), Claro (1905-1920), A. Taillefer (1920-1934), et depuis, par Fernand-Jacq. A. Vaunois et G. Maillard.

Bulletin Officiel de la Propriété Industrielle.

Bulletin de la Société d'Etudes législatives.

Journaux quotidiens. — *La Loi, la Gazette du Palais, la Gazette des Tribunaux, la Gazette Judiciaire et Commerciale de Lyon, Moniteur judiciaire de Lyon*.

Pandectes françaises.

Propriété Industrielle (La). — Organe officiel de l'Union pour la protection de la Propriété Industrielle, paraît mensuellement à Berne.

Répertoire Dalloz. — Jurisprudence et suppléments (Recueil périodique).

Sirey. — Recueil général des lois et arrêts.

II. — DOCTRINE

Allart (Henri). — *Traité théorique et pratique des brevets d'invention*, 3^e édition, 1911.

Allart (H. et A.). — *Traité théorique et pratique des marques de fabrique*, 1914.

Aubry et Rau. — *Cours de Droit civil français*.

Bédarride (J.). — *Commentaire des lois sur les brevets d'invention, sur les noms des fabricants et des lieux de fabrication, sur les marques de fabrique et de commerce* (1869).

Bittard (A.-C.). — *Traité pratique du Registre du commerce* (1920).

Blanc. — *De la contrefaçon en tous genres*.

Bouvier-Bangillon. — *De la vente et du nantissement des fonds de commerce*. Commentaires des lois du 17 mars et du 1^{er} avril 1909.

Bozerian (J.). — *La Convention internationale de 1883 pour la protection de la propriété industrielle* (1885).

Bry (G.). — *La Propriété industrielle, littéraire et artistique* (1914).

Colin (Ambroise) et Capitant (H.). — *Cours élémentaire de Droit civil*, 7^e édition.

Cordelet. — *Proposition de loi relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce*.

Deschamps (Emile). — *Etude sur la propriété industrielle, littéraire et artistique au point de vue de la cession des droits de l'inventeur, du fabricant et de l'auteur* (1882).

Huard (Gustave). — *Traité de la Propriété industrielle*, tome I^{er} (1903), tome II (1906).

- Huard et Pelletier. — *Répertoire de législation et jurisprudence en matière de brevets d'invention* (1885).
Juris-Classeur Commercial. — Brevets d'invention. — Marques de fabrique.
 Laborde (A.). — *Traité théorique et pratique des marques de fabrique et de commerce* (1914).
 Lainel (G.). — *Nouveau Manuel pratique des Brevets d'invention* (1910).
 Lyon-Caen et Renault. — *Traité de Droit commercial* (8 volumes). — *Manuel de Droit commercial*.
 Mainié (F.). — *Nouveau Traité des Brevets d'invention* (1896).
 Malapert et Forni. — *Traité des Brevets d'invention* (1879).
 Nouguiér. — *Des brevets d'invention et de la contrefaçon* (1850).
 Pelletier (Michel). — *Droit industriel, Brevets d'invention, Marques de fabrique* (1893).
 Percerou et Thaller. — *Traité élémentaire de Droit commercial* (1925).
 Percerou. — *Bulletin d'Etudes législatives*.
 Plaisant (Marcel) et Fernand-Jacq. — *Répertoire des Brevets d'invention en Droit international* (1931).
 Pouillet (Eugène). — Editions Tailleur et Claro. — *Traité théorique des brevets d'invention et de la contrefaçon*, 5^e édition (1909). — *Traité des marques de fabrique et de la concurrence déloyale en tous genres*, 6^e édition (1912).
 Pouillet (Eugène), Martin Saint-Léon et Pataille. — *Dictionnaire de la Propriété industrielle artistique et littéraire* (1887).
 Raulet (Jacques) et Muguet (Louis). — *Les brevets d'invention* (1935).
 Renouard. — *Traité des brevets d'invention* (1865).
 Weismann et Moureaux. — *Le Brevet d'invention*, Paris 1926.

THÈSES

- Saint-Quentin. — Paris 1900, *Des cessions de brevets et concessions de licences*.
 Gourdon. — Bordeaux 1904, *Des cessions et licences de brevets*.
 Morel. — Lyon 1927, *De la licence d'exploitation des brevets*.

AUTEURS ÉTRANGERS

- D^r Jur. Rudolf Busse. — *Commentaire de la loi allemande du 5 mai 1936 sur les brevets d'invention*.
 Michaels R. — *Le Droit américain des brevets d'invention*.
 Notices explicatives fournies par les bureaux des brevets de Grande-Bretagne et des États-Unis.
 Pinzger Werner. — *Le Droit allemand des marques, commentaire de la loi sur les marques du 5 mai 1936*.

INTRODUCTION

Les événements qui entraînent la naissance, la transmission, l'extinction d'un droit, peuvent se classer, d'après leur nature, en faits juridiques et actes juridiques.

La première catégorie comprend les événements volontaires ou accidentels dont les conséquences juridiques sont déterminées par la loi *indépendamment de la volonté des intéressés* : un enfant naît, de ce fait certains droits sont créés, d'autres éteints ; le décès d'une personne entraînera l'ouverture de sa succession ; un dommage est causé à autrui, le droit à l'indemnité naîtra au profit de la victime, qu'elle-même ou l'auteur aient songé ou non à la possibilité d'une indemnité.

La deuxième catégorie comprend les actes accomplis par l'homme auxquels la loi attache un effet parce que celui-ci a été voulu par les intéressés : l'acte juridique apparaît donc comme *une manifestation de volonté dans le but de créer, transmettre ou éteindre un droit*. L'acte juridique type est la convention, qui est un accord de volonté entre deux ou plusieurs personnes ; on peut encore citer le testament, qui est une manifestation de volonté unilatérale.

Cette manifestation de volonté, à laquelle sont attachées des conséquences juridiques, doit-elle se faire suivant certaines formes ? Le Droit ancien, généralement, donnait à cette question une réponse affirmative. Le Droit moderne est au contraire un droit consensuel. En principe, toute manifestation de volonté est tenue pour bonne, quelle que soit la façon dont elle s'est exprimée.

Ainsi, ce qui fait le contrat, c'est l'accord entre deux ou plusieurs personnes ; cet accord peut être réalisé d'une façon quelconque, pourvu que le concours de volonté ait lieu. Si, plus tard, une difficulté se présente, la loi peut exiger que la

preuve de l'existence d'un acte soit faite d'une certaine manière, exiger un écrit par exemple ; mais ce n'est point là une question de validité. L'acte qui ne peut être prouvé existe néanmoins ; si personne ne le conteste, il produira ses effets. Même, dans certains cas, la loi supplée au défaut de preuve, notamment par l'aveu d'une des parties.

Toutefois, ce principe souffre deux catégories d'exceptions.

D'une part, le Droit moderne connaît certains actes juridiques qui ont besoin pour leur validité de formes spéciales : c'est ce que l'on appelle les actes juridiques solennels ; ainsi, le consentement dans le mariage doit être échangé suivant certaines formes ; une donation, une hypothèque doivent être consenties par acte notarié. La loi a voulu ici protéger l'intéressé contre lui-même ou le soustraire à certaines influences.

D'autre part, pour certains contrats comme le gage, le prêt à usage, le dépôt, le Code exige, en plus de l'accord de volonté, la remise de la chose au créancier gagiste, à l'emprunteur, au dépositaire.

Mais plus importante est, selon nous, l'exception au principe précédent, constituée par la publicité organisée par la loi pour les actes translatifs de droits, et notamment pour les transmissions de droits de propriété.

D'après l'article 1138 du Code civil, la propriété se transmet par la simple convention, sans qu'il soit besoin d'une formalité supplémentaire ; l'article 938 applique ce principe aux donations et l'article 1583 à la vente.

En Droit romain, pour transmettre la propriété d'une chose, il fallait, en plus du contrat (une vente par exemple), qui engendrait une obligation, une formalité ultérieure : c'était la *mancipatio*, la *traditio* ou l'*in jure cessio* ; la *traditio* devait, petit à petit, demeurer le seul mode de transmission de la propriété.

Mais, déjà, les jurisconsultes romains avaient essayé de réduire la tradition à une opération purement fictive.

Dans l'Ancien Droit français, l'évolution se poursuivit. La tradition se ramena finalement, pour les transmissions immobilières, à la clause de *dessaisine saisine* ou de *tradition feinte*, aux termes de laquelle le cédant déclarait qu'il s'était dessaisi de sa chose.

Ainsi, on aboutit à la règle du Droit moderne.

Celle-ci présente un grave inconvénient. En effet, d'après l'article 1165 du Code civil, les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes ou leurs ayants cause à titre universel. Mais ce principe ne s'applique pas aux conventions

transmettant la propriété d'une chose ou un droit réel (Civ. 15 mai 1923 - D. P. 26.1.13), qui sont opposables « erga omnes », sous réserve de la question de date certaine.

Il y a évidemment quelque contradiction à faire produire à une convention, qui est un acte essentiellement relatif, un effet aussi absolu ; d'où la création par le législateur d'une publicité — généralement une inscription sur un registre — qui aura pour but de faire connaître aux tiers la convention translatrice du droit réel. Le Droit moderne, en exigeant, pour rendre opposables aux tiers certaines transmissions de droits réels et même de certains droits de créance, l'accomplissement d'une formalité spéciale, revient au formalisme ancien.

Ainsi :

1° Les transmissions et constitutions de droits sur les immeubles sont actuellement soumises à des mesures de publicité, constituées par une inscription ou une transcription sur des registres publics tenus par le Conservateur des Hypothèques.

2° En ce qui concerne les créances, le Code (art. 1690) prévoit pour leur transmission des formalités (signification au débiteur par acte extrajudiciaire ou acceptation de celui-ci par acte authentique) qui, dans une certaine mesure, tiennent lieu de publicité.

3° De même, le contrat de société doit être publié. En effet, celui-ci, en application du principe de la personnalité morale, opère une transmission de certains biens du patrimoine de l'apporteur dans celui de la société.

4° En matière de brevets d'invention et de marques de fabrique ou de commerce, les lois du 5 juillet 1844, du 17 juillet 1909 et du 26 juin 1920 ont organisé pour leur transmission un système de publicité que nous allons étudier.

*
**

La marque — qu'il ne faut pas confondre avec, d'une part, l'enseigne permettant de différencier entre eux les divers établissements et, d'autre part, le nom commercial qualifiant les personnes morales ou physiques administrant ces établissements — est, d'après l'article 2 de la loi du 22 juin 1857, « tout signe servant à distinguer les produits d'une fabrique ou les objets d'un commerce ». Le même article énumère quelques-uns de ces signes.

Si la loi distingue la marque de fabrique, apposée sur les produits d'une industrie, de la marque de commerce, appli-

quée par un négociant sur les articles qu'il reçoit d'un producteur, elle les soumet par contre au même régime : en droit et en fait, elles doivent donc être assimilées.

L'usage d'un signe distinctif apposé sur les produits est très ancien ; on le trouve déjà à Rome, notamment sur les poteries. Dans l'ancienne France, la marque jouait un rôle très important ; les corporations avaient leur marque obligatoire, qui prouvait que le fabricant s'était soumis aux prescriptions réglementaires de la profession.

Les marques présentent en effet un grand intérêt, non seulement pour le fabricant ou le commerçant, mais aussi pour le consommateur ; on peut même affirmer qu'elles constituent l'élément indispensable d'un régime de libre concurrence. La marque est le moyen de garantir l'origine ou la provenance de la marchandise ; elle protège le commerçant honnête contre le spoliateur et permet au consommateur de reconnaître les bons produits. Toutefois, il fallut attendre jusqu'en 1857 pour avoir une loi réglementant d'une façon précise le dépôt des marques et les droits qui y sont attachés.

Mais si la loi de 1857 prévoit et réglemente le dépôt des marques, dont l'effet est de quinze années, et qui peut être indéfiniment renouvelé, ce dépôt, d'après un principe fondamental consacré par une jurisprudence constante et notamment par une série d'arrêts de la Cour suprême, n'est pas nécessaire pour acquérir une marque « qui appartient à celui qui, le premier, en a fait usage et dont la propriété n'est soumise à aucune formalité pour être conservée ». (Cass. req., 21 décembre 1926, *Ann.* 1927, p. 378.) (1). C'est ce qu'on exprime en disant que le dépôt est simplement *déclaratif et non attributif de propriété*.

Le fait d'usage attributif de la propriété d'une marque devra être public : ainsi la mise en vente des produits revêtus du signe adopté, l'emploi de la marque sur les annonces, affiches, prospectus, factures (2). Ce fait matériel, qui constitue l'occupation de la marque, pourra être prouvé devant le juge par tous moyens (factures, livres comptables, témoins, présomptions). Celui-ci appréciera souverainement.

Il n'est pas utile que l'usage soit habituel, ni licite (3). Il suffit qu'on ait eu l'intention de se l'approprier (4).

(1) Voir Cass. civ., 2 juillet 1931, *Ann. Prop. Ind.* 1932, 33.

(2) Voir arrêt de la Cour de Cass. du 16 mai 1922, *Ann. Prop. Ind.* 1922, 253.

(3) Laborde, n° 111.

(4) Trib. Paimbœuf, 20 juillet 1921, *Ann.* 1922, 36. — Trib. civ. de la Seine, 5 avril 1921, confirmé par arrêt de la Cour de Paris du 23 déc. 1922, *Ann.* 1923, 335.

Sans doute, les marques déposées jouissent d'avantages qui manquent aux marques non déposées ; c'est ainsi que seules elles donnent ouverture aux actions pénales en contrefaçon et imitations frauduleuses, instituées par les articles 7 et 8 de la loi de 1857. L'usurpation d'une marque non déposée ne saurait donner lieu, au contraire, à aucune action correctionnelle ; le propriétaire d'une telle marque n'aurait, pour défendre sa propriété, que le droit commun ; il pourrait seulement intenter une action en concurrence déloyale, fondée sur les dispositions des articles 1382 et suivants du Code civil.

Le dépôt présente en outre d'autres avantages : il donne une publicité à la prise de possession de la marque, il fixe les droits du déposant. De plus, la protection d'une marque régulièrement déposée s'étend à tout le territoire français, tandis qu'une marque non déposée n'est protégée que dans les lieux où elle est utilisée (1).

Il est toutefois important de noter que la jurisprudence est actuellement unanime à décider que le dépôt seul, indépendamment de tout usage, est suffisant pour créer un droit de propriété (2) si, évidemment, la marque n'avait pas été déjà appropriée antérieurement au dépôt.

Il y a là une entorse importante au principe du dépôt déclaratif, qui veut que, sans l'usage, le dépôt ne donne aucun droit de propriété. La jurisprudence, pour justifier cette thèse, assimile le dépôt à une prise de possession (3), argumentation assez subtile, comme on peut le voir.

Dans plusieurs pays, notamment en Allemagne, l'enregistrement des marques a un caractère attributif ; le premier déposant est propriétaire exclusif de la marque, même à l'égard d'usagers antérieurs, réserve faite seulement pour le cas où il serait établi que celui qui a déposé la marque l'a soustraite frauduleusement à un autre.

Enfin, certains pays, parmi lesquels l'Angleterre, ont concilié les deux systèmes en donnant au dépôt un caractère mixte ; celui-ci est déclaratif pendant un délai déterminé durant lequel, s'il existe des usagers antérieurs de la marque déposée, ceux-ci sont mis en demeure de faire valoir leurs droits ; puis, ce délai expiré, s'il ne s'est produit aucune opposition valable, le dépôt devient attributif.

(1) Cass., Ch. civ., 2 juillet 1931, *Gaz. du Pal.* 1931.2, p. 629. — Cass. civ., 19 fév. 1919, *Gaz. du Pal.*, p. 695.

(2) Cass., Ch. civ., 20 déc. 1909, *Gaz. du Pal.* 1910.1.21.

(3) Req., 24 janv. 1906, *Ann.* 1907, p. 176.

Le dépôt, dans un tel système, n'est donc au début qu'une présomption relative de propriété qui se transforme, au bout d'un certain temps, en véritable présomption absolue. Le projet de loi en instance devant le Parlement français donne au dépôt ce caractère mixte.

**

Le droit qui porte sur une invention est, d'après le deuxième alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 5 juillet 1844, « constaté par des titres délivrés par le Gouvernement sous le nom de brevet d'invention ». Ces titres ne sont que de simples arrêtés du ministre du Commerce et de l'Industrie auxquels est annexée une description établissant que « tel jour, à telle heure, tel individu s'est déclaré l'auteur de telle invention ». (POUILLET.)

Il n'appartient pas en effet à l'Administration d'examiner si l'invention est nouvelle ou réelle, ni quelle en est la portée ; en dehors de la question de brevetabilité (1), si la demande est régulière en la forme, le brevet doit être délivré.

La délivrance d'un brevet d'invention apparaît, d'après M. PERCEROU, comme « un contrat synallagmatique conclu entre l'inventeur et la société. Le premier dote son pays d'une découverte dont il fait connaître loyalement et complètement les moyens d'exécution. Cette découverte est livrée par lui au domaine public à échéance différée de 5, 10 ou 15 ans. Entre temps, le requérant s'engage à en faire profiter la communauté par une exploitation effective. En retour de ce service, la société procure au demandeur un monopole temporaire ».

Le brevet d'invention est indispensable pour assurer à l'inventeur la protection de la loi, et aucune autre formalité (un dépôt à l'Académie des Sciences, par exemple) ne saurait la remplacer. Cette protection est d'ailleurs limitée à 5, 10 ou 15 ans, au choix du breveté.

En résumé, d'après les principes de la législation française, celui qui a de bonne foi déposé son brevet et dont le titre ne tombe sous le coup d'aucune nullité ou déchéance

(1) Loi du 5 juillet 1844, art. 3. — Ne sont pas susceptibles d'être brevetés :

1° Les compositions pharmaceutiques ou remèdes de toute espèce, lesdits objets demeurant soumis aux lois et règlements spéciaux sur la matière, et notamment au décret du 18 août 1810, relatifs aux remèdes secrets ;

2° Les plans et combinaisons de crédit ou de finances.

pourra se défendre victorieusement devant les tribunaux, même s'il est en présence d'un autre inventeur également de bonne foi, mais qui n'aurait pas déposé de brevet ou qui l'aurait déposé ultérieurement.

Signalons cependant que si une découverte a été usurpée, le véritable inventeur pourra intenter une action en revendication et se faire subroger dans les droits du titulaire du brevet.

Les principes que nous venons de résumer furent posés pour la première fois sous la Révolution.

Sous l'Ancien Régime, les procédés industriels étaient codifiés par les règlements des corporations, auxquels on ne pouvait échapper que par l'octroi de privilèges royaux, consentis pour des durées variables et soumis à des règles mal définies, malgré un essai de codification le 24 décembre 1762.

L'abolition des privilèges, le 4 août 1789, fit disparaître toute protection des inventeurs. La loi du 7 janvier 1791, complétée par la loi portant règlement du 25 mai 1791, remédia aux inconvénients d'un système de liberté totale et posa le principe de la protection absolue, mais limitée dans le temps, et celui du non examen préalable.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que la France est à peu près le seul pays important qui demeure attaché au système de la libre délivrance.

En effet, dans un certain nombre d'Etats, notamment en Allemagne, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, les brevets ne sont délivrés qu'après un examen auquel il est procédé par des commissions spéciales et qui ne porte pas seulement sur la forme, mais encore sur le fond, la nouveauté, la réalité ou la brevetabilité de l'invention.

De plus, en Allemagne et en Grande-Bretagne, si la demande a été acceptée par les administrations compétentes, celle-ci est publiée et les tiers peuvent faire opposition à la délivrance du brevet.

*
* *

La marque de fabrique ou de commerce et le brevet d'invention constituent des meubles incorporels susceptibles d'être transmis. Souvent, ils font partie intégrante d'un fonds de commerce ; dans ce cas, ils peuvent être cédés avec le fonds ou indépendamment de ce dernier. Notons que beaucoup de législations étrangères n'admettent pas que la marque

puisse être aliénée indépendamment du fonds de commerce auquel elle est attachée.

De son vivant, le titulaire d'un brevet ou d'une marque peut les céder, en pleine propriété ou en partie, à titre gratuit ou à titre onéreux. Il peut aussi en concéder la simple faculté d'exploitation ou les donner en gage.

Lors du décès du titulaire du brevet ou de la marque, ceux-ci passent après partage à ses héritiers, qui peuvent les vendre amiablement ou les faire liciter en justice et s'en partager le prix. Notons encore que le brevet ou la marque tombent en communauté et sont saisissables à la requête des créanciers.

Si, pour ces différents actes de transmission, il n'est pas dérogé au droit commun, en ce qui concerne leur validité, « inter partes », comme nous l'avons vu plus haut, diverses lois ont créé des formalités qui s'ajoutent quelquefois et sont indispensables pour rendre opposables aux tiers les transmissions réalisées.

L'article 15 de la loi du 25 mai 1791 organisait déjà la publicité des cessions de brevets. Il était ainsi conçu : « Lorsque le propriétaire d'un brevet aura cédé son droit en tout ou en partie (ce qu'il ne pourra faire que par acte notarié), les deux parties contractantes seront tenues, à peine de nullité, de faire enregistrer ce transport au secrétariat de leurs départements respectifs, lesquels en informeront aussitôt la Direction des Brevets d'invention. »

Suivant la lettre de cet article, il semble que la sanction était la nullité de la cession, mais la jurisprudence, notamment la Cour de Cassation (20 novembre 1822), estimait qu'entre les parties, la cession était valable quelle que soit la forme et que la disposition de la loi ne visait que les tiers.

La loi du 5 juillet 1844, qui devait remplacer la loi de 1791, dans ses articles 20 et 21, organise la publicité des cessions de brevets, en reprenant, tout en les modifiant, les dispositions de l'article 15 sus-visé.

La loi du 17 mars 1909, relative au privilège de vendeur et au nantissement des fonds de commerce, institue, dans son article 24, un formalisme spécial s'appliquant aux fonds de commerce comprenant des brevets et des marques.

Enfin, la loi du 26 juin 1920 — sans abroger les deux lois précédentes — crée le Registre spécial des Brevets et le Registre spécial des Marques.

Malheureusement, cette loi, au lieu d'opérer une refonte complète du système de publicité en matière de transmission des brevets et des marques, laisse subsister les lois anté-

rieures, d'où un formalisme économique qui cadre mal avec la matière essentiellement commerciale, objet de notre étude.

Notons, en dernier lieu, les lois du 18 mars 1919 et du 27 mars 1934, qui ont créé, la première le Registre du Commerce, la seconde le Registre des Métiers, sur lesquels doivent être mentionnés les marques ou les brevets exploités par un commerçant ou un artisan.

*
* *

PLAN

CHAPITRE PREMIER. — Mécanisme de la Publicité. Registres tenus à l'Office National de la Propriété Industrielle.

CHAPITRE II. — Actes soumis à la Publicité.

CHAPITRE III. — Sanction des règles de Publicité.

CHAPITRE IV. — L'Office National de la Propriété Industrielle et la Publicité.

CHAPITRE V. — Transmission des brevets et des marques allemands, anglais et américains.

Conclusion.

CHAPITRE PREMIER

MECANISME DE LA PUBLICITE

Registres tenus à l'Office National de la Propriété Industrielle

Dans ce chapitre, on examinera quel est le mécanisme de la publicité des transmissions des brevets d'invention et des marques de fabrique ou de commerce. A cet effet, seront étudiées les formalités prévues par les lois :

1° Du 5 juillet 1844, modifiée par la loi du 26 décembre 1908, relative aux cessions de brevets ;

2° Du 17 mars 1909, relative au privilège de vendeur et au nantissement des fonds de commerce ;

3° Du 26 juin 1920, qui a créé le Registre spécial des Brevets et le Registre spécial des Marques ;

4° Du 19 mars 1919, modifiée par le décret-loi du 30 octobre 1935, sur le Registre du Commerce, et du 27 mars 1934, instituant le Registre des Métiers.

SECTION I

LOI DU 5 JUILLET 1844 (art. 20 et 21) *modifiée par la loi du 26 décembre 1908 (1)*

La loi du 5 juillet 1844, modifiée par la loi du 26 décembre 1908, détermine, dans ses articles 20 et 21, les formalités spéciales à la cession des brevets d'invention :

« ART. 20. — Tout breveté pourra céder la totalité ou partie de la propriété de son brevet.

(1) Un arrêté du 21 octobre 1848 a promulgué la loi de 1844 dans les colonies françaises ; une promulgation analogue a été faite par un décret du 5 juin 1850 pour l'Algérie, par un décret du 24 juin 1893 pour l'Indochine, par un décret du 28 octobre 1902 pour Madagascar.

« La cession totale ou partielle d'un brevet, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ne pourra être faite que par acte notarié, et après le paiement de la totalité de la taxe déterminée par l'article 4.

« Aucune cession ne sera valable, à l'égard des tiers, qu'après avoir été enregistrée au secrétariat de la préfecture du département dans lequel l'acte aura été passé.

« L'enregistrement des actes passés dans le département de la Seine aura toutefois lieu dans les bureaux de l'Office National de la Propriété Industrielle.

« L'enregistrement des cessions et de tous autres actes emportant mutation sera fait sur la production et sur le dépôt d'un extrait authentique de l'acte de cession ou de mutation.

« Une expédition de chaque procès-verbal d'enregistrement, accompagnée de l'extrait de l'acte ci-dessus mentionné, sera transmise par les préfets au ministre de l'Agriculture et du Commerce, dans les cinq jours de la date du procès-verbal. »

« ART. 21. — Il sera tenu, au ministère de l'Agriculture et du Commerce, un registre sur lequel seront inscrites les mutations intervenues sur chaque brevet, et, tous les trois mois, une ordonnance royale proclamera, dans la forme déterminée par l'article 14, les mutations enregistrées pendant le trimestre expiré. »

Le premier de ces articles fixe trois conditions de forme qui doivent être accomplies à la diligence de l'une des parties :

1° Paiement intégral des annuités restant à courir sur le brevet cédé ;

2° Un acte notarié ;

3° Enregistrement au secrétariat général de la préfecture du département où l'acte est passé.

Sans rechercher, pour le moment du moins, si les deux premières formalités constituent une mesure de publicité proprement dite, destinée à rendre opposable aux tiers l'acte de cession, ou bien si elles sont exigées à peine de nullité de l'acte à l'égard des parties, il convient néanmoins de les examiner dans ce chapitre, car l'Administration exige leur accomplissement pour opérer l'enregistrement.

L'article 21 prescrit la tenue d'un registre au ministère

de l'Agriculture et du Commerce (aujourd'hui à l'Office National de la Propriété Industrielle) et un décret trimestriel de proclamation des cessions, ces deux formalités devant s'accomplir à la diligence de l'Administration.

I. — PAIEMENT DE LA TOTALITÉ DES ANNUITÉS RESTANT A COURIR
SUR LE BREVET CÉDÉ

Cette disposition de la loi de 1844 se justifie surtout dans l'intérêt du Trésor. Lors de la discussion de la loi, le rapporteur l'a défendue en ces termes :

« D'après le premier système de la loi, la taxe était payée intégralement lorsque le brevet était délivré ; dès lors, lorsqu'il se faisait une cession totale ou partielle du brevet, les cessionnaires ne couraient aucun risque de déchéance relativement au défaut de paiement de la taxe. Mais, à présent que la taxe doit se payer par annuité, il en serait tout autrement. Ainsi, supposez qu'un breveté cède totalité ou partie de son brevet, qu'il touche le prix de sa cession, et qu'ensuite il ne paye pas les annuités, il y aura déchéance du brevet qu'il aura transmis à un tiers, et le tiers qui aura payé son prix n'aura rien acquis au moyen de la déchéance dont le breveté aura été frappé. Dès lors, il nous a paru que, pour la sécurité des tiers, des cessionnaires, il y avait nécessité que la taxe fût payée intégralement avant qu'aucune cession pût être faite. »

1° *Date de ce paiement.* — Cette taxe doit être acquittée avant l'acte de cession ; la loi est formelle : « La cession... ne pourra être faite que par acte notarié et après le paiement de la totalité de la taxe prévue par l'article 4. »

Aussi les notaires, pour dégager leur responsabilité, demandent-ils la justification de la réalisation de cette condition ; d'autre part, le préfet exige toujours qu'on lui fournisse le récépissé de versement avant de dresser le procès-verbal de la cession.

2° *Qui doit effectuer ce paiement ?* — En principe, ce paiement doit être effectué par le cessionnaire ; c'est lui, en effet, qui désormais aura les profits du brevet : *ubi emolumentum, ibi onus*. Si la cession est partielle, chacune des parties supporte cette charge proportionnellement à ses droits.

Toutefois, la convention peut très bien déroger à ces principes ; ainsi, il est valablement stipulé que les annuités seront

acquittées par le cédant, ou moitié par le cédant et moitié par le cessionnaire.

3° *Comment et où ce paiement est-il effectué ?* — Comme pour toutes les annuités, ce paiement doit se faire en espèces ou en billets de la Banque de France. Sont également réguliers les paiements effectués par des moyens bancaires.

Sont admis à ce titre :

Le paiement par chèque au profit d'un comptable du Trésor et établi en argent français ;

Le paiement par virement en banque au compte du Trésor ;

Le paiement par procédés postaux, c'est-à-dire par mandat ou par l'utilisation des comptes chèques postaux.

Il est effectué chez un trésorier-payeur général au chef-lieu d'un département ou chez un receveur des Finances au chef-lieu d'un arrondissement. D'autre part, en vertu de l'article 1^{er} du décret du 24 novembre 1921, l'agent-comptable de l'Office National de la Propriété Industrielle est chargé *exclusivement*, en qualité de régisseur des recettes du Trésor, de la perception des taxes établies pour l'Etat par la loi du 5 juillet 1844 et modifiée par la loi du 7 avril 1902 sur les brevets d'invention, dans le département de la Seine.

Il est autorisé, en outre, pour l'ensemble du territoire, à encaisser les sommes qui lui seraient adressées au titre sus-indiqué (1).

Le paiement peut-il être fait entre les mains d'un percepteur ? Seuls, en effet, les récépissés délivrés par les receveurs particuliers ou les trésoriers-payeurs généraux sont libératoires envers le Trésor ; mais le percepteur n'aura qu'à transmettre les fonds reçus au receveur particulier, qui délivrera quittance (2).

Le récépissé qui est délivré à la partie versante pour constater le paiement des annuités restant à courir sur le brevet cédé est soumis au droit de timbre, de 0 fr. 50 si la somme acquittée est inférieure à 1.000 francs, de 1 fr. 50 si cette somme est supérieure à 1.000 francs. (Loi du 28 février 1933.)

Toutefois, sont exemptés du timbre de quittance, en vertu de l'article 8 de la loi du 31 décembre 1924, tous récépissés ou quittances délivrés par un comptable quand le débiteur

(1) Ces sommes peuvent lui être expédiées par le compte postal Paris 139.77.

(2) Voir arrêt de la Cour de Nîmes du 5 mars 1887, confirmé par la Cour de Cassation, *Ann.* 1889, p. 130 — note de Pouillet.

s'est libéré au moyen d'un chèque ou par virement de compte ou par voie de chèque postal, à la condition de mentionner :

« Si le règlement a lieu par chèque, la date et le numéro du chèque, ainsi que le nom du tiré, ou le numéro du compte postal et l'indication du bureau de chèques postaux qui tient ce compte ;

« Si le règlement a lieu par virement en banque, la date de l'ordre de virement, la date de son exécution et la désignation des banques qui ont concouru à l'opération, et, si le règlement a lieu par virement postal, la date et le numéro du chèque de virement, le numéro du compte postal débité et la date du débit, et l'indication du bureau de chèques postaux qui tient ce compte. »

II. — LA CESSION DOIT ÊTRE CONSENTIE PAR ACTE NOTARIÉ

La cession totale ou partielle d'un brevet, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ne pourra être faite que par acte notarié.

Cette exigence peut se justifier dans l'intérêt du cédant, du cessionnaire et des tiers ; l'intervention du notaire empêche l'inventeur de céder son brevet à la légère, elle est une garantie que seront étudiées avec soin les questions d'origine de propriété, de capacité ; de cette façon aussi est assurée la conservation de l'acte de cession. Mais il semble que l'intention véritable du législateur ait été que l'acte de cession présente le caractère de certitude de date des actes authentiques.

1° *Formes de rédaction de l'acte notarié.* — *L'acte est reçu par un seul notaire ;* il en est ainsi depuis la loi du 12 août 1902 modifiant l'article 9 de la loi du 28 Ventôse, an XI, et qui a supprimé la nécessité de faire signer l'acte après coup par deux témoins ou un second notaire.

Toutefois, s'il s'agit d'une cession à titre gratuit, il y a lieu d'appliquer le droit commun des donations ; la loi (art. 931 C. C.) exige la présence d'un second notaire ou de deux témoins « au moment de la lecture de l'acte par le notaire et de la signature des parties ». Si la donation du brevet a lieu par contrat de mariage, un seul notaire suffit.

La *rédaction de l'acte en minute* est implicitement réclamée par l'article 20 de la loi du 5 juillet 1844, qui prévoit que « l'enregistrement des cessions et de tous autres actes emportant mutation sera fait sur la production d'un *extrait*

authentique de l'acte de cession et de mutation ». D'autre part, si l'acte était rédigé en brevet, celui-ci ne comportant qu'un original qui serait déposé entre les mains de l'Administration, les parties au contrat seraient dépouillées du moyen de prouver leurs droits.

L'acte doit être authentique dans toutes ses parties. Si le cédant ou le cessionnaire se fait représenter par un mandataire, le mandat doit être donné par acte notarié : c'est la règle de la concordance des formes (art. 9 de la loi du 21 juin 1843 sur la forme des actes notariés, modifié par la loi du 12 août 1902 : analogie avec l'obligation imposée par l'article 2127 du Code civil de ne consentir une hypothèque que par acte notarié). Voir en ce sens un jugement du tribunal de Rouen du 15 juin 1867, confirmé par un arrêt de la Cour de la même ville du 10 juin 1868, et un arrêt de la Cour de Cassation du 27 avril 1869 (*Ann.* 1869, p. 225, aff. Carbonnier).

2° Actes authentiques autres que les actes notariés ; jugement passé en force de chose jugée. — Nous verrons plus loin que les formalités prévues par l'article 20 ne s'appliquent qu'aux cessions volontaires. Si un brevet est saisi et vendu, il n'y aura pas lieu de faire enregistrer le jugement d'adjudication rendu par le tribunal compétent et constatant la vente. Mais si le cessionnaire veut, par mesure de précaution, faire enregistrer ce jugement conformément à l'article 20, le préfet dressera, sur le vu de celui-ci, son procès-verbal. (Circulaire du 30 décembre 1865.)

Toutefois, une hypothèse particulière est à envisager : une cession a été faite soit verbalement, soit par un acte sous seing privé, ou encore le titulaire du brevet a fait par écrit une offre de vente. Postérieurement, un jugement est rendu, en dernier ressort ou passé en force de chose jugée, lequel dépoussède le titulaire du brevet. Le jugement peut contraindre le titulaire du brevet à réaliser la cession par acte notarié ; dans ce cas, aucune difficulté. Mais si le jugement est muet sur ce point, tiendra-t-il lieu d'acte notarié à l'acquéreur ?

La doctrine penche pour l'affirmative (voir notamment : Allart, p. 160 ; Mainié, p. 540). Dans le même sens, on trouve un arrêt de la Cour de Cassation du 24 novembre 1866 (*Ann.* 1866, p. 421, aff. Carbonnier) dont voici les termes :

« Attendu que le cessionnaire prétendait avoir suffisamment obéi au désir de la loi en faisant enregistrer au secrétariat de la préfecture de la Moselle un arrêt de la Cour impé-

riale de Metz : cet arrêt ne saurait nullement remplacer l'acte notarié voulu par la loi. » Certains auteurs (Deschamps, p. 13) en ont déduit, un peu hâtivement semble-t-il, que la Cour suprême estimait que rien ne pouvait remplacer l'acte notarié. Cette interprétation n'est pas exacte ; en effet, citons la suite de l'arrêt :

«
s'il énonce dans ses qualités ou même dans un de ses motifs les conventions intervenues entre de Montagnac et Carbonnier, les conclusions sur lesquelles il a statué et le dispositif lui-même démontrent que cet arrêt n'avait nullement pour objet de constater l'existence desdites conventions, et encore moins de leur conférer le caractère de l'authenticité. »

Voilà la raison véritable : l'arrêt ne constatait nullement les conventions sous seings privés intervenues entre les parties, il se contentait de les énoncer dans un de ses motifs. Dans ce cas, il est permis, en raisonnant par *a contrario*, d'admettre que si l'arrêt, par ses conclusions, avait conféré l'authenticité aux conventions, il aurait remplacé l'acte notarié voulu par la loi.

3° *Acte sous seing privé déposé au rang des minutes d'un notaire.* — La jurisprudence et la doctrine sont en général d'accord pour assimiler à l'acte authentique l'acte sous seing privé déposé par toutes les parties au rang des minutes dans l'étude d'un notaire. (Aubry et Rau, tome 8, p. 200 ; Larombière, tome 6, art. 1317.)

Citons Larombière :

« 40. Les parties peuvent donner à un acte sous seing privé le caractère de l'authenticité en le déposant dans l'étude d'un notaire et en faisant régulièrement constater le dépôt, soit qu'il ait pour objet d'en faire opérer la transcription ou l'annexer à un autre acte ou de lui donner une nouvelle rédaction.

« Mais pour que cet acte devienne ainsi authentique, il faut que toutes les parties intéressées contre lesquelles il fait preuve concourent au dépôt, de telle sorte qu'il ne pourra valoir comme authentique que contre celles qui l'auront déposé, à moins qu'elles ne se soient donné réciproquement mandat pour le déposer en l'absence les unes des autres. »

Il a été jugé en ce sens que le dépôt chez un notaire d'un acte sous seing privé donne à cet acte un caractère authentique (Req., 7 novembre 1843) ; que la cession d'un

brevet est opposable aux tiers, bien qu'elle ait été faite par acte sous seing privé, quand cet acte a été ultérieurement reconnu devant notaire, et que l'enregistrement au secrétariat général de la préfecture a eu lieu sur le dépôt d'un extrait authentique de l'acte notarié (1).

III. — ENREGISTREMENT DE L'ACTE DE CESSION A LA PRÉFECTURE

(Circulaire du 30 décembre 1865)

Cette condition se justifie uniquement dans l'intérêt des tiers.

1° *Qui peut le requérir, où il s'opère, frais et délais.* — Le préfet ne connaît que les actes qui lui sont présentés ; nul texte ne lui fait obligation de s'inquiéter de la personnalité du requérant. L'accomplissement des formalités de publicité est du reste un acte conservatoire qui peut être valablement fait par le mineur, la femme mariée sans l'autorisation de son mari.

Il est évident que le cessionnaire aura le plus d'intérêt de requérir l'accomplissement de la publicité par lui-même ou un mandataire, de même ses créanciers, par application de l'article 1166 du Code civil, ou un gérant d'affaires.

L'enregistrement est opéré sans frais au secrétariat général de la préfecture du département où l'acte de cession a été passé ou à l'Office National de la Propriété Industrielle, si l'acte est passé dans le département de la Seine. Dans les colonies, il s'effectue dans les bureaux du directeur de l'Intérieur. (Art. 6, arrêté du 21 octobre 1848.) (2).

La loi n'a prévu aucun délai pour l'accomplissement de cette formalité ; toutefois, il est de l'intérêt du cessionnaire de requérir cet enregistrement le plus tôt possible.

2° *Pièces à déposer.* — Toute personne désirant faire enregistrer une cession de brevet devra déposer :

a) Un extrait authentique de l'acte passé devant un notaire ;

(1) Cour de Rouen, 26 nov. 1866. — Cour de Cass., 27 avril 1868. *Ann.* 1868, p. 260.

(2) En Indochine, l'enregistrement s'effectue dans les bureaux du Secrétaire général ou de la Résidence supérieure (art. 6 du décret du 24 juin 1893). A Madagascar, il s'effectue dans les bureaux du Gouvernement général (art. 4 du décret du 28 octobre 1902).

b) Un récépissé d'un receveur des Finances ou de l'agent-comptable de l'Office National de la Propriété Industrielle constatant le versement du complément de la taxe du brevet ;

c) Le récépissé de la dernière annuité échue, si le brevet a plus d'un an de date, afin de pouvoir constater le montant du complément à verser.

Si le cédant n'a plus en sa possession le récépissé de la première annuité ou celui de la dernière échue, il y suppléera par une déclaration de versement délivrée par le receveur des Finances chez qui le versement aura été opéré.

Si le brevet a fait l'objet d'une cession antérieure dûment enregistrée, il suffit de joindre à l'extrait authentique du nouvel acte de cession une expédition du procès-verbal précédent.

Lorsque ces productions sont faites régulièrement, il doit être procédé à l'enregistrement sans aucun délai ; autrement, l'Administration pourrait laisser acquérir, au préjudice de la cession dont l'enregistrement est requis, des droits à des tiers ; ainsi, elle exposerait le droit d'une des parties à périr par l'inaccomplissement d'une formalité dont la réalisation aurait dépendu d'autre chose que de la diligence de cette partie. C'est ce que l'on ne saurait admettre, la validité d'une cession ne pouvant être subordonnée à une décision administrative.

Mais si les documents ne sont pas déposés en bonne forme — notamment si les annuités restant à courir sur le brevet cédé n'ont pas été acquittées, — le préfet est en droit — et il est de son devoir de refuser d'enregistrer la cession, jusqu'à ce que le dépôt ait été régularisé.

3° *Comment il s'opère : procès-verbal.* — Aux termes de la circulaire du 30 décembre 1865 :

«

« L'enregistrement s'opère en forme de procès-verbal dressé sur un registre destiné spécialement à cet usage. Les pages sont parafées par le préfet et cotées par première et dernière. Les procès-verbaux sont inscrits à la suite les uns des autres, sans blancs ni ratures, en présence des parties. Ils portent un numéro d'ordre. On doit y énoncer successivement : 1° le jour et l'heure du dépôt des pièces ; 2° les noms, qualité et domicile du déposant ; 3° ceux du cédant et du cessionnaire ; 4° le numéro du brevet et l'objet pour lequel il a été pris ; 5° le dépôt de l'extrait authentique de l'acte nota-

rié ; 6° le dépôt des récépissés mentionnés ci-dessus ; 7° les droits conférés au cessionnaire et les conditions de la cession. Si l'intéressé demande une expédition du procès-verbal, on la lui remet moyennant le remboursement du droit de timbre. Puis la préfecture doit transmettre au ministère du Commerce, dans les cinq jours qui suivent celui du procès-verbal, une copie du procès-verbal avec l'extrait authentique de l'acte notarié et les deux récépissés.

« »

4° *Registre des mutations.* — L'article 21 prescrit l'inscription des mutations intervenues sur un registre tenu au ministère de l'Agriculture et du Commerce (aujourd'hui à l'Office National de la Propriété Industrielle).

Sur ce registre sont inscrits : le numéro et la date de l'enregistrement ; la nature et l'étendue de la mutation ; le numéro et la date de dépôt du brevet ; les noms et prénoms de l'inventeur, du cédant et du cessionnaire.

Ainsi sont centralisées toutes les mutations de propriété intervenues en France et aux colonies sur les brevets et qui ont été régulièrement enregistrées.

Ce registre est communicable au public sur simple demande.

5° *Décret de proclamation.* — Enfin, l'article 21 *in fine* prévoit qu'un décret trimestriel publié au *Bulletin des Lois* proclamera les mutations enregistrées dans le trimestre expiré.

Depuis la suppression du *Bulletin des Lois*, cette prescription est tombée en désuétude. Toutefois, les cessions régulièrement enregistrées sont publiées au *Bulletin Officiel de la Propriété Industrielle*.

SECTION II

LOI DU 17 MARS 1909 ET DÉCRET DU 28 AOUT 1909

L'article 24 *in fine* de la loi du 17 mars 1909 a institué à l'Office National de la Propriété Industrielle une publicité spéciale s'appliquant au privilège de vendeur et au nantissement des fonds de commerce, qui comprennent notamment soit des marques déposées, soit des brevets d'invention ou des licences consenties sur ces derniers. Il est intéressant de noter

que cette publicité ne fait que compléter celle organisée par la même loi au greffe du tribunal de commerce ; l'Office National de la Propriété Industrielle ne joue donc en cette matière qu'un rôle de second plan, le premier rôle étant confié au greffier.

Il est utile que les marques déposées, ainsi que les brevets, aient à l'Office leur état civil complet ; les tiers qui constateront l'existence d'un dépôt en pourront connaître immédiatement le véritable propriétaire et les droits dont il est grevé.

La loi de 1909, après celle de 1844, a été un nouvel effort accompli en ce sens, effort qui a été couronné en partie par le vote de la loi de 1920, que l'on étudiera plus loin.

I. — RAPPEL DES FORMALITÉS PRÉVUES POUR L'INSCRIPTION AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

En principe, la vente d'un fonds de commerce n'est assujettie à aucune forme particulière pour être valable entre les parties. Toutefois, si le vendeur veut prétendre à l'égard des tiers au privilège garantissant le prix de la cession, il faut, en premier lieu, que la vente soit constatée par *un acte authentique* ou par *un acte sous seing privé enregistré* (art. 1^{er} de la loi du 17 mars 1909). Le nantissement est soumis à la même condition (art. 10).

Remarquons que cet acte constitutif devra énumérer les marques ou les brevets d'invention compris dans le fonds de commerce, sinon le privilège ou le nantissement consentis sur ce fonds ne porteraient pas sur ces éléments.

Cette prescription étant observée, le privilège de vendeur, avec réserve de l'action résolutoire ou le nantissement, *doivent être inscrits, dans la quinzaine de la date de l'acte constitutif*, au registre tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité et à celui de chaque succursale. S'il s'agit d'un fonds exploité par une société, l'inscription est effectuée « où se trouve le siège social, représentant l'ensemble des directions commerciales de la société et le véritable centre de son exploitation ». (Paris, 21 juin 1935. *Gaz. du Pal.* 1935.2, p. 168.)

1° *Comment est faite l'inscription.* — Aux termes de l'article 24, le vendeur ou le créanciers gagiste, pour faire inscrire leur privilège, doivent remettre eux-mêmes ou par l'intermédiaire d'un tiers, mandataire ou gérant d'affaires, au greffier du tribunal de commerce :

a) Une expédition ou l'un des originaux de l'acte de vente ou de nantissement s'il est sous seing privé ; dans ce cas, l'original remis reste déposé au greffe ;

b) Deux bordereaux sur papier libre signés par le déposant et contenant notamment les conditions et objets de la vente (1).

L'un des bordereaux est gardé par le greffier, qui en transcrit le contenu sur un registre ; l'autre est remis au déposant avec certification de l'inscription.

Les antériorités, les subrogations, les radiations totales ou partielles sont mentionnées en marge de l'inscription du privilège ou du nantissement. Les antériorités ou subrogations peuvent résulter d'actes sous seing privé enregistrés. Les radiations sont opérées, soit du consentement des parties intéressées, soit en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée. Dans le premier cas, le consentement du créancier ou de son cessionnaire régulièrement subrogé et justifiant de ses droits doit être donné par acte authentique. (Art. 29.)

L'inscription qui garantit, au même rang que le principal, deux années d'intérêts, conserve le privilège pendant dix ans. (Loi du 29 avril 1926, art. 18.) Celle-ci peut être renouvelée ; aux termes du rapport Cordelet, il est inutile de représenter de nouveau le titre en vertu duquel le nantissement a été pris.

2° *Délivrance d'états.* — Le public pourra prendre connaissance des inscriptions portées au registre tenu au greffe en se faisant délivrer soit un état des inscriptions existantes, soit un certificat constatant qu'il n'en existe aucune.

Signalons que s'il en est requis, le greffier pourra délivrer un certificat constatant seulement que le fonds est engagé, sans indiquer les autres renseignements qui figureraient dans un état d'inscriptions complet. Dans son rapport, M. PERCEROU justifie ce certificat en invoquant « les besoins du commerce, qui réclame un procédé de renseignements expéditif et peu coûteux ».

3° *Déplacement du fonds.* — Deux hypothèses sont à envisager, suivant que le fonds a été transporté dans les limites de juridiction du tribunal au greffe duquel se trouve l'inscription primitive, ou en dehors de ces limites.

Dans le premier cas, tout créancier inscrit devra, dans la

(1) Voir l'article 24 pour les énonciations devant figurer sur les bordereaux.

quinzaine de la date de notification ou, à défaut de notification, dans la quinzaine du jour où il aura connu le déplacement, faire mentionner la nouvelle adresse du fonds par le greffier en marge de l'inscription primitive. Dans le second cas, il faut prendre au greffe du tribunal dans le ressort duquel le fonds a été transporté une nouvelle inscription, en déposant au greffe le double du premier bordereau avec indication du siège du fonds.

II. — FORMALITÉS ACCOMPLIES

A L'OFFICE NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Ce rappel indispensable étant fait, examinons les formalités de l'inscription à l'Office National de la Propriété Industrielle.

1° *Certificat délivré par le greffier.* — Le greffier du tribunal de commerce où est opérée une inscription ou une radiation relative à un privilège de vendeur ou au nantissement d'un fonds comprenant des marques ou des brevets, délivre, aux termes des articles 24 et 29, un certificat qui mentionne (art. 7 du décret du 28 août 1909), outre la date de l'inscription au greffe :

a) S'il s'agit de marques de fabrique ou de commerce, « les nom, prénoms et adresse du titulaire de la marque déposée conformément à la loi du 23 juin 1857, le tribunal de commerce qui a reçu le dépôt, la date à laquelle il a été effectué, ainsi que le numéro de ce dépôt ; les produits que la marque sert à distinguer ; les noms, prénoms et adresses du vendeur et de l'acquéreur, ou du créancier gagiste et du débiteur en cas de nantissement » ;

b) S'il s'agit de brevets d'inventions ou licences, « les nom, prénoms et adresse du titulaire du brevet, la date à laquelle il a été déposé, le titre de l'invention, le numéro de délivrance ; les noms, prénoms et adresses du créancier gagiste et du débiteur ».

La même procédure est suivie pour les mentions d'antériorité ou les subrogations ; l'Office, en effet, malgré la lettre de l'article 9 (1°, *in fine*) du décret du 28 août 1909, exige la preuve de l'inscription au greffe par la production d'un certificat dressé dans la même forme que le certificat d'inscription du privilège de vendeur ou du nantissement.

2° *Pièces à adresser à l'Office.* — Dans la quinzaine qui suit l'inscription au greffe, le certificat est déposé ou adressé par la poste, sous pli recommandé, à l'Office National de la Propriété Industrielle, qui n'a pas à apprécier si l'auteur d'une demande d'inscription ou de radiation est ou non intéressé à la vente ou au nantissement.

Si le dernier jour de ce délai tombe un dimanche ou un jour de fête légale, cette inscription peut-elle être prise le seizième jour ?

Une réponse affirmative a été donnée dans un jugement du tribunal de Mantes-sur-Seine, du 22 décembre 1911, relativement au délai de quinzaine d'inscription au greffe du tribunal de commerce ; la même solution s'impose par analogie pour l'inscription à l'Office National de la Propriété Industrielle :

« Les formalités établies par la loi du 17 mars 1909 pour la conservation ou l'établissement du privilège de vendeur constituent une véritable procédure à laquelle s'appliquent, en l'absence de toute disposition spéciale contraire, les prescriptions générales de l'article 1033 du Code de procédure civile, modifié par la loi du 13 avril 1895. »

Le certificat doit être accompagné d'une requête qui indique les noms, prénoms, domiciles du demandeur et du mandataire s'il y a lieu, et du montant approximatif de la taxe, qui devra être complétée dans un délai fixé par l'Office.

3° *Registre-journal. Récépissé.* — Dès réception de la demande, celle-ci est enregistrée sur le livre-journal prévu par l'article 10 du décret du 28 août 1909 et sur lequel sont mentionnées les indications portées au certificat.

Les mentions d'antériorité, subrogations ou radiations sont, en outre, indiquées en marge de l'inscription primitive.

Il est délivré au requérant un récépissé extrait du livre-journal, qui est un registre à souches ; ce document constate le dépôt du certificat et porte le numéro d'ordre affecté à la souche correspondante.

4° L'article 12 du décret de 1909 prévoit la tenue d'un registre sur lequel sont transcrits les certificats. Ce registre n'est plus tenu par l'Office depuis la création du Registre spécial des Brevets ou des Marques, sur lequel, nous le verrons, figurent également les privilèges et nantissements. Toutefois, une chemise est remplie qui porte les inscriptions du

certificat et le numéro d'ordre apposé sur le carnet à souches.

Les mentions d'antériorité, subrogations ou radiations sont portées en marge de cette chemise.

5° Mention est portée des inscriptions, radiations, antériorités, subrogations au Registre central des Marques et sur l'arrêté de délivrance des brevets d'invention.

6° *Certificats d'inscription ou de radiation.* — Il est dressé un certificat constatant l'inscription ou la radiation opérée à l'Office National de la Propriété Industrielle. Ce certificat est adressé au requérant avec le récépissé.

7° *Taxes.* — Elles se décomposent de la manière suivante :

a) Enregistrement sur le registre-journal à souches ; apposition du numéro d'entrée ; établissement du récépissé et de la souche : 0 fr. 50.

b) Mention sur le Registre des privilèges, autrement dit établissement de la chemise : 1 fr. (Cette taxe est ramenée à 0 fr. 50 pour les mentions d'antériorité ou de subrogation.)

c) Mention sur le Registre central des Marques de fabrique ou sur les arrêtés de délivrance des brevets : 1 fr. 50 ; en sus de la première marque ou du premier brevet compris dans un même fonds : 1 fr. jusqu'à 50 ; 0 fr. 50 de 51 à 100 ; 0 fr. 25 au-dessus de 100.

d) Certificat : 0 fr. 50.

8° *Délivrance d'états.* — Tout intéressé peut se faire délivrer un état des inscriptions, mentions d'antériorités ou subrogations inscrites à l'Office National de la Propriété Industrielle, en application de l'article 24 de la loi de 1909, ainsi qu'un certificat négatif ou un certificat des radiations.

Ces états seront demandés dans la même forme que la requête en vue d'inscription ou de radiation, appuyée de la justification du paiement de la taxe dont le montant est de 1 fr., quel que soit le nombre de marques, brevets ou licences compris dans un même fonds.

9° *Changements d'adresses.* — La loi est muette sur cette question. Une fois les formalités accomplies au greffe, celui-ci délivre un certificat conforme à celui destiné à une inscription ; les mêmes formalités sont ensuite accomplies à l'Office,

que pour une inscription avec mention en marge du changement d'adresse sur la souche primitive et sur la chemise.

10° *Renouvellement des inscriptions.* — Les inscriptions à l'Office National de la Propriété Industrielle n'ont d'effet que pour 10 ans comme les inscriptions initiales faites au greffe ; elles sont renouvelées dans la même forme que l'inscription primitive.

SECTION III

LOI DU 26 JUIN 1920 ET DÉCRETS DU 11 SEPTEMBRE 1920

Registre spécial des Marques. - Registre spécial des Brevets

La loi du 26 juin 1920 a créé le Registre spécial des Marques et le Registre spécial des Brevets qui constituent de véritables registres de l'état civil des Marques ou des Brevets :

« »

« ART. 2, § 1. — Aucune transmission de propriété, aucune cession ou concession de droit d'exploitation ou de gage, relativement à une marque déposée, ne sera valable à l'égard des tiers qu'après avoir été inscrite sur le Registre spécial des Marques de fabrique ou de commerce tenu à l'Office National de la Propriété Industrielle, et où sont mentionnés les noms et adresses des déposants, cessionnaires ou concessionnaires de marques, ainsi que toutes les indications et notifications relatives aux actes affectant la propriété des marques.

« »

« ART. 4, § 1. — Aucune transmission de propriété, aucune cession ou concession de droit d'exploitation ou de gage relativement à un brevet ne sera valable à l'égard des tiers qu'après avoir été inscrite sur le Registre spécial des Brevets d'invention, tenu à l'Office National de la Propriété Industrielle, où sont mentionnés les noms et adresses des titulaires cessionnaires ou concessionnaires des brevets, ainsi que toutes les indications ou notifications relatives aux actes affectant la propriété des brevets.

« »

Le Registre spécial des Marques est constitué par un registre sur chaque page duquel est apposé, avec un numéro

d'ordre, un exemplaire des marques déposées aux différents greffes. Ainsi y figurent : la dénomination de la marque, son numéro et sa date de dépôt au greffe, les nom, prénoms et adresse du déposant, les produits et classes de produits auxquels elle s'applique, enfin, s'il y a lieu, l'indication que le dépôt est fait en renouvellement d'un dépôt antérieur. A la suite du modèle de chaque marque sont portées toutes les inscriptions requises.

Le Registre spécial des Brevets est tenu par numéro de brevet délivré sous lequel est inscrit la date de dépôt, les nom, prénoms, domicile et profession du titulaire, le titre de l'invention, l'usage du droit de priorité institué par la Convention Internationale d'Union pour la protection de la Propriété Industrielle signée à Paris le 20 mars 1883 et les certificats de garantie divers, les certificats d'addition, la date du paiement des annuités et, s'il y a lieu, des surtaxes de retard. Les inscriptions sont opérées à la suite.

Signalons toutefois que les inscriptions ne sont pas portées in extenso sur ces deux registres. En effet, pour plus de commodité, l'Office National de la Propriété Industrielle a créé un registre journal sur lequel les inscriptions figurent intégralement par ordre chronologique et sont affectées d'un numéro. C'est ce numéro qui est apposé au Registre spécial des Brevets ou des Marques. Ainsi, quand plusieurs marques ou brevets font l'objet du même acte, il en résulte pour l'Administration une économie matérielle appréciable. En effet, une seule inscription est opérée au registre journal à laquelle renvoie le numéro apposé au registre spécial.

I. QUI PEUT REQUÉRIR L'INSCRIPTION D'UNE TRANSMISSION

La loi est muette sur ce point. L'Administration n'a donc pas à connaître de la qualité du requérant. Comme nous l'avons vu dans la section I, en principe, les parties à l'acte ou leurs ayants cause auront le plus grand intérêt à demander l'inscription par eux-mêmes ou par un mandataire ; de même leurs créanciers par application de l'art. 1166 du Code civil ou un gérant d'affaire. Enfin, notons qu'aucun délai n'est prévu par la loi pour l'inscription.

II. PIÈCES A FOURNIR

Celles-ci sont énumérées, d'une manière du reste incomplète, dans les deux décrets du 11 septembre 1920 relatifs

à la tenue, l'un du Registre spécial des Marques, l'autre du Registre spécial des Brevets.

La pratique administrative a dû suppléer aux lacunes des textes.

Voici les pièces exigées par l'Office National de la Propriété Industrielle :

1° Le requérant doit fournir en communication l'original de l'acte constatant la transmission à inscrire : ce document est restitué après visa.

— Cet original doit être sur timbre et enregistré : en effet si l'acte fourni est authentique, il est obligatoirement rédigé sur timbre et soumis à l'enregistrement postérieur ; s'il est sous seing privé, il est soumis au timbre de dimension (art 12, n° 1, 10° alinéa de la loi du 13 Brumaire, an VII) et doit être enregistré préalablement à l'usage devant une autorité constituée (art. 28 de la loi du 22 Frimaire, an VII) ;

— Il doit permettre d'identifier exactement la marque ou le brevet objet de la transmission ; à cet effet il doit mentionner notamment le numéro et la date de dépôt de la marque ou du brevet, le nom du déposant, la dénomination de la marque ou l'objet du brevet ; ainsi un acte portant : je cède les marques m'appartenant.... ne saurait être inscrit.

— Il doit être signé des parties à l'acte ; la légalisation de la signature n'est pas exigée.

Si une partie se fait représenter dans l'acte, l'Office demande que lui soit fournie une justification du mandat. Si une société est en liquidation, des justifications des droits du liquidateur devront être données. S'il y a apport à une société par actions, l'Administration demandera qu'on lui fournisse les procès-verbaux des assemblées générales constitutives prouvant que l'apport a été vérifié et accepté suivant la loi. Si ces documents ne lui sont pas fournis, mention est portée au registre spécial.

Telles sont les règles générales adoptées en la matière. Examinons maintenant quelques applications pratiques de ces règles :

a) *Cessions de brevets.* — Avant l'inscription au Registre spécial des Brevets, cette cession, si elle est volontaire, doit être enregistrée conformément à l'article 20 de la loi de 1844 (art. 2 du décret du 11 septembre 1920). Donc aucune difficulté ; l'acte déposé pour cet enregistrement dans une Pré-

fecture ou à l'Office National de la Propriété Industrielle sera suffisant pour l'inscription de la cession au Registre spécial des Brevets qui n'est en somme, ici, qu'une formalité complémentaire.

S'il s'agit d'une cession forcée, l'inscription au Registre spécial des Brevets sera nécessaire et aussi suffisante. A cet effet, le requérant pourra fournir en communication un extrait authentique délivré par le notaire qui a dressé le procès-verbal d'adjudication du brevet.

b) Cessions de marques. — Licences d'exploitation ou droit de gage consentis sur une marque ou sur un brevet. — Aux termes des décrets du 11 septembre 1920 (art. 7 du décret sur les marques et art. 3 du décret sur les brevets), le requérant doit fournir en communication un des originaux de l'acte de cession ou de concession de droit s'il est sous seing privé, l'original s'il est rédigé en brevet, ou une expédition s'il est authentique.

La vente d'une marque, la concession d'un droit d'exploitation sur une marque ou un brevet peuvent être consentis à la suite d'un échange de lettres missives écrites spécialement pour faire preuve, ce qui est très fréquent, car il ne faut pas oublier que ces contrats sont souvent commerciaux. On devra alors présenter à la fois la lettre constituant l'offre et celle constituant l'acceptation. Si l'on ne présente que la lettre signée du pollicitant, il n'y a plus vente ou licence, mais offre de vente ou de licence qui est inscrite comme telle.

c) Transfert par voie héréditaire. — Ce transfert est inscrit sur communication d'un acte de notoriété ou d'un intitulé d'inventaire (décrets du 11 septembre 1920). Ces textes ne visent évidemment que le cas d'une succession ab intestat : s'il s'agit d'une succession testamentaire, il faut distinguer suivant la nature du testament :

Si le testament est olographe ou mystique, avant d'être mis en exécution, il doit être présenté au Président du Tribunal civil du lieu d'ouverture de la succession. Le Président rend une ordonnance et prescrira le dépôt entre les mains d'un notaire qu'il désignera (art. 1007 du C. civ.). On pourra présenter dans ce cas à l'Office National de la Propriété Industrielle un extrait délivré par le notaire chez qui le dépôt aura été fait ;

Si le testament est authentique, le requérant déposera à l'Office un extrait délivré par le notaire qui l'a reçu.

S'il existe un acte de partage ou un procès-verbal d'adjudication, aux termes desquels les marques ou les brevets du de cujus sont attribués à tel ou tel héritier, il suffira de produire cet acte en communication à l'Office.

d) *Actes extrajudiciaires.* — Toute signification, opposition, saisie-arrêt..., sur un brevet ou une marque, est inscrite sur présentation de l'original de la signification faite par exploit d'huissier.

e) *Jugements.* — Les jugements relatifs à la propriété des brevets ou des marques : nullité, résolution d'une cession, d'une licence, par exemple, sont inscrits sur communication d'un extrait authentique.

2° *Production de deux bordereaux.* — L'acte dont l'inscription est requise doit être accompagné de deux bordereaux établis sur papier libre : l'un est conservé à l'Office, l'autre est remis au requérant après visa. Ces deux bordereaux sont exigés par l'Office pour toutes les inscriptions des transmissions au Registre spécial des Marques ou des Brevets, sauf pour les cessions de brevets enregistrées conformément à l'art. 20 de la loi de 1844, le procès-verbal dressé en tenant lieu.

La rédaction de ces deux bordereaux est très importante, car l'inscription est opérée d'après les indications qu'ils contiennent. Ils doivent être conformes, sous peine de refus par l'Office, à l'acte à publier : en particulier, ne contenir aucune clause contraire, non mentionnée dans l'acte ou visiblement en contradiction avec celui-ci.

Ces bordereaux contiennent :

a) Nom, prénoms, profession, domicile du cédant, du concédant (du de cujus en cas de transfert par voie héréditaire), ou s'il s'agit d'une société : dénomination, forme et siège social ;

b) Nom, prénoms, profession, domicile du cessionnaire, du concessionnaire (des ayants droit et héritiers), ou s'il s'agit d'une société : dénomination, forme et siège social ;

c) Désignation, numéro, date et lieu de dépôt de la marque et produits auxquels elle s'applique, ou s'il s'agit d'un brevet : numéro de délivrance, date de dépôt et titre de l'invention ;

d) Nature et étendue du droit transmis, ainsi que sa durée ;

e) Date et nature du titre portant transmission de droit :

acte notarié ou acte s. s. p. enregistré (acte de notoriété, intitulé d'inventaire ou testament, s'il s'agit de transfert par voie héréditaire).

III. TAXES

Enfin, la requête doit être accompagnée de la taxe réglementaire, ou pour le moins d'une provision ; dans ce dernier cas, le requérant sera mis en demeure de compléter son versement dans un délai de rigueur, faute de quoi l'inscription sera annulée. Il n'est pris date que si une provision accompagne la requête ; dès réception de cette provision, l'inscription est faite à la date d'encaissement par l'Office.

Pour les inscriptions au Registre spécial des Brevets, il est prévu une taxe unique de 5 fr. par brevet au profit de l'Office, pour toutes les inscriptions : cessions, licences, gages, offres de contracter....

Pour les inscriptions au Registre spécial des Marques, le législateur a prévu des taxes différentes :

Pour les transmissions de propriété entre vifs : cessions, apports, licences, contrats de gage..., le taux est de 12 fr. (10 fr. + double décime) par marque, au profit de l'Etat, plus 3 fr. par marque et par classe, au profit de l'Office.

Pour les transferts par succession, la taxe perçue au profit de l'Etat, est de 12 fr., quel que soit le nombre de marques comprises dans la déclaration.

Pour les autres inscriptions, notamment les offres de contracter, les actes extrajudiciaires, les jugements prononçant la nullité ou la résolution d'une transmission, la taxe est de 3 fr. par marque et par classe. Dans ce cas, si l'on s'en tenait aux termes exacts de l'article 2 de la loi du 26 juin 1920, cette taxe de 3 fr. devrait être de 3 fr. par marque. Or, l'Office perçoit 3 fr. par marque et par classe, estimant que le législateur n'a pas reproduit à la fin de l'art. 2 les mots « par classe » qui figurent à la première partie de l'article, jugeant une répétition inutile. Mais il a voulu mettre sur le même pied, en ce qui concerne les taxes dues à l'Office, toutes les inscriptions. Cette interprétation est du reste logique.

La distinction, par exemple, entre l'inscription d'une licence et d'un acte extrajudiciaire, ne justifie nullement une différencé du taux de la taxe. En effet, les taxes prévues pour l'Office rémunèrent un travail matériel qui est exactement le même dans les deux cas.

Deux cas particuliers sont à envisager, en ce qui concerne l'inscription au Registre spécial des Marques :

1° *Transmission sous condition suspensive ou résolutoire.* — Lors de l'inscription primitive d'une cession ou d'une concession d'un droit d'exploitation sous condition, l'Office perçoit une taxe de 12 fr. par marque, plus 3 fr. par marque et par classe.

Mais une fois la condition remplie, si les parties intéressées réclament une inscription confirmative de la réalisation de la condition suspensive ou de la condition résolutoire, il ne perçoit que la taxe de 3 fr. par marque et par classe.

En effet, dans le cas de la condition résolutoire, aucune difficulté. Le droit est anéanti rétroactivement ; le fait d'inscrire la réalisation de la condition n'entraîne pas une transmission de propriété, d'où taxe de 3 fr. par marque et par classe, prévue par l'art. 2 in fine.

Dans le cas de la réalisation de la condition suspensive, la taxe de l'Etat n'est pas due, car celle-ci est fonction de l'acte juridique portant transmission d'un droit sur la marque. Or, aux termes de l'art. 1179 du Code civil, la condition rétroagit au jour duquel l'engagement a été contracté. Il n'y a donc pas deux transmissions de propriété, mais une seule qui a eu lieu lors de la formation du premier contrat. Mais l'Office est fondé de réclamer la taxe de 3 fr. car cette taxe rémunérerait le travail matériel de l'inscription et n'était pas attachée à l'acte juridique lui-même. En somme, cette inscription, ne constatant pas une transmission de propriété, tombe, comme dans le cas de la condition résolutoire, sous le coup de l'art. 2 in fine de la loi de 1920 qui prévoit une taxe de 3 fr.

2° *Privilège de vendeur sur un fonds de commerce comprenant des marques.* — Ici, l'Office, par une interprétation très libérale de la loi, ne perçoit pas non plus la taxe au profit de l'Etat qui n'est due qu'une seule fois pour l'inscription de la vente.

En effet, la taxe de 12 fr., plus 3 fr. par marque et par classe, ne s'applique, aux termes de la loi de 1920, qu'aux transmissions de propriétés et autres concessions d'un droit d'exploitation ou de gage, que la marque fasse partie intégrante ou non d'un fonds de commerce. Mais nulle part, il est question du privilège de vendeur que l'on ne saurait assimiler à un contrat de gage ; c'est en effet, un bénéfice créé par la loi.

Or, les textes instituant les taxes doivent s'appliquer restrictivement. En conséquence, l'Office ne perçoit que la taxe prévue par l'art. 2 in fine de la loi de 1920.

IV. RADIATION DES INSCRIPTIONS SUR LES BREVETS OU LES MARQUES DONNÉS EN GAGE

Cette radiation s'opère sur production d'une décision en dernier ressort ou passée en force de chose jugée, ou d'un acte authentique de consentement à la radiation donné par le créancier ou son concessionnaire justifiant de ses droits.

On remarquera qu'il y a identité entre ces formalités et celles prévues par la loi de 1909. Si les marques ou les brevets sont compris dans un fonds de commerce, il n'y aura donc aucune formalité supplémentaire à accomplir ; on joindra au certificat prévu par la loi de 1909, l'acte de radiation et le montant de la taxe.

La taxe est de 5 fr. par brevet ou de 3 fr. par marque et par classe.

Signalons ici une lacune de la loi de 1920 qui n'a pas déterminé la durée pendant laquelle le droit de gage est conservé par l'inscription ; on en déduit donc que celui-ci subsiste jusqu'à la radiation de l'inscription.

V. COPIE DES INSCRIPTIONS

L'Office délivre à tout requérant des copies certifiées des inscriptions portées au Registre spécial des Marques ou au Registre spécial des Brevets, ou des certificats attestant qu'il n'en existe aucune.

A cet effet, le requérant doit indiquer :

S'il s'agit d'un brevet d'invention : le numéro de délivrance, la date de dépôt, le nom du titulaire, le titre exact ;

S'il s'agit d'une marque de fabrique : le numéro et la date de dépôt, le nom du titulaire,

Et joindre le montant exact de la taxe qui est de 5 fr. par brevet ou par marque. Toutefois, si la copie ou le certificat visent plusieurs marques appartenant à un même titulaire, concessionnaire ou concessionnaire, il est perçu une taxe de 5 fr. pour la première marque et une taxe complémentaire de 1 fr.

seulement par marque en sus de la première (art. 14 du décret du 11 septembre 1920).

Ce traitement de faveur pour les copies relatives aux marques de fabrique ne se justifie guère, car le travail matériel fait par l'Office est exactement le même, qu'il s'agisse de marques ou de brevets.

SECTION IV

LOI DU 18 MARS 1919

modifiée par le décret-loi du 30 octobre 1935

LOI DU 27 MARS 1934

Registre du Commerce — Registre des Métiers

Aux termes des articles 5 et 6 de la loi du 18 mars 1919, modifiée par le décret-loi du 30 octobre 1935, les brevets d'invention exploités et les marques de fabrique ou de commerce employées par les commerçants ou les sociétés commerciales, doivent être mentionnés au Registre du Commerce.

De même, en vertu de l'article 4, 13° du décret du 14 août 1936, doivent être mentionnés sur le Registre des Métiers créé par la loi du 27 mars 1934, les brevets d'invention exploités et les marques de fabriques déposées.

Donc, si un commerçant, une société commerciale ou un artisan viennent à acquérir la pleine propriété ou une licence d'exploitation sur un brevet ou une marque déposée, ils devront requérir l'inscription au Registre du Commerce ou au Registre des Métiers où ils sont immatriculés, du brevet ou de la marque transmis.

Si le vendeur est un commerçant ou un artisan, une radiation devra être opérée dans les mêmes formes que l'inscription.

1° *Formalités à accomplir.* — Le commerçant ou l'artisan, dans le mois à partir de la date de l'acte de transmission, remettent, par eux-mêmes ou par un fondé de pouvoirs muni d'une procuration sous seing privé et enregistrée, une déclaration en triple exemplaire sur papier libre et signé. Cette déclaration est établie sur une formule fournie par le Greffe. Si le déposant est le requérant lui-même, le greffier devra s'assurer de son identité; si le déposant est un mandataire, la signature de celui-ci sera légalisée.

Les brevets d'invention sont désignés dans la déclaration par la date de leur dépôt et leur numéro de délivrance; les marques de fabrique et de commerce employées, par la date, le lieu et le numéro de leur dépôt. Signalons, en outre, qu'il est nécessaire que le commerçant ou l'artisan rappellent le numéro de la déclaration initiale et celui du registre analytique attribué lors de cette déclaration.

2° *Taxes.* — Pour l'inscription au Registre du Commerce, le montant de la taxe s'élève à 14 fr. 50 se décomposant ainsi : pour le Greffe : 7 fr. 50; pour l'Office National de la Propriété Industrielle : 7 fr.

Pour l'inscription au Registre des Métiers, la taxe est de 10 fr. 50 se décomposant ainsi : pour le Greffe : 5 fr. 50; pour l'Office National de la Propriété Industrielle : 5 fr.

3° *Sanction.* — La sanction n'est ni la déchéance du brevet (Tri. Civ. Lyon, 17 mars 1926 : Ann. 1929, p. 166), ni la nullité de la transmission à l'égard des tiers. Elle consiste uniquement en une amende de 16 à 200 francs pour tout commerçant, tout gérant ou administrateur d'une société, tout artisan qui n'a pas requis l'inscription dans les délais réglementaires. Cette peine est prononcée par le Tribunal du Commerce s'il s'agit de l'inscription au Registre du Commerce, par le Juge de Paix s'il s'agit d'une inscription au Registre des Métiers.

CHAPITRE II

ACTES SOUMIS A LA PUBLICITÉ

Dans le chapitre précédent, nous avons exposé les formalités instituées par les lois de 1844, de 1909 et de 1920, pour rendre publiques les transmissions des brevets d'invention et des marques. Il s'agit de déterminer les actes auxquels ces lois s'appliquent : ce sera l'objet des développements qui suivent.

Dès maintenant il convient de préciser — en ce qui concerne les marques — que les mesures de publicité édictées par les lois de 1909 et de 1920 ne s'appliquent qu'aux marques déposées. En effet, le décret du 28 août 1909, dans son article 7, prévoit que le certificat délivré par le greffier en exécution de l'article 24 de la loi du 17 mars 1909, doit contenir « les nom, prénoms et adresse du titulaire de la marque *déposée conformément à la loi du 23 juin 1857* ». Quant à la loi du 26 juin 1920, elle ne vise, dans son article 2, que les transmissions de propriété, les cessions ou les concessions de droit d'exploitation « *relativement à une marque déposée* ».

Cette solution se justifie; le titulaire d'une marque non déposée possède bien sur celle-ci un droit de propriété, mais on ne saurait étendre les dispositions protectrices particulières de la législation positive à ceux qui n'ont pas voulu se soumettre aux conditions édictées par elle.

De plus, le législateur, en instituant la publicité des transmissions, a voulu que les marques déposées aient à l'Office National de la Propriété Industrielle leur état civil complet pour que les tiers, en constatant le dépôt d'une marque, puissent en connaître le propriétaire.

SECTION I

ACTES SOUMIS AUX ARTICLES 20 ET 21 DE LA LOI

DU 5 JUILLET 1844

L'article 20 de la loi de 1844, nous l'avons vu, prévoit trois formalités pour les cessions de brevets d'invention.

1° Le paiement de la totalité des annuités restant à courir sur le brevet cédé;

2° Un acte notarié;

3° L'enregistrement de la cession.

L'avant dernier alinéa de l'article 20 envisage aussi l'enregistrement de tous autres actes emportant mutation, sur production d'un extrait authentique de l'acte de mutation. Mais dans ce cas, l'accomplissement de cette formalité est purement facultatif aux termes de la loi, qui n'envisage la sanction de nullité, vis-à-vis des tiers, que pour les cessions.

I. — *Principe général*

1° *Sens du mot « cession »*. — Le mot cession, s'appliquant à un bien incorporel, et notamment à un brevet d'invention, désigne « lato sensu » toute transmission de propriété entre vifs, à titre onéreux ou à titre gratuit de ce bien (1); en un mot, il est synonyme d'acte translatif de propriété entre vifs.

Dans un sens plus étroit, il s'applique spécialement à la vente du bien, c'est-à-dire à la transmission de propriété, moyennant un prix d'argent que l'acheteur s'oblige à verser au vendeur.

Ces deux sens du mot cession étant rappelés, il nous faut maintenant déterminer celui envisagé par le législateur de 1844. Cette précision que beaucoup d'auteurs ont omis de faire est indispensable, car elle permettra d'établir exactement les actes qui tombent sous le coup de l'art. 20.

Les travaux préparatoires de la loi de 1844 sont muets sur

(1) Lyon-Caen, note *Sirey*, 1883.1.17. — Aubry et Rau, t. IV, p. 419.

ce point, mais d'après la rédaction du texte, il n'y a pas de doute possible, c'est au sens large que l'on doit entendre le mot cession.

En effet, l'article 20 s'exprime ainsi « la cession totale ou partielle, *soit à titre gratuit, soit à titre onéreux...* » ; cette précision montre bien qu'il s'agit de toutes les transmissions de propriété entre vifs et non de la vente du brevet.

Mais, dira-t-on, comment expliquer l'avant dernier alinéa de l'article 20 qui prévoit l'enregistrement des cessions et « de tous autres actes emportant mutation » ? Quels sont alors ces actes emportant mutation ?

La réponse est aisée : il est certes souhaitable que la publicité des transmissions relatives aux brevets soit la plus large possible. Or, si le législateur de 1844 ne rendit la publicité obligatoire que pour une catégorie de transmissions : les cessions, il permit aux parties diligentes de faire enregistrer sur production d'un extrait authentique de l'acte translatif de droit et sans exiger le paiement des annuités restant à courir :

1° Les mutations décès constatées par un acte de partage, un procès-verbal d'adjudication ;

2° Les licences d'exploitation.

Ce sont ces deux catégories d'actes qui sont désignées sous le terme général de mutation.

Du reste, depuis la création du Registre spécial des Brevets, cet alinéa est devenu inutile ; de rares exceptions près, et sauf requête expresse des requérants, on n'enregistre plus, conformément à l'article 20, de mutation décès ou de licence d'exploitation.

Donc, un premier point est acquis : le mot cession de l'article 20 est équivalent à transmission de propriété entre vifs.

2° *Toutes les cessions de brevets sont-elles soumises à l'article 20 ?* — Ici encore, la réponse à cette question résulte de la rédaction de l'article 20.

Il découle en effet, des termes et de l'esprit de l'alinéa 1^{er}, que les dispositions de cet article ne sauraient être appliquées à la vente forcée d'un brevet d'invention. Cet alinéa est ainsi conçu : « Tout breveté *pourra* céder la totalité ou partie de la propriété de son brevet ». Or lorsqu'un créancier poursuit le paiement de sa créance, il peut faire saisir et vendre le

brevet que son débiteur a obtenu, afin de se payer sur le prix provenant de la vente; on ne peut pas dire dans ce cas, que le breveté cède son brevet; il subit une vente qui n'a point lieu de son gré et qui, dès lors, n'est pas soumise à l'article 20.

La circulaire du 30 décembre 1865 est dans ce sens. Quant aux auteurs, ils sont divisés (1). Cependant, nous devons faire ici une remarque : certains auteurs et notamment Pouillet (voir n° 293) semblent confondre vente publique et vente forcée. Or, n'importe qui peut adopter la forme de la vente publique aux enchères pour céder son brevet; de même, lors du décès du titulaire, les héritiers peuvent, pour réaliser l'actif de la succession, vendre les biens du défunt aux enchères, procédure qui, du reste, est obligatoire quand un des héritiers est mineur.

De même encore, si le titulaire du brevet est un mineur, il est possible au tuteur, avec l'autorisation du Conseil de famille, de le vendre, mais il faut alors que la vente soit publique et aux enchères. Dans tous ces cas, il n'y a pas vente forcée.

Enfin, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, un jugement peut très bien dessaisir le breveté — en se fondant sur une convention verbale par exemple —; il n'y a pas non plus dans ce cas cession forcée.

En somme, dans la vente forcée, le ou les titulaires du brevet s'opposent à la cession qui est réalisée sans qu'ils interviennent et sans qu'ils aient voulu cette cession à quelque moment que ce soit; autrement dit, il y a vente forcée quand le brevet est vendu à la requête des créanciers du titulaire.

Nous pouvons donc conclure que l'article 20 s'applique à toutes les transmissions de propriété entre vifs et volontaires d'un brevet d'invention.

3° *Cette transmission, aux termes de la loi de 1844, peut être totale ou partielle. — Si elle est totale*, le breveté n'a plus aucun droit en ce qui concerne la propriété du brevet, sauf pour l'attribution des récompenses honorifiques accordées pour l'invention.

Si elle est partielle, le breveté conserve une partie plus ou moins considérable de ses droits, fixée librement par la convention. Ainsi, il ne cédera sa propriété que pour un périmètre déterminé; il accordera à un tiers le droit exclusif de fabriquer et se réservera le droit de vendre; il cédera l'usufruit de son brevet et conservera la nue propriété.

(1) Pour Nouguié n° 350, Huart n° 288/3°, contre Allart n° 201.

Il est souvent très difficile de distinguer entre une cession partielle et une licence d'exploitation; c'est aux Tribunaux qu'il appartient de se prononcer le cas échéant.

4° Elle peut aussi être affectée d'une modalité, soit un terme, soit une condition. — Si la cession est à terme, la propriété ne sera transmise qu'à la date fixée par la convention ou jusqu'à cette date seulement, suivant que le terme sera suspensif ou extinctif.

Dans le premier cas, le cessionnaire peut évidemment attendre l'arrivée du terme pour accomplir la publicité. Mais cette méthode n'est pas sans danger, car si dans l'intervalle le brevet est cédé à une autre personne diligente qui accomplit les formalités de publicité, la cession à terme ne sera pas opposable à cette dernière.

La cession peut être faite sous condition. Si la transmission de propriété est subordonnée à la réalisation d'un événement futur et incertain, il y a condition suspensive. Exemple : je vends mon brevet si je gagne un procès en contrefaçon; le cessionnaire sera propriétaire du brevet, à compter du jour où le contrat a été passé.

Si la réalisation de la condition anéantit rétroactivement la transmission de propriété, il y a condition résolutoire : la propriété du brevet est transmise immédiatement comme si la cession était pure et simple, mais si l'événement prévu arrive, la cession sera supposée n'avoir jamais existé. Exemple : je vous vends mon brevet, mais si vous mourez avant moi, la cession sera résolue.

La cession conditionnelle doit-elle être enregistrée conformément à l'article 20 ?

Les termes généraux de cet article nous font répondre affirmativement à cette question.

Du reste, l'intérêt de l'enregistrement d'une cession sous condition est évident. En voici notamment un exemple :

Si la cession est sous condition résolutoire, elle ne deviendra opposable aux tiers qu'après l'enregistrement prévu par l'article 20 et l'inscription au Registre spécial des Brevets (voir plus loin). Le cessionnaire sous condition résolutoire — *pendente conditionne* — est un véritable propriétaire et, en particulier, peut poursuivre les contrefacteurs. Or, si toutes ces formalités ne sont pas accomplies, il se privera du droit de poursuivre les contrefacteurs qui sont, d'après la jurisprudence, des tiers (voir plus loin).

De même, dans le cas d'une condition suspensive, si l'on

attend l'arrivée de la condition pour opérer la publicité, *inter partes* la condition a bien un effet rétroactif au jour de la formation du contrat, mais vis-à-vis des tiers, la condition ne rétroagit qu'au jour de l'accomplissement de la publicité légale. Si donc, dans l'intervalle, le cédant a consenti des droits sur son brevet, et notamment dans le cas où il l'a cédé à nouveau, si le cessionnaire fait régulièrement publier son titre, il lui sera préféré.

Un jugement de la Cour de Paris du 31 janvier 1909 s'est prononcé dans ce sens.

« Attendu qu'en cas de cession, affectée d'une double modalité, condition suspensive et alternative, comme dans l'espèce, l'acte peut et doit être enregistré immédiatement avec l'indication de cette double modalité, puisque, d'une part, les tiers prévenus ne peuvent traiter qu'à leurs risques et périls avant l'accomplissement de la condition et la réalisation de l'option; que, de l'autre, si la condition se réalise, et si l'option a lieu, elles produisent leur effet rétroactivement dès le moment de la cession. » (*Ann.* 1910, p. 304.)

Notons que si l'on présente une cession sous condition à l'enregistrement, l'Administration exige le paiement des annuités; un tel acte ne saurait naturellement rentrer dans la catégorie « des autres actes emportant mutation ». Toutefois — et c'est justement le cas qui s'était produit dans l'espèce soumise à la Cour de Paris — si la cession est affectée d'une double modalité, condition suspensive et alternative, [le cessionnaire ayant, lors de l'arrivée de la condition, une option entre une cession ou une simple licence d'exploitation] à la demande des intéressés, l'Administration procédera seulement à l'inscription au Registre spécial des Brevets.

On voit l'inconvénient pour les intéressés de cette façon d'agir; en effet, si le cessionnaire opte pour la licence, sa situation sera nette, son titre sera opposable aux tiers (voir plus loin) depuis le jour de l'inscription.

Mais s'il opte pour la cession, il devra à ce moment opérer toutes les formalités prévues par l'article 20 et son titre ne deviendra opposable *erga omnes* qu'à cette date. Toutefois, si l'acte de cession est authentique, l'intéressé pourra, se fondant sur le dernier alinéa de l'article 20, demander l'enregistrement sans payer les annuités, en se basant sur ce fait qu'il peut opter pour une licence.

La question qui se pose est celle de savoir si en cas d'op-

tion pour une cession, son titre sera opposable aux tiers. Cette question revient en somme à se demander si le paiement des annuités est exigé, à peine de nullité de la cession à l'égard des tiers. Ce point sera examiné dans le chapitre suivant.

5° *Brevet faisant partie intégrante d'un fonds de commerce.* — Aux termes de l'article 24 *in fine*, les brevets d'invention compris dans la cession d'un fonds de commerce restent soumis, pour leur transmission, aux règles édictées par la loi du 5 juillet 1844.

En résumé, toute transmission volontaire de propriété, entre vifs, totale ou partielle, pure et simple ou soit à terme, soit sous condition, est soumise aux formalités prévues par l'article 20.

II. — Applications pratiques du principe général

Tel est le principe général; examinons maintenant les cas pratiques.

A. *Cas pratiques où il n'y a pas cession.* — Il résulte évidemment du principe général énoncé précédemment que ne sont pas obligatoirement soumises aux formalités de l'article 20 :

1° Les transmissions à cause de mort, qu'il s'agisse d'une succession *ab intestat* ou d'une succession testamentaire;

2° Les licences d'exploitation qui sont des contrats affectant seulement la jouissance du brevet.

Voici d'autre part, une série d'actes qui ne rentrent pas dans les catégories précédentes et qui néanmoins ne sont pas soumis à l'article 20 :

Partage d'une succession. — Le partage dans notre Droit est déclaratif et non translatif. Le copartageant dans le lot duquel sont mis les brevets du défunt est supposé tenir les brevets de ce dernier et non de ses cohéritiers. En somme, le partage constate un transfert par voie héréditaire qui, nous l'avons vu, n'est pas soumis à l'article 20.

Si les cohéritiers font liciter, c'est-à-dire vendre aux enchères publiques, les biens du *de cujus*, une distinction est à faire : si l'adjudication est prononcée en faveur d'un étran-

ger, il y a cession, donc elle est soumise à l'art. 20; si l'adjudication est prononcée en faveur d'un cohéritier, il y a partage. Toutefois, si les biens du *de cujus* sont vendus à la requête des créanciers de la succession, il y a vente forcée et quel que soit l'acquéreur, celui-ci n'a pas à accomplir les formalités de l'art. 20.

De même si deux ou plusieurs inventeurs déposent indivisément un brevet et si, par la suite, la propriété du brevet était concentrée entre les mains d'un seul, par vente des parts des copropriétaires indivis, il y aurait un acte faisant cesser l'indivision, donc partage. L'acheteur serait présumé avoir toujours été propriétaire du brevet et l'acte ainsi réalisé ne tomberait pas sous le coup de l'art. 20.

Signalons, à ce sujet, un arrêt de la Cour de Paris du 21 juin 1866 (*Ann.* 1867, p. 27) :

« Celui qui, étant copropriétaire d'un brevet, se rend ensuite adjudicataire de la portion qu'il ne possédait pas, n'est pas tenu au paiement de la taxe; en pareil cas, il n'y a pas cession, mais partage et dès lors l'adjudicataire est réputé avoir toujours été propriétaire de la totalité du brevet. »

Du reste, les copropriétaires d'un brevet peuvent par une convention, se partager l'exploitation du brevet (chacun ayant l'exploitation du brevet dans un périmètre déterminé, par exemple.) Cet acte ne constitue point évidemment une cession, puisqu'il n'affecte pas la propriété du brevet, qui continue à résider sur les mêmes têtes. On pourrait tout au plus recommander aux intéressés de faire inscrire un tel acte au Registre spécial des Brevets (1).

Résolution, Rétrocession. — En application de l'article 1184 du Code Civil, la vente d'un brevet peut être résolue judiciairement pour non accomplissement d'une obligation par une des parties. La résolution peut être de plein droit, du reste, par suite de l'accomplissement d'une condition résolutoire (voir plus haut). Ainsi, dans la vente à réméré, l'acheteur rembourse le prix au vendeur et, *ipso jure*, la vente est résolue. Le brevet est considéré comme n'ayant jamais cessé d'appartenir au vendeur; donc la résolution n'est pas une transmission assujettie aux formalités de l'article 20.

De même, si la cession est annulée pour défaut de consentement, d'objet ou de cause, ou pour incapacité, ou pour vice

(1) Voir arrêt de la Cour de Paris du 27 mai 1856, *Ann.* 1856, p. 182.

du consentement (erreur, violence, dol), le jugement prononçant l'annulation n'aura pas à être enregistré.

Signalons qu'il ne faut pas confondre la résolution ou la résiliation avec la rétrocession que peut faire l'acheteur au vendeur et qui entraîne une translation de propriété du brevet d'invention. Il s'agit dans ce cas d'un accord de volonté des intéressés pour replacer le brevet dans le patrimoine du titulaire primitif; en conséquence c'est une cession soumise à l'article 20. Les annuités restant à courir ayant été payées lors de la cession initiale, il n'y aura en somme qu'à faire dresser un acte de rétrocession par un notaire et le faire enregistrer conformément à l'article 20 (1).

Subrogation (2). — Un brevet est pris en fraude des droits d'un inventeur. Un jugement devenu définitif ordonne la restitution; il y a subrogation aux droits du breveté et le véritable inventeur est présumé propriétaire du brevet depuis le dépôt. Ce n'est pas une mutation de propriété; en conséquence le jugement n'est pas soumis à l'article 20.

Cessions de tantièmes de bénéfices. — Un breveté peut accorder un tantième des bénéfices nets qui seront produits, soit par l'exploitation ou la vente de ses brevets.

Ce n'est pas une cession (3); tout au plus pourrait-on conseiller aux intéressés de faire inscrire au Registre spécial des Brevets un tel acte. Le propriétaire du brevet reste en effet libre d'exploiter ses brevets, comme de les vendre.

Il peut être souvent difficile d'apprécier si un contrat constitue une cession, une licence ou une simple cession de tantièmes sur les bénéfices à provenir de la vente ou de l'exploitation : c'est une question de fait soumise à l'appréciation souveraine des Tribunaux.

B. Cas pratiques où il y a cession. — 1° *La cession « stricto sensu » d'un brevet.* — C'est le contrat de vente du droit commun. La propriété d'un brevet est transférée moyennant un prix en argent, que l'acheteur s'oblige à verser au vendeur.

La vente peut avoir lieu de gré à gré ou publiquement et aux enchères par l'intermédiaire d'un notaire. Dans certains

(1) Voir Pouillet n° 291.

2 Voir Huart n° 284 et suiv. — Pouillet n° 290. — Nouguié n° 697. — Bedarride t. I, n° 275.

(3) Trib. Civ. d'Epinal, 10 fév. 1909, *Gaz. Pal.* 2 mars 1909. Arrêt de la Cour d'Appel de Nancy du 14 janv. 1911, *Ann.* 1911, p. 202.

cas, cette procédure est obligatoire, notamment si le brevet appartient à un mineur ou si la vente est forcée; mais dans ce cas nous avons vu que la vente n'était pas soumise aux conditions de forme de l'article 20.

Promesses de vente. — Il y a trois sortes de promesses de vente : la simple pollicitation, le titulaire d'un brevet par voie de presse, annonce son intention de céder son brevet; la promesse unilatérale qui constitue un avant-contrat, le titulaire du brevet a trouvé une personne qui a relevé son offre. Le prix est fixé, mais le tiers n'a pas encore accepté. Jusqu'à l'acceptation de l'acheteur la promesse de vente n'équivaut pas à une vente.

Dans ces deux cas, il n'y a pas lieu d'observer les formalités de l'article 20, car il n'y a pas transmission de propriété. Jusqu'à l'acceptation, le titulaire du brevet peut le céder, il n'encourra que des dommages-intérêts.

Quand l'acheteur accepte, à ce moment-là seulement il y a vente et transmission de propriété. Si le vendeur ne veut plus céder son brevet et en particulier ne pas aller devant le notaire, l'acheteur sera obligé d'aller en justice. Les juges n'auront pas besoin de condamner le pollicitant à réaliser le contrat car « la promesse de vente vaut vente » (art. 1589 Code civil). Ils constateront simplement la promesse de vente, l'acceptation de l'acheteur et ordonneront le dépouillement du breveté. Il y aura lieu de faire enregistrer ce jugement.

Toutefois, si l'acquéreur est sûr de son droit et veut avant le jugement qui aura certes contre les parties un effet rétroactif au jour de l'acceptation, faire enregistrer son titre, voici une procédure pratique qui peut être utilisée : l'acquéreur, après avoir acquitté la totalité des annuités restant à courir, convoque, pour une date déterminée par acte extrajudiciaire chez un notaire, le pollicitant, afin de réaliser la cession. Si l'acquéreur s'abstient ou refuse de réaliser la cession, sur le vu de l'acte s. s. p. de promesse de vente, le notaire dresse un procès-verbal de difficultés que l'on fera enregistrer conformément à l'article 20.

Dès que le jugement constatant le transfert sera rendu, on fera enregistrer à titre confirmatif une expédition authentique de ce jugement. L'utilité de cette procédure est incontestable, selon nous, car vis-à-vis des tiers, le titre est opposable depuis le premier enregistrement.

2° *Dation en paiement.* — Un brevet peut être donné en paiement: celui qui devait une somme d'argent remet à son

créancier qui consent un ou plusieurs brevets aux lieu et place de la somme promise. L'opération peut juridiquement s'analyser ainsi : le débiteur vend son brevet au créancier, moyennant un prix égal à sa dette qui s'éteint par compensation. Comme on le voit, la dation en paiement peut se confondre avec la vente.

3° *Echange*. — C'est un contrat par lequel les parties se donnent respectivement une chose pour une autre (art. 1702 du Code civil). Toutes les choses qui peuvent être vendues peuvent être échangées. Il y a échange avec soulte quand une chose est échangée pour une autre avec complément d'une somme d'argent. Très rare en ce qui concerne les brevets, l'échange est très voisin de la vente dont les règles, à part les exceptions prévues par la loi (art. 1707 Code civil) sont communes.

4° *Cession de droits successifs*. — Un héritier appelé à une succession dans laquelle figurent des brevets, cède à une autre personne tous les droits qu'il peut avoir sur les biens du défunt. Il y a ici transfert de propriété de la tête de l'héritier à l'acquéreur. Si elle est faite à titre onéreux, c'est une vente; si elle est faite à titre gratuit, c'est une donation. La cession faite à titre onéreux à un héritier est équivalente à un partage et par conséquent non soumise à l'article 20.

Mais ici, ne pourrait-on pas raisonner comme en matière de cession de créance ? En effet, la Cour de Cassation, par un arrêt du 6 juillet 1858, a estimé que la cession de droits successifs ayant pour objet une universalité, si l'actif de la succession comprend des créances, il n'est point nécessaire d'avoir recours aux formalités prescrites par l'art. 1690 qui ne s'applique qu'à la vente de créances isolées.

Tout d'abord, signalons que cette théorie est contestée en doctrine et qu'il existe des arrêts de Cours d'appel en sens contraire.

D'autre part, l'article 20 ne s'applique pas seulement aux cessions de brevets pris individuellement; aux termes du dernier alinéa de l'article 24 de la loi de 1909, si le fonds de commerce qui constitue une universalité est cédé, les brevets qu'il comprend restent soumis à l'art. 20.

En conséquence, la cession d'une part héréditaire d'une succession réalise une cession de brevet soumise à l'article 20. S'il n'y a qu'un héritier cédant appelé à la succession, c'est une cession totale; s'il y en a plusieurs, c'est une cession partielle.

5° *Apport en pleine propriété d'un brevet à une société.*

— La société est « un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans le but de partager le bénéfice qui pourra en résulter » (art. 1832 du Code civil).

Ces biens mis en commun sont désignés sous le nom d'apport; ils peuvent consister soit en une somme d'argent, soit en biens corporels ou incorporels.

Dans la pratique, de nombreuses sociétés se forment pour exploiter un ou plusieurs brevets apportés par un inventeur, les autres associés fournissant leurs fonds.

Toutes les sociétés — commerciales ou civiles — sont actuellement, en Droit français, des personnes morales. Si le principe est incontestable en ce qui concerne les sociétés commerciales, qu'elles soient par intérêt ou par actions, quelques doutes subsistent néanmoins pour les sociétés civiles. Toutefois, un arrêt de la Cour de Cassation rendu en 1891 leur a, pour leur donner plus de crédit, accordé la personnalité morale (Req., 23 février 1891 : *D. P.* 1, 337).

Dire qu'une société est une personne morale, signifie qu'elle a une personnalité différente de celle des membres qui la composent et de cette idée on tire notamment que le patrimoine de la société est distinct de celui des associés. Il n'y a pas indivision, la personne morale est propriétaire individuelle de son patrimoine.

Ainsi, le brevet apporté en pleine propriété, est transmis du titulaire à celui de la société et constitue une véritable cession « *lato sensu* » qui, en conséquence, est soumise à l'art. 20 de la loi du 5 juillet 1844.

A la dissolution de la société, quel que soit celui à qui est attribué le brevet, il y a encore transmission de propriété; si le brevet revient à l'inventeur c'est une rétrocession. Mais, on pourrait dire, les règles du partage des successions s'appliquant en cette matière, que ce n'est pas une cession, le partage ayant un effet déclaratif. Le partage a bien un effet déclaratif, mais la transmission de propriété rétroagit au jour de la dissolution de la société; ce qu'on enregistre exactement, ce n'est pas le partage, mais la transmission de propriété par suite de la dissolution de la société. Si cette dissolution est forcée, autrement dit si elle résulte de la faillite ou de la liquidation judiciaire de la société, il n'y a pas lieu, comme nous l'avons exposé précédemment, d'appliquer l'article 20.

a) *Jurisprudence* : La Cour de Cassation, à plusieurs reprises, s'est prononcée pour la non application de l'art. 20

à l'apport d'un brevet. Nous examinerons plus loin les arguments très contestables mis en avant pour soutenir cette thèse. En réalité, cette jurisprudence s'explique par une raison pratique : la Cour suprême a voulu, en évitant le paiement de la totalité des annuités, favoriser la formation de sociétés pour l'exploitation des brevets, dont l'importance dépassait quelquefois les possibilités de l'inventeur.

Une série d'arrêts se sont prononcés pour l'application des formalités prévues par l'article 20 à l'apport d'un brevet à une société, solution constituant, nous l'avons vu, un corollaire logique de l'idée de personnalité morale.

La Cour de Cassation, dans un arrêt du 7 mai 1857 (*Ann.* 1857, p. 135), avait posé le principe que la disposition de l'art. 20, qui prescrit l'enregistrement à la Préfecture de toute cession de brevet, est générale et absolue et qu'en conséquence, elle s'applique à une mutation de propriété par suite d'apport en société, aussi bien qu'à tout autre. La Cour Suprême devait par la suite revenir sur sa décision.

Par un arrêt de la même année, la Cour de Rouen reproduisait les mêmes attendus (*Ann.* 1857, p. 334).

Le Tribunal Civil de la Seine, par deux fois, en 1879 et en 1884, malgré les arrêts en sens contraire de la Cour Suprême, s'est prononcé en des termes très nets pour l'application de l'article 20 (*Ann.* 1883, p. 5 - *Ann.* 1888, p. 9).

Dans le premier de ces arrêts, le Tribunal enferme la Société dans l'alternative suivante : ou l'apport est une cession et alors la société peut poursuivre les contrefacteurs si les formalités de l'art. 20 ont été observées (ce qui n'était pas le cas) ; ou il n'est pas une cession et dans ce cas elle ne peut poursuivre les contrefacteurs, ce droit n'appartenant qu'au breveté ou à ceux auxquels il a fait une cession dans les formes prescrites par l'art. 20 de la loi du 5 juillet 1844.

Dans l'autre arrêt, citons un des attendus :

« En décidant que la cession d'un brevet doit être enregistrée au secrétariat de la préfecture pour être valable à l'égard des tiers, l'article 20 de la loi de 1844 n'a introduit aucune distinction entre le cas où il s'agit d'un apport en société et celui où il s'agit d'une cession faite directement à un acquéreur. »

Signalons aussi trois espèces dans lesquelles la jurisprudence n'avait pas à se prononcer sur le défaut d'accomplissement des formalités de l'art. 20, mais dans lesquelles elle a assimilé l'apport à une cession.

La première est de la Cour de Bordeaux (*Ann.* 1881, p. 310) :

« Il est de principe que le cessionnaire d'un brevet d'invention n'est pas tenu de provoquer au préalable l'annulation de ce brevet, lorsqu'il soutient que l'invention n'était pas susceptible d'être brevetée;

« Il y a lieu d'appliquer les mêmes règles lorsque, au lieu d'une cession, il a été fait apport du brevet dans une société. »

La deuxième est du Tribunal de Commerce de Toulon (*Ann.* 1882, p. 248) :

« L'apport d'un brevet dans une société a pour effet de rendre celle-ci propriétaire dudit brevet comme des autres mises sociales; elle est donc libre d'en faire ce qu'elle juge convenable, même de l'abandonner en n'en payant pas les annuités et elle n'encourt pour ce fait, envers l'associé titulaire du brevet, aucune responsabilité. »

La troisième est de la Cour de Paris (*Ann.* 1902, p. 36) :

« ... C'est ainsi qu'un apport de brevet, qualifié de licence dans l'acte, peut, néanmoins, d'après les circonstances de fait, conférer non une simple faculté d'exploitation laissant subsister le droit de propriété du brevet dans la personne du breveté, mais un droit exclusif sur le brevet et constituer une véritable cession totale de la propriété du brevet, donnant le droit de poursuivre les contrefacteurs. »

Plus récemment, un jugement du Tribunal Civil de Castelsarrazin (*Ann.* 1906, p. 267) a déclaré que :

« L'apport d'un brevet dans une société, lorsqu'il s'agit de sa cession, n'est valable à l'égard des tiers que si les formalités du paragraphe 3 de l'art. 20 de la loi du 5 juillet 1844 ont été remplies. »

Enfin, plus récemment encore, le 29 juillet 1935, la Cour de Paris, dans deux affaires : 1° Société Indépendante de T. S. F. contre C. G. T. S. F., et 2° Compagnie Générale de T. S. F. contre Société Indépendante de T. S. F., s'est prononcée d'une manière nette, dans les termes suivants :

« Considérant que l'art. 20 de la même loi précise que la cession totale ou partielle doit être faite par acte notarié et après le paiement de la totalité de la taxe prévue à l'art. 4,

qu'enfin aucune cession ne sera valable à l'égard des tiers qu'après avoir été enregistrée au Secrétariat de la Préfecture du département, sur production d'un extrait authentique de l'acte de cession et après paiement des annuités restant à courir;

« Que si une loi du 25 décembre 1908 a prévu que pour les actes reçus à Paris aucune cession ne serait valable qu'après enregistrement à l'Office de la Propriété Industrielle et si la loi du 26 juin 1920 et le Décret qui l'a suivie ont étendu cette application des dispositions précédentes, elles n'ont pas eu pour effet de les supprimer, de telle sorte que dans la législation actuelle les deux inscriptions demeurent obligatoires avec les formalités de cession prescrites par la loi de 1844;

« Considérant que les intimées, sans contester ces principes et sans méconnaître qu'elles ne justifient ni de l'acte authentique de cession, ni du paiement des annuités, ni de la première inscription prévue, entendent se prévaloir de la licence à eux concédée, par eux transcrite à l'Office de la Propriété Industrielle, en soutenant que dans certaines circonstances exceptionnelles, comme en l'espèce, il y a eu en fait cession partielle des brevets par l'abandon des droits utiles attachés à leur propriété, et que le licencié se trouve substitué au propriétaire et a acquis le droit de poursuivre le contrefacteur;

« Considérant que sans qu'il puisse être fait état d'une jurisprudence qui semblant avoir consacré les prétentions des sociétés intimées, n'a pas eu à se prononcer sur la forme des actes critiqués et l'absence des formalités prescrites par la loi de 1844 pour que la cession puisse être opposée aux tiers. l'on ne peut que constater en l'espèce que quel que soit l'abandon des droits utiles à l'exercice de la propriété des brevets litigieux les sociétés intimées, cessionnaires de simples licences en vertu d'actes sous seings privés, n'ont pas rempli les formalités exigées par la loi de 1844 pour pouvoir se dire cessionnaires réguliers et exercer des poursuites en contrefaçon au même titre que s'ils étaient les inventeurs ou cessionnaires réguliers des brevets litigieux. »

Ces deux arrêts n'annonceraient-ils pas un revirement possible de la jurisprudence ?

Nous trouvons en effet, en matière de marques, un jugement de la même Cour dont les termes sont absolument conformes à la théorie énoncée plus haut. Il s'agissait en l'espèce d'une marque apportée à une société en nom collectif. Les

formalités de publicité des transmissions de propriété prévues par la loi de 1920 (voir plus loin) n'avaient pas été accomplies; la Cour a reconnu que l'apport était inopposable aux tiers et notamment aux contrefacteurs, « la personnalité juridique de la Société étant distincte de celle de chacun des associés. » (Paris, 9 juillet 1930 : *Gaz. des Trib.*, 7 octobre 1930.)

Examinons maintenant la jurisprudence contraire.

L'argument le plus souvent invoqué est le suivant : « tous les objets qui composent l'actif d'une société appartiennent indivisément à tous les associés ». La Cour Suprême s'est prononcée à plusieurs reprises en ce sens, en 1864 (*Ann.* 1864, p. 176), en 1882 (*Ann.* 1882, p. 245), en 1898 (*Journal des Sociétés*, p. 12), en 1911.

On voit que cette théorie est en opposition absolue avec l'idée de personnalité morale et, certainement, en aucune autre matière du droit des sociétés on a eu l'idée d'appliquer les règles de l'indivision. Même en tenant pour exact le raisonnement de la Cour de Cassation, il y a au moins dans l'apport d'un brevet en société, une transmission partielle qui en conséquence, serait soumise à l'article 20.

Certains tribunaux ont senti la fragilité d'une telle thèse et ont essayé, par une autre voie, de soustraire l'apport à l'art. 20.

L'apport, aux termes d'un arrêt de la Cour de Paris de 1903, ne peut être assimilé à une cession pure et simple et a pour effet, non de dessaisir celui qui l'a fait de la propriété de son brevet, mais de mettre en commun avec ses associés, l'exploitation du brevet (Cour de Paris, 6 février 1903 : *Ann.* 1903, p. 221). Ainsi d'après ce jugement, l'apport d'un brevet devrait s'expliquer par un simple apport de licence et comme tel, échapperait à l'art. 20. Et poursuivant son raisonnement jusqu'au bout, la Cour refuse à la Société le droit de poursuivre les contrefacteurs.

Le Tribunal Civil de la Seine, en 1883 (*Ann.* 1883, p. 52) s'est prononcé dans le même sens, mais a reconnu le droit de poursuivre les contrefacteurs à la Société, qui n'agit que comme exerçant le droit du titulaire du brevet. En somme, pour le Tribunal de la Seine, ce qui est mis en société, quand on apporte un brevet, c'est l'exploitation et le droit de poursuivre les contrefacteurs.

Mais alors, en invoquant cette théorie, la jurisprudence est en contradiction formelle avec la théorie qu'elle a admise en matière de licence d'exploitation. En effet, il est de jurisprudence constante que le licencié même exclusif, ne peut

poursuivre les contrefacteurs, même si le breveté lui en a donné les pouvoirs dans l'acte, car seul, le cessionnaire régulier peut intenter l'action en contrefaçon et par cessionnaire régulier, on entend celui qui a accompli toutes les formalités prévues par l'art. 20 et qui a fait inscrire au Registre spécial des Brevets son titre.

La Cour de Cassation s'est prononcée récemment sur ce point, le 26 avril 1934 (Cass. crim., 26 avril 1934 : *Ann.* 1934, p. 201). Le Rapporteur, M. le Conseiller Bourgeon, rappelle que :

« Un premier principe échappe, tout d'abord, à toute controverse. A maintes reprises les auteurs et les arrêts l'ont formulé en ces termes : le droit de poursuivre la contrefaçon appartient au propriétaire légal du brevet, c'est-à-dire soit au breveté lui-même, soit, s'il a aliéné son droit, à son cessionnaire régulier, lorsque cette cession a été revêtue de toutes les formalités exigées par la loi.

« C'est la loi, organique en la matière, du 5 juillet 1844, qui en a ainsi décidé par son article 20, dont voici la teneur : « Tout breveté pourra céder la totalité ou partie de la propriété de son brevet. La cession partielle ou totale d'un brevet, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ne pourra être faite que par acte notarié, et après le paiement de la taxe déterminée par l'art. 4. Aucune cession ne sera valable à l'égard des tiers, qu'après avoir été enregistrée au secrétariat de la Préfecture du département dans lequel l'acte aura été passé... »

« Cette prescription de la loi de 1844 a été affirmée, depuis, par la loi du 26 décembre 1908, art. 58, qui a spécifié que « pour les actes reçus à Paris, aucune cession ne serait valable à l'égard des tiers qu'après enregistrement à l'Office National de la Propriété Industrielle ».

« Enfin, la loi du 26 juin 1920 (Duvergier, p. 644) a donné à cette prescription un champ d'application encore beaucoup plus étendu et créé, en quelque sorte, un registre généalogique de la propriété en matière de brevet, en décidant, article 4 : « aucune transmission de propriété, aucune cession ou concession de droit d'exploitation ou de gage, relativement à un brevet, ne sera valable à l'égard des tiers qu'après avoir été inscrite sur le registre spécial des brevets d'invention tenu à l'Office National de la Propriété industrielle où sont mentionnés les noms et adresses des titulaires, cessionnaires ou concessionnaires des brevets, ainsi que toutes les indications

ou notifications relatives aux actes affectant la propriété des brevets » (1).

Ainsi, d'un côté, on refuse au licencié exclusif le droit de poursuivre en contrefaçon parce qu'il n'a pas accompli les formalités prévues par l'art. 20 et, de l'autre côté, on l'accorde aux sociétés. Il y a là, évidemment, une contradiction flagrante, et qui est intéressante, si on compare la date des arrêts; les arrêts en matière d'apport sont tous antérieurs à 1920, ceux cités en matière de licence d'exploitation sont postérieurs à cette date, ce qui semble faire présager un revirement de la jurisprudence, opinion confirmée par les arrêts de la Cour d'Appel de Paris de 1930 et 1935.

De même à la dissolution de la société, l'acte de partage, nous l'avons vu, doit être enregistré, car il est le titre qui constate la transmission de propriété de la société — être moral — au nouveau titulaire.

Si l'on admet la théorie de la Cour Suprême, il faut alors faire une distinction : ou le brevet est attribué à l'apporteur, il n'y a pas mutation, car celui-ci n'a jamais en effet, été dessaisi de la propriété de son brevet; ou il est attribué à un autre que l'apporteur, il y a mutation soumise à l'art. 20, le nouveau titulaire tient son droit du breveté et non de la société (2).

En somme, en matière de brevet d'invention, la jurisprudence rejoint celle relative aux droits d'enregistrement des apports, d'après laquelle il faut attendre la dissolution de la société pour savoir s'il y a mutation et fixer ainsi le droit d'enregistrement (3). Si la chose apportée revient à l'apporteur, il n'y a pas mutation; si la chose est donnée à un autre que l'apporteur, il y a mutation.

D'après cette théorie, l'apport apparaît comme une mutation sous la condition suspensive de l'attribution du bien à un autre que l'apporteur; si la condition se réalise la mutation est censée s'être produite au jour de la constitution de la société. On voit que cette théorie est contraire à l'idée de personnalité morale; de plus quand une personne met une

(1) Voir aussi notamment : Cass. 21 fév. 1862, *Ann.* 1862, p. 120; Cour de Rouen 2 janv. 1869, *Ann.* 1870, p. 7. — Trib. Civ. de la Seine 20 juin 1907, *Ann.* 1907/2, p. 59. — Cour de Paris 6 janv. 1932, p. 290. — Trib. Civ. de la Seine 13 juin 1933, *Ann.* 1933, p. 330. — Trib. Civ. de Marseille 4 juil. 1933, *Ann.* 1933, p. 313. — Trib. Seine 30 janv. 1935, *Ann.* 1935, p. 125.

(2) Voir Cour de Paris, 26 mai 1855, *Ann.* 1855, p. 193. — Trib. Civ. de la Seine, 1884, *Ann.* 1888, p. 9.

(3) Voir notamment arrêt de cassation, Ch. réunies, du 22 décembre 1904, D. 1905.1.209.

chose en société, c'est uniquement pour acquérir des droits sociaux et ne songe nullement à une cession sous condition.

Du reste, nous avons vu précédemment, d'une part, que la cession sous condition était soumise à l'art. 20 et, d'autre part, quels étaient les inconvénients que présentait l'enregistrement tardif d'une telle cession.

La solution serait la même si le brevet avait été déposé au nom de la société. Selon nous, il y a transmission de propriété, quelle que soit la personne à laquelle le brevet est attribué lors de la dissolution. Si on admet qu'il y a indivision, il faut distinguer suivant que le brevet échoit à un associé ou à un tiers non associé. Dans le premier cas, le partage ayant un effet déclaratif, le brevet est présumé n'avoir jamais appartenu à la société, d'où, par conséquent, pas de mutation. Dans le second cas, il y a cession soumise à l'article 20.

Les associés peuvent convenir, après la dissolution, que chacun d'eux exploitera le brevet séparément pour son compte. Selon nous, en se basant sur l'idée de personnalité morale, il y a transmission de propriété; le brevet passe du patrimoine de la société dans le patrimoine de chacun des associés. Un arrêt de la Cour de Dijon du 1^{er} mars 1865 (*Ann.* 1865, p. 411) a jugé en sens contraire qu'il n'y avait pas cession, car la copropriété était maintenue. On voit que c'est une application des idées admises par la jurisprudence en matière d'apport.

b) *Doctrine.* — Les auteurs critiquent d'une façon générale la jurisprudence sur l'apport d'un brevet à une société. En particulier Pouillet cite et approuve Bozerian, d'après lequel l'apport en pleine propriété est une cession véritable et emporte obligation de remplir les formalités de l'art. 20 (1).

Mais certains auteurs, notamment Pouillet et Allart, estiment qu'à la dissolution de la société, quelle que soit la personne à laquelle le brevet est attribué, le partage étant déclaratif, il n'y a pas lieu de remplir les formalités de l'art. 20.

A notre sens, nous l'avons vu, ce n'est pas le partage en tant qu'acte juridique qu'on enregistre, mais la mutation de propriété consécutive à la dissolution de la société dont l'acte de partage constitue le titre. Du reste, si l'on admet que l'apport à une société constitue une cession, on ne voit pas comment une personne autre que la société peut devenir propriétaire sans qu'intervienne une nouvelle mutation de propriété.

(1) Voir Pouillet, n° 306 et suiv. — Allart, n° 272 et suiv. — Mainié, n° 142 et suiv.

c) *Ligne de conduite adoptée par l'Administration.* — Et maintenant, voyons la ligne de conduite de l'Administration, qui ne pouvait qu'être influencée par la jurisprudence.

Dans la circulaire du 30 décembre 1865, l'apport d'un brevet d'invention à une société est considéré comme une cession volontaire. Le Préfet devait donc exiger pour opérer l'enregistrement, qu'on lui présente le récépissé établissant le versement de la totalité des annuités.

A la suite des arrêts de la Cour Suprême, énoncés précédemment, l'Administration en 1904 a admis la solution résumée en ces termes, dans une lettre adressée aux Préfets :

« Dans ces conditions, et bien qu'il soit indispensable que votre Préfecture continue à rappeler les prescriptions de l'article 20 de la loi du 5 juillet 1844 à tout déposant, qu'il s'agisse d'une véritable cession ou de tout autre acte concernant un brevet dont le dépôt est fait à votre Préfecture, j'estime qu'il n'y a pas lieu d'insister chaque fois que les intéressés refusent de fournir la justification du paiement des annuités restant dues sur les brevets. Il appartient, en effet, aux tribunaux seuls de se prononcer sur la validité d'une cession dont la transcription a été opérée dans ces conditions et c'est aux risques et périls des déposants que l'enregistrement en est, dès lors, effectué. »

Puis, en 1934, l'Office a fait une distinction entre le brevet apporté par une personne physique à une société et le brevet apporté par fusion d'une société avec une autre. Dans ce dernier cas, pensait-on, la société apporteuse disparaît, il y a bien cession et on exigeait le paiement des annuités avant de faire l'enregistrement. Mais peu de temps après, l'Office abandonnait cette thèse et revenait à sa ligne de conduite antérieure.

Voici la réponse faite à M. ZAY, député, qui donne le point de vue actuel de l'Administration, point de vue selon nous très juste qui tient compte de la jurisprudence dominante, mais qui met les intéressés en garde contre les conséquences éventuelles du défaut de paiement des annuités :

« Toute cession de brevet d'invention, pour être opposable aux tiers, en vertu de l'art. 20 de la loi du 5 juillet 1844, doit être faite par acte authentique et après paiement de la totalité des annuités restant à courir.

« De plus, elle doit :

« 1° Etre enregistrée au Secrétariat général de la Préfec-

ture du département dans lequel l'acte a été passé ou à l'Office National de la Propriété Industrielle si l'acte est passé dans la Seine (art. 20 de la loi du 5 juillet 1844);

« 2° Etre inscrite au Registre spécial des Brevets tenu à l'Office National de la Propriété Industrielle, en vertu de la loi du 26 juin 1920, après paiement d'une taxe de 5 francs par brevet. »

« Quand un brevet d'invention est apporté à une société, cette dernière inscription est sans nul doute obligatoire, et mon Administration n'a jamais prétendu qu'on pouvait s'en dispenser. La seule question qui se pose est celle de savoir si les formalités exigées par l'article 20 susvisé sont applicables à l'apport d'un brevet d'invention à une société.

« La jurisprudence, d'une manière générale, n'est pas nettement établie sur ce point. Certaines décisions considèrent qu'il n'y a pas, dans ce cas cession, mais une mise en commun, car l'apporteur n'est pas dessaisi et demeure copropriétaire du brevet en tant qu'associé; c'est ainsi qu'aux termes d'un arrêt de la Cour de Cassation : « La mise en société d'un brevet d'invention ne saurait être assimilée à la cession de ce brevet, ni par conséquent, être assujettie aux formalités prescrites par l'art. 20 de la loi du 5 juillet 1844 ». Par contre, d'après un arrêt de la Cour de Paris du 29 juillet 1935, il y aurait nécessité absolue de satisfaire à toutes les formalités prescrites dans la loi de 1844 et dans la loi de 1920 pour que l'apport soit opposable aux tiers.

« Dans ces conditions, mon Administration a cru devoir adopter la ligne de conduite suivante :

« 1° Elle invite les intéressés à observer *toutes les formalités* prévues par l'art. 20 susvisé. Toutefois si ceux-ci refusent de justifier du paiement préalable des annuités restant à courir sur le brevet apporté, il est néanmoins procédé à l'enregistrement, les tribunaux étant seuls juges de l'efficacité de cet enregistrement.

« 2° Si l'apport est réalisé par acte sous seing privé, il est, *à la requête expresse des intéressés*, inscrit uniquement au Registre spécial des Brevets institué par la loi du 26 juin 1920 (la production d'une expédition authentique de l'acte d'apport n'est alors pas exigée). Comme il ne saurait appartenir à l'Administration de limiter en quoi que ce soit l'appréciation souveraine des tribunaux, c'est à ceux-ci seuls d'apprécier, le cas échéant, si une telle inscription, en l'absence de l'enregistrement effectué dans les formes édictées par les articles 20 et 21

de la loi du 5 juillet 1844, serait suffisante pour rendre valable à l'égard des tiers cette mutation de propriété. »

Quant à la dissolution, la méthode suivie est la même : l'Administration, quelle que soit la personne à laquelle le brevet est attribué, conseille le paiement des annuités.

Appendice : Association en participation. — Il arrive que le titulaire d'un brevet d'invention forme avec quelques associés, une société en participation pour la mise en valeur de ses brevets. Dans la pratique il est souvent convenu que les brevets seront cédés ou que des licences d'exploitation seront consenties sur ces derniers; les bénéfices provenant de ces contrats sont par la suite répartis entre les associés.

L'association en participation est une société qui ne se révèle pas aux tiers; elle est caractérisée par l'absence de personnalité morale : le patrimoine des associés n'est pas distinct de celui de la société; les choses apportées demeurent la propriété exclusive de l'apporteur (Cass., 27 juin 1893 : D. 93, 1, 488).

Donc si un brevet d'invention est apporté à une association en participation, il n'y a pas transmission de propriété soumise à l'article 20 (Cour de Paris, 25 octobre 1911 : *Ann.* 1912, p. 156). Dans le cas, examiné plus haut, du partage éventuel des bénéfices, il n'y a même pas licence d'exploitation.

6° *Communauté légale.* — Le brevet qui appartient à l'un des époux avant le mariage tombe en communauté. Il y a certainement dans ce cas une transmission partielle soumise à l'article 20, mais la valeur pratique de l'enregistrement est pour ainsi dire nulle, car l'intérêt des deux époux se confond avec celui de la communauté. L'enregistrement serait surtout utile au mari pour pouvoir poursuivre les contrefacteurs au nom de la communauté, mais ces derniers ne pourraient opposer le défaut d'accomplissement des formalités.

En effet, si le brevet appartient au mari, il intentera l'action en son nom; s'il appartient à la femme, il pourra encore exercer l'action en contrefaçon car, en régime de communauté, le mari peut intenter les actions mobilières de la femme. A la dissolution de la communauté, souvent le brevet reviendra au titulaire; dans ce cas, si l'enregistrement de la mise en communauté n'a pas été fait, il n'y aura évidemment aucune formalité à accomplir.

Dans le cas où le brevet est mis dans le lot de l'autre époux, il faut distinguer. Le partage a bien un effet déclaratif, mais celui-ci remonte à la dissolution de la communauté. Si la communauté a été dissoute par le décès du titulaire, c'est une transmission à cause de mort soumise seulement à la loi du 26 juin 1920. Si elle est dissoute par divorce, il y a transmission entre vifs qui est soumise à l'article 20.

Pris au cours du mariage, le brevet est un bien commun. A la dissolution de la communauté, on applique, on l'a vu, les règles de la succession, bien que la communauté ne soit pas une indivision. Toutefois, il nous semble, quant à nous, qu'il y a une transmission de propriété, au moins partielle, car jusqu'à la dissolution, la communauté a été propriétaire du brevet et le mari a pu en disposer.

Pratiquement, dans la majorité des cas, la dissolution de la communauté survient à la suite du décès de l'un des époux. Dans ce cas, il n'y a qu'à inscrire au Registre spécial des Brevets, s'il y a lieu, l'affectation du brevet à l'époux survivant, conformément à la loi du 26 juin 1920.

7° Donations. — C'est un contrat par lequel une des parties, le donateur, transmet de son vivant, sans recevoir aucune contre-prestation, la propriété d'un ou plusieurs de ses brevets au profit de l'autre, le donataire. Le droit commun s'applique quant à la forme et quant au fonds. Il y a lieu en plus d'appliquer l'article 20 de la loi de 1844.

Partage d'ascendants. — De leur vivant les ascendants peuvent faire le partage de tous ou quelques-uns de leurs biens entre leurs descendants; c'est à la fois une donation et un partage. Parce que c'est une donation, il y a transmission de propriété, et si, parmi les biens partagés, figurent des brevets, il y a lieu d'appliquer l'article 20.

Institution contractuelle. — C'est un contrat par lequel une personne, l'instituant, promet à une autre, l'institué, de lui laisser à sa mort toute sa succession ou une quote part de sa succession. L'institué recueillera les biens en sa qualité de successible. Elle peut être faite, soit dans le contrat de mariage par un tiers au profit d'un des époux et des enfants à naître ou par l'un des époux au profit de l'autre, soit pendant le mariage entre époux par acte notarié. C'est une mutation décès soumise à la loi du 26 juin 1920 seulement et qui échappe à l'article 20.

SECTION II

ACTES SOUMIS A LA LOI DU 17 MARS 1909

La publicité organisée par l'article 24 *in fine* de la loi du 17 mars 1909 s'applique au privilège de vendeur et au nantissement consentis sur un fonds de commerce comprenant en particulier des marques de fabrique et des brevets d'invention ou des licences, ainsi qu'aux subrogations, cessions d'antériorité, et radiations.

Privilège de vendeur. Nantissement. — Le vendeur à crédit d'un fonds, a, pour le paiement de son prix, un privilège; ainsi que le dit M. Percerou : « Faute par l'acheteur de procéder au paiement après les époques respectivement convenues, le vendeur peut saisir le fonds, en provoquer la vente aux enchères et se faire colloquer sur le prix, par préférence aux autres créanciers ».

Le vendeur a aussi l'action résolutoire prévue par l'article 1184 du Code Civil.

De même le fonds de commerce peut être donné en nantissement pour garantir une créance. Il s'agit du reste plutôt d'une hypothèque mobilière car le propriétaire du fonds n'est pas dessaisi.

Subrogation. Cession d'antériorité. — Elle peut résulter du paiement de la créance privilégiée au profit de celui qui l'acquitte. Mais il y a subrogation proprement dite quand le créancier privilégié ou nanti cède son privilège ou son nantissement à un simple créancier chirographaire qui, pour être payé, pourra exercer le droit privilégié qu'aurait pu faire valoir le subrogeant.

Il y a cession d'antériorité lorsqu'il est convenu entre deux créanciers inscrits à des dates différentes sur le même fonds, que le second sera colloqué aux lieu et place du premier et réciproquement.

Radiations. — Les inscriptions peuvent être enfin radiées, soit en vertu d'une mainlevée volontaire, soit par une décision de justice.

La rédaction de l'article 24 qui est très défectueuse pose quelques questions :

1° *La vente d'un fonds comprenant des marques est-elle assujettie à la loi de 1909 ?* — La loi parle de vente de fonds de commerce et de nantissement comprenant des marques. Avant le vote de la loi de 1920, on se demandait si la vente ou la cession d'un fonds de commerce comprenant des marques de fabrique ou de commerce devait être inscrite à l'Office National de la Propriété Industrielle, sous peine de nullité à l'égard des tiers.

M. Laborde (n° 129), dont l'ouvrage est antérieur à la loi de 1920, soutenait cette théorie. Selon nous, cette interprétation de l'article 24 était inexacte.

L'Administration, du reste, était aussi de cet avis. En effet, ainsi que nous l'avons vu, l'article 24 *in fine* prévoit certaines formalités à faire à l'Office National de la Propriété Industrielle, mais ce n'est là qu'une publicité complémentaire de celle accomplie au greffe. La fin de l'article 24 ne doit pas, en conséquence, s'interpréter isolément, mais en fonction des premiers paragraphes. Or, la publicité organisée au greffe s'applique au privilège de vendeur et non à la vente.

Un argument de texte renforce d'ailleurs cette théorie; le législateur s'exprime ainsi : « *en outre* être inscrits à l'Office National de la Propriété Industrielle » ce qui présuppose une inscription préalable au greffe. Il y aurait donc impossibilité pour l'Office d'inscrire une vente conformément à la loi de 1909, celle-ci n'ayant fait l'objet d'aucune inscription préalable au greffe.

Cette controverse a perdu de sa valeur car, maintenant la vente d'un fonds de commerce comprenant des marques, doit être inscrite au Registre spécial des marques.

2° *La loi de 1909 s'applique-t-elle au privilège de vendeur d'un fonds de commerce comprenant des brevets d'invention ?*

— En ce qui concerne le privilège de vendeur, le législateur ne parle que des fonds comprenant des marques ou des dessins et modèles, mais ne parle pas des brevets qui ne sont visés que pour le nantissement.

Toutefois la sanction prévue est celle de la nullité des ventes (autrement dit privilèges de vendeur) ou nantissements, en ce qu'ils s'appliquent aux brevets d'invention ou licences et aux marques.

Donc, le privilège de vendeur d'un fonds comprenant des brevets ou des licences doit être enregistré à l'Office National de la Propriété Industrielle, conformément à l'article 24.

3° *La loi de 1909 s'applique-t-elle au privilège de vendeur et au nantissement des fonds de commerce comprenant des*

licences d'exploitation de marques ? — Pour les brevets, la loi de 1909 s'applique à la vente du fonds ou au nantissement comprenant des brevets ou des licences.

Mais pour les marques, le législateur ne dit rien en ce qui concerne les licences. Il semble qu'il n'y ait aucune raison de ne pas étendre aux fonds comprenant des licences de marques, les formalités prévues pour les licences de brevets.

SECTION III

ACTES SOUMIS A LA LOI DU 26 JUIN 1920

Le Registre spécial des Marques et le Registre spécial des Brevets institués par la loi du 26 juin 1920 ont pour but de porter à la connaissance des tiers « tous les actes affectant la propriété des marques et des brevets ». Toutefois la rédaction des articles 2 et 4 de ladite loi montre que le législateur a fait une distinction qui ôte aux deux registres le caractère d'universalité qui en aurait fait de véritables registres généalogiques.

En effet, aux termes de l'article 2, aucune transmission de propriété, aucune cession ou concession d'un droit d'exploitation ou de gage relativement à une marque déposée, ne sera valable à l'égard des tiers qu'après avoir été inscrite sur le Registre spécial des marques de fabrique ou de commerce où sont mentionnés..., ainsi que toutes les indications et notifications relatives aux actes affectant la propriété des marques.

L'article 4 relatif aux brevets d'invention est rédigé exactement de la même façon.

Ainsi, d'un côté, les transmissions de propriété, cessions ou concessions d'un droit d'exploitation ou de gage doivent être obligatoirement inscrites sous peine de nullité vis-à-vis des tiers; de l'autre côté tous les autres actes qui peuvent intéresser la propriété des marques ou des brevets mais ne constituant pas une transmission proprement dite (oppositions à une transmission, jugements, en général déclaratifs de droits, offres de contracter, accomplissement d'une clause résolutoire, partages...) sont inscrits à la requête des intéressés et portés à la connaissance des tiers, mais sans qu'aucune sanction n'ait été prévue.

Le législateur précise dans le 2^e alinéa de l'article 2 la distinction qu'il a voulu faire entre l'inscription des transmissions de marques obligatoires qui donne lieu, en plus d'une

taxe au profit de l'Office, au paiement d'une taxe au profit de l'Etat; quant aux autres inscriptions, elles ne sont soumises qu'au versement de la première taxe.

Il y a là évidemment une rédaction critiquable qui ôte à la loi de 1920 une partie de sa valeur pratique.

En résumé, toutes les transmissions relatives à une marque de fabrique ou de commerce et à un brevet d'invention : transmissions de propriété, d'un droit d'exploitation ou de gage *doivent* être inscrites sous peine de nullité à l'égard des tiers, au Registre spécial des Marques et au Registre spécial des Brevets sur lesquels *peuvent* être également inscrits tous les actes et notifications intéressant la propriété de ces biens incorporels (1).

Tel est le principe; examinons maintenant les applications pratiques.

I. — Transmission de propriété

Toutes les transmissions de propriété, suivant qu'elles portent sur une marque ou sur un brevet, pris individuellement ou acquis dans une universalité juridique comme le fonds de commerce, doivent être inscrites au Registre spécial des Marques ou des Brevets, qu'elles soient pures et simples, à terme, sous condition, volontaires ou forcées. Le texte s'applique aussi bien aux transmissions entre vifs qu'à celles à cause de mort. Aux termes des art. 2 et 4 de la loi de 1920 : « aucune transmission de propriété... ne sera opposable aux tiers... », rédaction qui ne laisse subsister aucun doute. Cette interprétation est du reste confirmée par le paragraphe 2 de l'art. 2 qui vise expressément la taxe due au profit de l'Etat quand il s'agit de transfert par succession d'une marque. Le législateur vise donc bien dans l'expression « transmission de propriété » les transferts par voie héréditaire.

1° *Cessions de marques et de brevets.* — Nous avons vu dans la section précédente, ce que l'on devait entendre par le mot cession et les actes juridiques qui étaient compris sous cette dénomination. Toutefois deux remarques s'imposent :

(1) La loi de 1920 (comme celle de 1844) ne s'applique pas seulement aux transmissions de marques ou de brevets pris individuellement, mais encore aux transmissions de ces éléments compris dans une universalité. Cette thèse est du reste confirmée par la loi elle-même, car elle soumet les transmissions héréditaires à l'inscription à l'Office; or, il s'agit bien dans ce cas d'une transmission de brevets ou de marques compris dans une universalité.

a) Pour les cessions volontaires de brevets, l'inscription au Registre spécial des Brevets n'est qu'une mesure de publicité complémentaire qui vient s'ajouter à celle organisée par l'article 20 précédemment étudié. L'Office National de la Propriété Industrielle exige pour cette raison que l'inscription au Registre spécial des Brevets soit précédée de l'enregistrement conformément à l'article 20 (exception pour l'apport, nous l'avons vu, en raison de la jurisprudence).

Donc toute personne désirant qu'une cession volontaire de brevet soit parfaite *erga omnes*, après avoir acquitté toutes les annuités restant à courir et fait rédiger un acte de cession par un notaire, devra d'abord le faire enregistrer conformément à la loi de 1844 et ensuite le faire inscrire au Registre spécial des Brevets en acquittant à l'Office National de la Propriété Industrielle la taxe réglementaire.

Les cessions forcées, autrement dit, la vente sur requête des créanciers du titulaire ne sont soumises, selon nous, qu'à l'inscription au Registre spécial des Brevets. Toutefois, pour éviter toute contestation possible, il est certes plus prudent de se conformer à toutes les mesures précitées. On peut tout au moins faire enregistrer conformément à l'article 20 *in fine*, sans payer les annuités restant à courir, un extrait authentique du procès-verbal d'adjudication.

b) En ce qui concerne l'apport d'une marque de fabrique, personne ne conteste l'obligation de l'inscription au Registre spécial des Marques pour rendre cet apport opposable aux tiers (voir arrêt de la Cour de Paris, 9 juillet 1930 : *Gaz. des Trib.*, 7 octobre 1930).

Il est évident ici que l'inconvénient présenté par l'article 20 de la loi de 1844 qui exige le paiement des annuités restant à courir sur le brevet cédé n'existe pas. Dans ce cas, il n'y avait aucune raison de bâtir des théories plus ou moins juridiques pour soustraire, comme dans le cas d'un brevet d'invention, l'apport d'une marque à l'inscription au Registre spécial des Marques.

2° *Transmission par voie héréditaire.* — A la mort du titulaire d'un brevet ou d'une marque, ceux-ci sont transmis à ses héritiers *ab intestat*, testamentaires ou contractuels; cette mutation de propriété est également soumise, pour être opposable aux tiers, à l'inscription au Registre spécial des Brevets ou au Registre spécial des Marques.

Le partage qui attribuera les biens aux différents successeurs dans le cas où il en existe plusieurs est, en droit français, déclaratif de propriété, ce qui signifie que les biens sont

présumés appartenir au bénéficiaire depuis la mort du *de cujus*. Le partage n'est donc pas un acte translatif, mais la dévolution des brevets ou des marques doit être inscrite et souvent l'acte de partage amiable ou judiciaire sera le titre qui constatera cette mutation et, comme tel, il devra être inscrit à l'Office National de la Propriété Industrielle.

Nous avons vu dans la section précédente que l'institution contractuelle constitue une mutation décès qui doit être inscrite dans le cas où l'instituant possède des marques ou des brevets.

Rappelons enfin que la cession de droits successifs à titre onéreux en faveur d'un héritier est un acte de partage qui peut être inscrit au Registre spécial des Brevets ou au Registre spécial des Marques pour établir une mutation décès.

II. — *Licence d'exploitation*

Tout en conservant la propriété de sa marque ou de son brevet, le titulaire peut en céder la jouissance, c'est une concession de licence d'exploitation.

Aux termes d'un jugement du Tribunal civil de la Seine (2 mai 1928 : *Ann.* 1929, p. 185), la licence implique seulement la permission de se servir de l'invention, mais elle est exclusive du transfert de propriété. La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître que la « concession d'une licence présente tous les caractères d'un contrat de louage, c'est une simple permission accordée » (Trib. Com. Boulogne-sur-Mer : *Ann.* 1924, 1, 32).

La licence peut être totale; elle porte dans ce cas sur l'intégralité de la marque ou du brevet. Elle peut être partielle et ne porte alors que sur une partie de la marque ou du brevet; par exemple, la jouissance sera limitée à certaines régions. Si le titulaire d'une marque ou d'un brevet s'engage à ne pas accorder d'autre licence, il y a licence exclusive, mais il pourra l'exploiter lui-même. Souvent il est convenu que le licencié pourra accorder à son tour des permissions d'exploiter, il y a alors sous-licence. Dans la pratique, il est quelquefois très délicat de distinguer le simple contrat de licence de la cession partielle; c'est une distinction qu'il appartient aux Tribunaux de faire.

Signalons enfin que l'apport de la jouissance d'un brevet ou d'une marque à une société constitue une concession de licence qui doit être inscrite au Registre spécial des Brevets ou au Registre spécial des Marques.

III. — Nantissement

Une marque ou un brevet peuvent être donnés en nantissement pour garantir une créance. Si la marque ou le brevet font partie intégrante d'un fonds de commerce, il y aura lieu, si on veut comprendre vis-à-vis des tiers ces éléments dans le nantissement du fonds, d'accomplir d'abord les formalités de la loi du 17 mars 1909, puis d'adresser à l'Office National de la Propriété Industrielle, en même temps que le certificat du greffier, l'acte constitutif du nantissement, accompagnés des deux bordereaux réglementaires et de la taxe due.

On sait que l'article 2075 du Code civil exige, pour la mise en gage des choses incorporelles, un acte authentique ou sous seing privé enregistré; quant au gage commercial, aucun texte n'existe. Cette distinction perd ici de son intérêt, car pour l'inscription au Registre spécial des Marques ou au Registre spécial des Brevets, un écrit est exigé, acte authentique ou sous seing privé enregistré.

En ce qui concerne la condition de mise en possession du créancier gagiste, selon nous, cette condition est remplie par l'inscription à l'Office. Toutefois, d'après certains auteurs, elle est réalisée par la remise au créancier, soit du brevet d'invention, soit du certificat de dépôt de la marque (1).

Deux questions se posent :

1° *Le nantissement d'un fonds de commerce comprenant des brevets ou des marques est-il soumis obligatoirement à l'inscription au Registre spécial des Brevets ou au Registre spécial des Marques pour être opposable aux tiers, ou les formalités de la loi de 1909 sont-elles suffisantes ?*

Autrement dit, la loi de 1920 ne s'applique-t-elle qu'aux nantissements des brevets ou des marques pris isolément ? Nous ne le croyons pas. Comme pour la loi de 1844 (voir note au début de la section III), l'inscription à l'Office s'applique aussi bien aux transmissions des brevets ou des marques pris individuellement qu'à ceux compris dans une universalité.

Donc le nantissement des fonds de commerce comprenant des brevets ou des marques est, pour être opposable aux tiers, soumis aux formalités de :

a) la loi du 17 mars 1909;

b) la loi du 26 juin 1920.

(1) Voir Lyon-Caen et Renault : *Manuel de Droit Commercial*, p. 426.

2° *Le privilège de vendeur relatif à un fonds de commerce comprenant des brevets ou des marques est-il soumis à l'inscription au Registre spécial des Brevets ou au Registre spécial des Marques, pour être opposable aux tiers ?*

Le privilège de vendeur n'est pas un contrat de nantissement; c'est un avantage légal (1). Il ne rentre donc pas dans les actes soumis à l'inscription obligatoire pour être opposables aux tiers. Toutefois, il est plus prudent de requérir l'inscription à l'Office, comme acte intéressant la propriété du brevet ou de la marque.

IV. — *Actes dont l'inscription n'est pas obligatoire*

La rédaction de la loi de 1920 permet aux intéressés de faire inscrire tous les actes ou notifications affectant la propriété d'une marque ou d'un brevet.

Comme nous l'avons vu au début de la section, cette formalité n'est pas obligatoire pour rendre l'acte opposable aux tiers. Rentrant dans cette catégorie : les jugements prononçant la nullité ou la résolution d'une cession, d'une licence ou d'un nantissement; les jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire du titulaire du brevet ou de la marque; les oppositions par actes extrajudiciaires; les offres de contracter; la saisie du brevet ou de la marque.

Examinons plus en détail le jugement déclaratif de faillite ou de liquidation judiciaire et la saisie des brevets et des marques :

1° *Jugement déclaratif de faillite ou de liquidation judiciaire.* — Le jugement déclaratif de faillite, d'après l'art. 443, 1^{er} alinéa, du Code de Commerce, entraîne pour le failli, dessaisissement de l'administration de son patrimoine, mais il reste propriétaire de ses biens, qui sont frappés d'indisponibilité. S'il accomplit des actes de disposition, ces derniers ne sont pas opposables à la masse des créanciers.

En ce qui concerne le jugement déclaratif de liquidation judiciaire, le dessaisissement est moins complet; pour la presque généralité des actes d'administration de son patrimoine, le liquidé judiciaire ne peut agir qu'assisté du liquidateur.

Mais, fait très important, dans l'un et l'autre cas, les actes qui exigent, pour être valables à l'égard des tiers, l'accomplis-

(1) Voir Chapitre I, Section III.

sement d'une formalité de publicité, ne sont pas opposables à la masse si cette formalité n'a pas été accomplie au moment du jugement déclaratif de faillite ou de liquidation judiciaire.

Nous verrons l'application de ces principes à la matière que nous étudions dans le chapitre suivant.

Le jugement déclaratif de faillite ou de liquidation est-il soumis à l'inscription au Registre spécial des Marques ou au Registre spécial des Brevets pour produire ses effets, en ce qui concerne les marques ou les brevets compris dans le patrimoine du failli ou du liquidé judiciaire ?

Nous avons vu que le jugement n'entraînait pas transmission de propriété; c'est une simple notification relative à la propriété de la marque ou du brevet qui peut être inscrite, mais qui n'en produit pas moins ses effets du jour où le jugement a été rendu.

2° *Saisie d'une marque ou d'un brevet.* — La marque ou le brevet peuvent être saisis avec le fonds de commerce dont ils font partie intégrante ou isolément. Dans le premier cas, aucune difficulté. Quant à la possibilité de la saisie d'une marque ou d'un brevet indépendamment d'un fonds de commerce, aucun doute, selon nous, semble permis. En effet, d'une part, l'article 2092 du Code civil prévoit que « Quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir »; d'autre part, ni les lois de 1844 et de 1857, ni celle de 1920 ne frappent d'insaisissabilité ces éléments importants du patrimoine. Enfin, notons que la saisissabilité est un corollaire logique de la possibilité de la cession ou de la mise en gage d'une marque ou d'un brevet.

Procédure à employer : Lorsque la marque ou le brevet font partie d'un fonds de commerce saisi, on applique la procédure des articles 15 à 20 de la loi du 17 mars 1909.

Si l'on veut saisir uniquement une marque ou un brevet, quelle procédure employer ? Rien n'est en effet prévu à ce sujet dans la loi.

Le Code de Procédure envisage d'une part, la saisie exécution et, d'autre part, la saisie-arrêt. La première s'applique aux meubles corporels et la seconde aux créances. Or, ni la marque, ni le brevet ne rentrent dans une de ces deux catégories.

Certains auteurs en ont déduit que, faute de moyen de l'effectuer, la saisie d'une marque ou d'un brevet était impossible.

Quant à la Jurisprudence, elle a appliqué tantôt la procédure de la saisie-exécution (1), tantôt celle de la saisie-arrêt (2).

La pratique actuelle tend de plus en plus, avec raison selon nous, depuis la création des Registres spéciaux des Brevets ou des Marques « sur lesquels figurent tous les actes affectant la propriété des marques ou des brevets », à appliquer la procédure de la saisie-arrêt. Une opposition est signifiée au Directeur de l'Office National de la Propriété Industrielle; la saisie-arrêt faite entre les mains de ce dernier est inscrite au Registre spécial des Marques ou au Registre spécial des Brevets. Le créancier saisissant obtient un jugement de validité ordonnant la vente de la marque ou du brevet par-devant un notaire.

Les projets de lois sur les marques et les brevets, actuellement en instance devant le Parlement, consacrent cette procédure.

Nous verrons au chapitre IV, que l'Administration ne peut s'opposer à aucune transmission relative à un brevet ou à une marque, ni se refuser à enregistrer les actes de cession ou concession de droits qui lui seraient présentés, le cas échéant, dans les formes prévues par la loi. Toutes les contestations concernant la propriété des brevets ou des marques demeurent de la compétence exclusive des tribunaux.

Toutefois, l'inscription au Registre spécial des Marques ou au Registre spécial des Brevets présente un intérêt certain; grâce à elle, en effet, les tiers sont avisés de la saisie.

Une question se pose. Les actes publiés entre l'adjudication de la marque ou du brevet et l'inscription de la saisie-arrêt au Registre, sont-ils opposables au créancier saisissant ?

Deux points sont certains. Le créancier pourra, d'une part, se servir de l'inscription pour prouver la mauvaise foi d'un contractant postérieur et faire tomber l'acte, en s'appuyant sur l'article 1167 du Code civil. D'autre part, le jugement de validité opérera, selon nous, comme le jugement déclaratif de faillite, désaisissement du débiteur, les actes juridiques relatifs à la marque ou au brevet saisis non régulièrement publiés à la date du jugement, ne pouvant être opposés au créancier saisissant.

Remarquons que, d'après la jurisprudence, le jugement de validité transporte la créance (dans le cas de la saisie d'une

(1) Allart, t. II, n° 168. — Trib. Seine, 20 juin 1906 : *Rev. Gén. Prop. Ind.*, 1906, p. 104.

(2) Trib. civil de Lyon, 20 juin 1857 : *S.* 52, 2, 24. — Trib. civil de la Seine, 28 avril 1859 : *Journ. Prop. Ind.*, 483. — Pouillet, n° 202.

créance) de la tête du saisi sur celle du saisissant. Donc, en l'espèce, le jugement de validité opérerait transport du brevet ou de la marque sur la tête du créancier et devrait être, en conséquence, inscrit au Registre spécial des Brevets ou au Registre spécial des Marques.

La doctrine critique avec raison cette théorie.

Quoi qu'il en soit, il est plus prudent de requérir l'inscription à l'Office National de la Propriété Industrielle, du jugement de validité.

Mais les actes régulièrement publiés entre l'inscription à l'Office de la saisie-arrêt et le jugement de validité sont-ils opposables au créancier saisissant ?

Nous verrons dans le chapitre suivant, que les créanciers chirographaires du titulaire d'une marque ou d'un brevet, sont considérés comme des tiers, au sens des lois de 1844 et de 1920.

Donc, si ces créanciers ont un intérêt à revendiquer l'inopposabilité d'un acte de transmission relatif à ces éléments du patrimoine de leur débiteur, ils pourront le faire au lieu d'invoquer l'action paulienne prévue par l'article 1167 du Code Civil. Du jour où, par conséquent, ils pratiquent la saisie, ils peuvent considérer que les actes non publiés ne leur sont pas opposables et il nous semble que l'inscription au Registre spécial des Brevets ou au Registre spécial des Marques donne une date, vis-à-vis des tiers, à cette saisie.

En conséquence, d'après nous, non seulement les actes publiés après le jugement de validité ne leur sont pas opposables, mais encore ceux publiés entre ce jugement et l'inscription de la saisie.

V. — *Marques Internationales*

L'arrangement international conclu le 14 avril 1891 à Madrid et révisé en dernier lieu à Londres en 1934, a créé un enregistrement international des marques.

Le dépôt d'une marque, préalablement enregistré dans l'un des pays adhérents à l'Arrangement (1), quand il est effectué au Bureau International de la Propriété Industrielle par l'intermédiaire de l'Administration du pays d'origine,

(1) Pays adhérents actuellement : Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Dantzig (ville libre), Espagne, France (Algérie et colonies), Hongrie, Italie, Luxembourg, Maroc, Mexique, Pays-Bas (Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao), Portugal (Açores et Madère), Roumanie, Serbie-Croatie-Slovenie, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie, Turquie.

assure « la même protection que les nationaux et le même recours contre toute atteinte portée à leurs droits ».

La protection résultant de l'enregistrement au Bureau International dure 20 ans et peut être renouvelée. Toutefois si une marque cesse de jouir de la protection légale dans le pays d'origine, l'enregistrement international interrompt en même temps ses effets.

L'enregistrement est opéré sur une page double qui contient aussi toutes les modifications apportées à la propriété de la marque.

La marque internationale est cessible : c'est la marque nationale enregistrée au pays d'origine qui est transférée. La signification du transfert à Berne par l'Administration du pays d'origine et son inscription étend l'effet de la cession à tous les pays de l'Union. Le Bureau International notifie la cession aux Administrations des pays adhérents et la publie dans son journal (art. 9 et 9 *bis* de l'Arrangement).

Signalons que la cession partielle par un pays ou un groupe de pays déterminés n'est pas admise actuellement.

Si la propriété d'une marque française déposée à Berne est transmise entre vifs ou par succession, ce transfert doit d'abord être inscrit au Registre spécial des Marques, conformément à la loi du 26 juin 1920. L'Administration effectue la signification à Berne; auparavant, il doit être justifié à l'Office National de la Propriété Industrielle du paiement de la taxe réglementaire prévue pour l'inscription à Berne. Le montant de cette taxe est de 30 francs suisses s'il y a une seule marque, et 10 francs suisses pour chacune des marques en sus de la première, appartenant au même propriétaire, faisant l'objet de la même opération et de la même notification.

Les modifications de noms, les changements de domicile sont soumis à la même signification et au paiement de la même taxe.

Les licences d'exploitation et les nantissements ne sont pas enregistrés à Berne.

Une question se pose : une marque étrangère déposée internationalement est cédée; signification de cette cession est effectuée au Bureau de Berne. *Le cessionnaire doit-il se conformer à la loi du 26 juin 1920 pour rendre en France sa cession opposable aux tiers ?*

Nous avons vu que le dépôt d'une marque au Bureau international de Berne entraîne la protection de celle-ci dans tous les pays de l'Union comme si elle avait été déposée dans chacun d'eux.

Donc une marque étrangère déposée à Berne devient française et, en conséquence, il semble qu'il serait logique de soutenir que si celle-ci est cédée, le cessionnaire devrait se conformer aux lois françaises en faisant inscrire la cession au Registre spécial des Marques, pour pouvoir opposer, en France, son droit aux tiers et notamment aux contrefacteurs.

La Cour de Cassation, par un arrêt du 4 mai 1936 (*La Prop. Ind.*, novembre 1936, p. 210), n'a pas admis cette thèse (1). Elle a posé le principe que la protection des marques dans les pays qui ont adhéré à l'Arrangement de Madrid est assurée aux cessionnaires étrangers dont la cession a été inscrite à Berne et qu'en conséquence, la loi du 26 juin 1920 n'est pas applicable aux étrangers propriétaires d'une marque internationale.

Nous reproduisons du reste les attendus de ce très important arrêt :

« Mais attendu que la loi du 26 juin 1920 n'a eu pour but ni pour effet de modifier le régime applicable aux étrangers, tel qu'il résulte de l'Arrangement conclu à Madrid le 14 avril 1891, et révisé à Washington le 2 juin 1911;

« Attendu qu'aux termes de cet Arrangement, auquel ont adhéré la France et l'Allemagne, les citoyens de chacun des Etats contractants peuvent s'assurer dans les autres Etats les pays qui ont adhéré à l'Arrangement de Madrid est assurée la protection de leurs marques acceptées en dépôt dans leur pays d'origine, moyennant le dépôt desdites marques au Bureau international de Berne, lequel en assure la publicité sans qu'aucune autre formalité puisse être exigée des déposants;

« Attendu que le bénéfice de cette protection s'étend aux cessionnaires étrangers dont la cession a été inscrite audit Bureau, sans que les tiers puissent exiger, pour qu'elle leur soit opposable, l'accomplissement de formalités autres que celles prévues par la Convention; que, notamment, l'on ne s'expliquerait pas que la protection assurée aux déposants étrangers, du fait seul de l'enregistrement de leur marque au Bureau international après dépôt dans le pays d'origine, et indépendamment de toute inscription ultérieure sur les registres des Etats contractants, ne fût assurée aux cessionnaires de cette marque que par l'inscription de sa cession sur ces mêmes registres où ne figure aucune mention la concernant; que loin qu'il en soit ainsi, en spécifiant dans son article 9

(1) Voir article de M. Fernand-Jacq, *La Prop. Ind.*, 28 février 1937.

que l'Administration du pays d'origine notifie les transmissions de propriété des marques au Bureau international qui les enregistre et les publie, la Convention assimile aux déposants les cessionnaires étrangers d'une marque déposée à l'étranger et enregistrée à Berne, et leur assure la même protection en donnant à leur cession soumise aux mêmes formalités la même publicité qu'au dépôt de la marque à eux cédée... »

Il est évident que si le dépôt initial de la marque a été opéré en France, toutes les transmissions intervenant sur ce dépôt seront soumises aux lois de publicité françaises.

SECTION IV

TRANSMISSION DE MARQUES ET DE BREVETS FRANÇAIS EN PAYS ÉTRANGER

Pour les actes passés à l'étranger sur une marque ou sur un brevet déposés en France, il semble qu'on doit appliquer la théorie du statut territorial, et par suite, se conformer aux formalités de publicité prescrites par les lois françaises, lesquelles, du reste, sont des mesures destinées à assurer la sécurité des transactions en protégeant les tiers.

I. — *Cession de brevets*

1° Le paiement intégral des annuités offrant un caractère fiscal, nul doute qu'il est obligatoire.

2° Nous verrons que l'acte notarié n'était pas exigé *ad solemnitaten*. Le législateur a surtout voulu que la date des cessions de brevets présente le caractère de certitude des actes authentiques. Donc, contrairement à ce que pensent certains auteurs (1), qui, se fondant sur la règle *locus regit actum*, estiment que dans le cas où la loi étrangère n'exige pas la rédaction d'un acte authentique, la cession sera valablement faite par acte sous seing privé, il nous semble que l'acte devra être dressé suivant la forme authentique du pays; c'est ici que l'on applique la règle *locus regit actum*; les parties peuvent céder leurs brevets suivant la forme authentique étrangère (2).

(1) Allart, 191. — Pouillet, 237.

(2) Plaisant et Fernand-Jacq, Les brevets en Droit international, p. 178. — Nancy, 14 novembre 1894 : *J. de Droit Int. Priv.*, 1895, p. 787.

3° Aux termes de la circulaire de 1865, l'acte de cession doit être, préalablement à l'enregistrement, déposé chez un notaire du département où les intéressés se proposent de le faire enregistrer. Selon nous, le choix du département est libre.

Puis le requérant présente au Préfet une expédition authentique de l'acte fait à l'étranger, une expédition de l'acte de dépôt et les deux récépissés exigés (voir chapitre I).

Notons que, pratiquement, il est plus simple que les intéressés donnent mandat en la forme authentique usitée dans leur pays, à un représentant en France, de faire la cession par-devant un notaire français.

II. — *Inscription au Registre spécial des Brevets ou au Registre spécial des Marques*

Les requérants doivent remettre l'original de l'acte à inscrire, accompagné d'une traduction jurée sur timbre enregistrée, des deux bordereaux réglementaires rédigés en français et de la taxe prévue.

APPENDICE

1° *Cession de marques et de brevets périmés*

a) *Marques périmées.* — Supposons une marque déposée en 1920; le dépôt n'ayant effet que pour 15 ans, s'il n'est pas renouvelé en 1935, la marque est périmée.

Mais le dépôt en France étant simplement déclaratif de propriété, le titulaire de la marque se privera seulement, à défaut de renouvellement, de la protection supplémentaire accordée par la loi de 1857 (Voir Introduction).

Toutefois les délits de contrefaçon commencés sous l'ancien dépôt pourront encore être poursuivis, en vertu de la loi de 1857, pendant 3 ans après la péremption.

On voit donc l'intérêt de faire inscrire au Registre spécial des Marques la cession d'une marque périmée; cette inscription donne au cessionnaire l'action en contrefaçon attachée à l'ancien dépôt.

b) *Brevets périmés.* — Les mêmes arguments développés pour les marques justifient l'accomplissement des formalités prévues par les lois de 1844 et de 1920 pour la cession d'un brevet arrivé au terme de la durée légale du dépôt qui est de 5, 10 ou 15 ans (Voir Cass. : *Ann.* 1871, p. 385).

2° *Brevets non délivrés*

Entre le dépôt d'un brevet et sa délivrance, s'écoule un délai minimum de trois mois, qui peut atteindre douze mois si la demande a été déposée avec ajournement à un an. Or, le brevet produit ses effets au jour du dépôt et le breveté pourra en céder la propriété ou un droit d'exploitation ou de gage.

Les mesures de publicité précédemment étudiées s'appliquent-elles dans ce cas ?

La loi de 1844 parle des brevets, de même que celles de 1909 et de 1920; mais elles sont muettes sur la question qui nous intéresse. Ajoutons même que le décret du 11 septembre 1920 semble n'envisager que les brevets délivrés, car il prévoit que le Registre des Brevets est tenu par numéro de délivrance.

En admettant que ces lois ne s'appliquent pas aux demandes de brevets, on arrive à des résultats peu logiques. En effet, si un contrat portait sur une demande, il serait soumis aux règles du droit commun pour les contrats civils (art. 1328 du Code Civil), pour avoir date certaine vis-à-vis des tiers, puis, une fois délivré, il faudrait faire un nouvel acte qu'on publierait conformément aux prescriptions légales. Cette solution ne nous paraît pas soutenable.

L'Administration, après de nombreuses hésitations, a adopté la méthode suivante, qui nous paraît satisfaisante :

L'inscription est effectuée immédiatement au Registre journal (voir chapitre I, section III). Les pièces qui devraient être restituées à l'intéressé ne le sont pas et ce n'est qu'une fois le brevet délivré, que le numéro d'ordre afférent à l'inscription est porté au Registre spécial des Brevets et les pièces rendues. Ainsi la date est conservée et si le brevet n'est pas délivré, l'inscription ne sera jamais portée au Registre spécial des Brevets.

Signalons que dans le cas où un contrat de licence ou de gage a été consenti sur une demande de brevet, l'Administration exige avec raison, avant de permettre au breveté de retirer sa demande, que le droit accordé soit rétrocédé à celui-ci.

3° Cession de l'invention

Un inventeur peut céder sa découverte et le droit de prendre un brevet. Les formalités que nous avons étudiées pour les cessions de brevets ne s'appliquent pas à ce contrat.

4° Expropriation pour cause d'utilité publique *Brevets intéressant la Défense Nationale* (Décret-loi du 30 octobre 1935)

Aucun texte législatif, à l'exception du décret-loi du 30 octobre 1935 (et de la loi du 12 avril 1916 aujourd'hui abrogée), relatif aux brevets d'invention intéressant la défense nationale, ne prévoit la procédure à employer pour l'expropriation d'un brevet. Cette lacune a été comblée dans le projet de loi actuellement en instance devant le Parlement.

La procédure prévue dans ce projet de loi a été reprise, à part quelques différences de détail, par le décret-loi du 30 octobre 1935 que nous allons étudier.

a) *Pendant combien de temps peut être poursuivie l'expropriation.* — En temps de paix, l'expropriation ne peut être poursuivie plus de trois ans après la délivrance du brevet; ou, pour les brevets antérieurement délivrés, plus de trois ans après la date du décret-loi.

b) *Procédure.* — Le Ministre du Commerce notifie à l'inventeur ou à l'ayant droit (cessionnaire, licencié par exemple, ce qui suppose naturellement que la cession ou la licence ont été inscrites à l'Office). Dès cette notification, le breveté ne peut plus faire d'acte d'exploitation ou de publication de l'invention, sinon il tombe sous le coup des peines prévues en matière d'espionnage et d'agissements délictueux compromettant la sûreté de l'Etat.

Mais que décider si le brevet a été cédé après cette notification ? Le cessionnaire peut très bien être de bonne foi et ignorer la lettre écrite à l'inventeur; selon nous, le Ministre du Commerce devrait en même temps qu'il adresse la lettre au breveté, la faire inscrire au Registre spécial des Brevets; les tiers seraient ainsi avisés.

Quoi qu'il en soit, l'Office doit refuser, dès l'envoi de cette lettre, d'accomplir toute publicité d'un acte quelconque intéressant la propriété du brevet.

— *Un décret d'expropriation*, notifié dans le délai d'un mois de sa publication, est rendu après avis d'une Commission. Ce décret entraîne dépossession totale ou partielle du droit de propriété et du droit d'exploitation de l'inventeur ou de ses ayants droit. A notre avis, ce décret devrait être publié au Registre spécial des Brevets pour informer les tiers, quoique cette mesure ne soit pas imposée.

c) *Le breveté a droit à une indemnité* (voir art. 5 et 6 du décret du 30 octobre 1935 pour les modalités de la fixation de cette indemnité).

d) *Licence d'exploitation*. — L'Etat peut aussi obtenir d'office une licence d'exploitation du brevet. Elle lui est conférée par arrêté du Ministre du Commerce; notifiée ensuite au titulaire du brevet. Elle produit effet du jour de cette notification.

Ici encore le Ministre du Commerce, quoique la loi ne lui en fasse pas une obligation, devra publier cet arrêté au Registre spécial des Brevets pour aviser les tiers.

CHAPITRE III

SANCTION DES REGLES DE PUBLICITE

La sanction des règles de publicité auxquelles sont soumises les transmissions des brevets d'invention et des marques de fabrique (mutations de propriété, privilège de vendeur d'un fonds de commerce, licence et nantissement) est l'*inopposabilité aux tiers*. Entre les parties contractantes, il n'est pas dérogé au droit commun : la transmission est parfaite du moment qu'elles sont tombées d'accord.

En ce qui concerne la cession d'un brevet d'invention, on pourrait se demander si les deux premières conditions fixées par l'article 20 de la loi de 1844 : paiement de la totalité des annuités restant à courir et rédaction d'un acte notarié, sont exigées à peine de nullité *inter partes*. Nous verrons plus loin que ces deux formalités constituent avec l'enregistrement un tout indivisible et que le législateur, en exigeant notamment un acte notarié, n'a point voulu faire de la cession de brevet un contrat solennel.

SECTION I

AUCUNE DES FORMALITÉS N'A ÉTÉ ACCOMPLIE

La transmission d'une marque déposée ou d'un brevet d'invention qui n'a pas été publiée conformément aux lois étudiées dans les chapitres précédents est inopposable aux tiers.

I. — *Quels sont les tiers ?*

Il nous faut déterminer quelles sont les personnes comprises sous la dénomination de « tiers » ; il s'agit d'un terme

très souvent employé dans notre Droit, mais dont les sens sont multiples.

Nous avons vu dans l'Introduction que la publicité tendait à supprimer les inconvénients présentés par le caractère purement consensuel de notre Droit. Aux termes de l'article 1165 du Code Civil, les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes; elles ne nuisent point aux tiers, le mot tiers (*penitus extranei*) désignant ici toute personne extérieure à la convention, autres que les parties ou leurs ayants cause à titre universel (autrement dit leurs héritiers). Quant aux créanciers chirographaires, les conventions passées par leur débiteur leur profitent en ce sens qu'elles enrichissent ou appauvrissent son patrimoine.

Mais l'article 1165 ne s'applique pas aux transmissions d'un droit réel (1). Il est en effet admis dans notre Droit que la simple convention transmet un droit réel quelconque sur une chose et notamment un droit de propriété. Or, la principale caractéristique des droits réels est d'être opposables *erga omnes*; il est évidemment contradictoire de faire produire un effet aussi absolu à un acte essentiellement relatif.

D'où l'organisation d'une publicité qui, comme la tradition de l'ancien Droit, aura pour but de faire connaître à tout intéressé la transmission.

Donc, sauf dispositions restrictives, comme celles contenues dans la loi de 1855, toutes les fois qu'il s'agit d'une mesure de publicité, le mot tiers doit s'interpréter en fonction de l'article 1165; il désigne toute personne intéressée à écarter l'acte non publié, à l'exception des parties ou de leurs ayants cause à titre universel.

Revenons maintenant à la matière que nous étudions. Le législateur a organisé la publicité, en premier lieu pour les cessions de brevet (loi de 1791 remplacée par celle de 1844); sans vouloir se prononcer ici sur la question de savoir si le droit du titulaire d'un brevet d'invention est un droit de propriété ou un monopole d'exploitation, il convient de noter qu'il en a, en tout cas, une attribution essentielle, celle d'être opposable *erga omnes*.

Il était donc logique d'organiser une publicité des cessions pour faire connaître à tous les intéressés le changement de propriétaire. Puis, en 1909, la publicité est étendue au privilège de vendeur et au nantissement des fonds de commerce comprenant des brevets et des marques : il est indispensable

(1) Req., 20 février 1900 : *D. P.* 1900, 1, 250. — Civ., C., 15 mai 1923 : *D. P.* 1926, 1, 13.

de faire connaître à tous et notamment aux créanciers du nouveau propriétaire du fonds, cette transmission de droit réel.

Enfin, la loi de 1920 étend la publicité à toutes les transmissions de propriété d'un brevet et du droit à la marque déposée qui est également opposable *erga omnes*; aux concessions d'un droit de gage sur ces éléments et enfin aux licences d'exploitation qui ne constituent plus un droit réel. Il est évident que pour ce dernier contrat, le législateur aurait pu donner au mot tiers un sens plus restreint, mais les termes des articles 2 et 4 de la loi de 1920 montrent bien que le mot tiers est pris dans le même sens pour toutes les transmissions.

Les nombreux auteurs qui ont commenté l'art. 20 sont à peu près unanimes pour interpréter le mot « tiers » (1) dans le sens large que nous avons donné précédemment.

Toutefois, d'après Blanc, le législateur de 1844 aurait voulu protéger simplement les cessionnaires réguliers, munis de titres conformes aux prescriptions légales et auxquels préjudicie la cession.

Selon nous, il semble que c'est ajouter à la loi. En effet, si l'on applique la thèse de M. Blanc au droit actuel, il faudrait voir dans la publicité des transmissions de brevets ou de marques, une simple mesure ayant pour objet de donner une date à l'acte, comme celles prévues par l'art. 1328 du Code civil; les tiers seraient alors dans ce cas, les ayants cause à titre particulier du titulaire du brevet ou de la marque. Or, cette interprétation ne se soutient guère, car les formalités que nous avons étudiées dans les chapitres précédents sont de véritables mesures de publicité, remplaçant la tradition de l'ancien Droit. Elles n'ont pas seulement pour objet de fixer une date entre les différents ayants cause à titre particulier du titulaire d'une marque ou d'un brevet, mais encore de faire connaître les différentes clauses du contrat publié, à ceux qu'il est susceptible d'intéresser.

La jurisprudence est unanime à interpréter le mot tiers dans son sens le plus large que nous avons défini.

On ne trouve guère que deux arrêts déjà anciens de la Cour de Paris (Huard et Pelletier, *Rép. de Législ.*, sous l'article 20, n^{os} 67 et 68) aux termes desquels « les tiers dont parle l'article 20, sont ceux qui ont des titres ou des droits à faire valoir contre la cession ». Cette formule éliminait les contre-facteurs.

(1) Pouillet, n^o 213. — Badarride, n^o 281. — Allart, n^o 186. — Huard, n^o 287. — Robert Moureaux et Charles Weisman, n^o 249.

Mais depuis, la jurisprudence a été constante; elle décide que « toute personne intéressée pour quelle que cause que ce soit, à critiquer une transmission — et qui n'est pas une partie contractante ou ses ayants cause à titre universel — peut opposer le défaut d'accomplissement des formalités de publicité (1) ».

Peu importe la bonne ou la mauvaise foi du tiers intéressé; même s'il est prouvé que celui-ci avait eu connaissance de la transmission qu'il déclare lui être inopposable pour défaut de publicité, car aucune formalité ne peut remplacer celles prévues par le législateur pour les transmissions des brevets ou des marques (2).

Parmi les tiers figurent :

1° *Ceux qui ont acquis un droit sur la marque ou le brevet, c'est-à-dire :*

a) *Les cessionnaires.* — A, titulaire d'une marque la cède successivement à B. et C.; celui qui, le premier, fera inscrire sa cession au Registre spécial des Marques sera préféré à l'autre, et non pas le premier en date.

b) *Les légataires à titre particulier.* — A. lègue son brevet ou sa marque; à sa mort, le legs ne sera opposable à un cessionnaire éventuel des héritiers ou de A., que s'il a été inscrit à l'Office, avant que la cession n'ait été publiée.

c) *Le donateur qui fait révoquer la donation de son brevet ou de sa marque.* — A. donne son brevet à B.; celui-ci le cède à C. ou lui accorde un droit de jouissance ou de gage. Si cette transmission de B. à C. n'est pas publiée (conformément aux lois de 1844 et de 1920 s'il s'agit d'une cession), elle n'est pas opposable à A.

d) *Les licenciés.* — A., titulaire d'une marque, la cède à B. et accorde une licence à C. Si la licence est inscrite au Registre spécial des Marques avant la cession, elle sera opposable à B. Si, au contraire, la cession est publiée avant la licence, celle-ci sera sans effet à l'égard du cessionnaire.

(1) Voir notamment : Cour de Paris, 23 décembre 1859 : *Ann.* 1860, p. 72. — Cass., 24 novembre 1866 : *Ann.* 1866, p. 421. — Cour d'Agen, 13 mars 1883 : *Ann.* 1883, p. 105. — Cour de Paris, 8 décembre 1887 : *Ann.* 1890, p. 142. — Paris, 8 juin 1926 : *Ann.* 1926, p. 241. — Paris, 9 juillet 1930 : *Gaz. des Trib.*, 7 octobre 1930. — Trib. civ. de Marseille, 4 juillet 1933 : *Ann.* 1933, p. 314. — Cass. crim., 26 avril 1934 : *Ann.* 1934, p. 201.

(2) Voir en ce sens : Trib. de la Seine : *Ann.* 1923, p. 191. — Paris : *Ann.* 1926, p. 241.

De même, A., titulaire d'un brevet, le donne successivement en gage à B et accorde une licence à C. Le premier contractant qui fera inscrire son titre au Registre spécial des Brevets sera préféré.

e) *Les créanciers gagistes.* — A., titulaire d'un brevet, le cède à B. et accorde à C. un droit de gage. Pour savoir lequel des deux sera préféré, il faut se reporter à la date de l'accomplissement de toutes les formalités prévues par les lois de 1844 et 1920 pour la cession du brevet, et par la loi de 1920 seulement pour le gage.

Situation du vendeur d'un fonds de commerce. — Le privilège du vendeur d'un fonds de commerce inscrit dans le délai de quinzaine au greffe, produit effet du jour de la vente. S'il est inscrit après l'expiration de ce délai, il est nul (contrairement au privilège du vendeur d'immeubles et du copartageant qui prennent rang à la date de l'inscription si celle-ci est effectuée après le délai prévu par la loi).

Pour les fonds de commerce comprenant des brevets ou des marques, nous avons vu que l'art. 24 *in fine* de la loi de 1909 organisait une publicité complémentaire : dans les 15 jours qui suivent l'inscription au greffe, le privilège doit être inscrit à l'Office National de la Propriété Industrielle sous peine de nullité, en ce qu'il s'applique aux brevets et aux marques. Dans ce cas, 3 situations sont à envisager :

— L'inscription du privilège est opérée au greffe et à l'Office dans les délais voulus : le privilège de vendeur est opposable aux tiers, depuis le jour de la vente ;

— L'inscription du privilège est opérée au greffe dans le délai de quinzaine, mais à l'Office plus de 15 jours après l'inscription au greffe : le privilège ne portera pas, vis-à-vis des tiers, sur les brevets et les marques ;

— Le privilège est inscrit au greffe après le délai de quinzaine et à l'Office dans les 15 jours de l'inscription initiale : le privilège est inopposable aux tiers, même en ce qui concerne les marques et les brevets compris dans le fonds. En effet, l'inscription faite à l'Office n'est que complémentaire de celle effectuée au greffe ; si celle-ci est inefficace, *a fortiori* l'inscription à l'Office le sera-t-elle ?

Quant au nantissement des fonds de commerce, il ne produit effet vis-à-vis des tiers qu'à partir du jour de son inscription au greffe et, en ce qui concerne les marques ou les brevets, de son inscription à l'Office, conformément aux lois du 17 mars 1909 et du 26 juin 1920. La situation du créancier est ici la même que celle du créancier gagiste.

2° *Les créanciers chirographaires du titulaire du brevet ou de la marque.* — Les actes passés par leur débiteur leur profitent en ce qu'ils enrichissent ou appauvrissent son patrimoine. Ils ont pour se défendre l'action paulienne de l'article 1167 qui leur permet de faire annuler les actes faits en fraude de leur droit.

Mais dans certains cas, ils peuvent, en ce qui concerne les actes affectant la propriété d'un brevet ou d'une marque appartenant à leur débiteur, avoir un intérêt à invoquer le défaut de publicité :

a) *Faillite ou liquidation judiciaire de leur débiteur.* — « Les actes du failli (ou du liquidé judiciaire) qui, par suite de la méconnaissance des prescriptions légales, n'ont pas atteint à la date du jugement déclaratif de faillite (ou de liquidation judiciaire) le degré de perfection pour qu'ils puissent être opposés à ceux qui avaient intérêt à les connaître » sont sans effet à l'égard de la masse des créanciers (Cour d'appel de Paris, 9 décembre 1929 : *Gaz. Jud. Comm. de Lyon* du 19 février 1930).

Donc si une cession, un droit de gage, une licence d'exploitation ne sont pas régulièrement publiés au jour du jugement déclaratif de faillite, ils sont inopposables à la masse des créanciers.

b) *Un créancier saisissant.* — En admettant qu'il emploie la procédure de la saisie-arrêt, à peu près la seule usitée actuellement, « du jour du jugement de validité les actes non publiés ne lui sont pas opposables » (1). Toutefois, nous avons vu dans le chapitre précédent, qu'il avait intérêt à considérer comme lui étant inopposables les actes qui n'avaient pas atteint le degré de perfection nécessaire pour être opposables aux tiers, à la date de la saisie qui est fixée par l'inscription au Registre. Par conséquent, les actes transcrits à l'Office après inscription de la saisie sont sans effet à son égard.

Action paulienne. — On sait que pour que le créancier puisse intenter l'action paulienne contre un acte fait par son débiteur en fraude de ses droits, il faut que sa créance soit antérieure à l'acte incriminé. Le jour où un créancier traite avec un débiteur, titulaire d'un brevet ou d'une marque, si aucun acte translatif d'un droit quelconque sur ces éléments n'a été publié, il est en droit de les considérer comme faisant partie du patrimoine. Si donc, à la suite de la naissance de sa

(1) Ou du jour de l'inscription à l'Office du jugement, si l'on admet qu'il entraîne mutation de propriété (voir Chapitre II, Section III).

créance, une transmission est régulièrement publiée (cession, droit de gage, licence), il est en droit de l'attaquer conformément à l'article 1167, comme étant postérieure à sa créance.

3° *Les créanciers chirographaires du cessionnaire ou du licencié.* — Ils peuvent avoir intérêt à méconnaître la transmission; en cas de faillite, de liquidation judiciaire de leur débiteur, ils pourront opposer le défaut de publicité de la transmission avant le jugement déclaratif de faillite ou de liquidation judiciaire, empêchant ainsi le cédant de produire à la faillite ou à la liquidation judiciaire (voir arrêt précité de la Cour d'appel de Paris du 9 décembre 1929).

Toutefois, le vendeur d'un fonds de commerce peut inscrire son privilège, même après le jugement déclaratif de faillite ou de liquidation judiciaire de l'acquéreur s'il est dans les délais voulus.

4° *Les contrefacteurs.* — La doctrine (à l'exception de M. Blanc) est unanime pour les considérer comme des tiers. La jurisprudence est aussi dans ce sens.

Rappelons qu'elle s'est justement fondée sur le défaut d'accomplissement des formalités légales pour refuser au licencié le droit de poursuivre les contrefacteurs. En admettant que la licence puisse s'interpréter comme une cession partielle, le bénéficiaire du contrat n'est pas un cessionnaire régulier, s'il n'a pas accompli toutes les formalités prévues par les lois de 1844 et de 1920 (1).

Exception pour les sociétés auxquelles un brevet a été apporté et qui intentent une action en contrefaçon; nous avons vu au chapitre II, ce que cette jurisprudence présentait de contradictoire.

II. — Caractère de cette sanction

C'est une mesure de protection à l'égard des tiers. Ceux-ci, par conséquent, peuvent très bien renoncer à s'en prévaloir. Cette renonciation peut être tacite : ainsi un cessionnaire irrégulier A., cède sa marque à B.; par la suite B. ne pourra pas invoquer le défaut d'inscription au Registre spécial des Marques de la cession intervenue en faveur de A.; en contractant, il a accepté l'irrégularité.

Les tribunaux ne peuvent pas la prononcer d'office. Il a

(1) Voir Chapitre II, Section I.

été jugé que si le défaut de publicité d'une cession de brevet n'a pas été invoqué devant la Cour d'appel, l'intéressé n'est pas recevable à l'invoquer devant la Cour de Cassation (1). Mais en appel les tiers peuvent s'en prévaloir, car ce n'est qu'un moyen de défense et non une demande nouvelle (Paris, 2 février 1861 : *Ann.* 1861, p. 77).

III. — Transmissions successives. Irrégularité de l'une d'entre elles

A., titulaire d'un brevet ou d'une marque les cède à B.; nous supposons la cession régulière quant au fond entre les parties. B. n'accomplit aucune formalité; la transmission de propriété intervenue en sa faveur est donc inopposable aux tiers.

B. cède à son tour à C., son brevet ou sa marque, ou bien accorde, soit un droit de gage, soit une licence d'exploitation. C., diligent, accomplit les formalités légales pour rendre opposables aux tiers son titre.

L'irrégularité initiale vicie-t-elle les contrats ultérieurs, ou bien le fait que C. a publié son contrat régulièrement purge-t-il le défaut de publicité primitif ?

Certains auteurs, notamment Bedarride (2), pensent que si la transmission initiale est viciée, celles qui en découlent le sont aussi. Ainsi, dans l'exemple cité, si le cessionnaire C. veut poursuivre les contrefacteurs, ceux-ci pourront opposer le défaut de publicité de A. à B.

D'après d'autres auteurs, notamment Pouillet, l'inopposabilité aux tiers n'est pas d'ordre public. Or, le titulaire irrégulier du brevet ou de la marque, B. en l'espèce, est bien saisi vis-à-vis de A. de la propriété. Comme le dit justement Pouillet : « Ce n'est pas le cas de dire qu'étant sans droit, il n'a pu en transmettre aucun. » Donc, si celui à qui ces droits sont transmis, se conforme à la loi, le vice initial est confirmé.

Du reste, on aboutirait à des inconvénients pratiques assez graves, si on admettait l'opinion de M. Bedarride. En effet, si le premier titulaire régulier du brevet ou de la marque, A., refusait de régulariser sa cession, en allant devant un notaire par exemple dans le cas d'un brevet, B. pourrait évidemment le contraindre judiciairement, mais, pendant un temps qui

(1) Cass., 31 décembre 1857 : *Ann.* 1859, p. 202. — Cass., 14 mars 1884 : *Ann.* 1885, p. 73.

(2) Dans le même sens : Malapert et Forni.

pourrait être assez long, les contrefacteurs auraient toute latitude.

La jurisprudence qui s'est prononcée dans le cas de cessions successives de brevets a été dans le sens soutenu par M. Pouillet (1).

IV. — A partir de quelle date une cession de brevet est-elle opposable aux tiers ?

On a vu que les cessions de brevets doivent être enregistrées conformément à l'article 20 de la loi du 5 juillet 1844 et inscrites au Registre spécial des Brevets.

Pour les cessions publiées à Paris, aucune difficulté, les deux formalités étant effectuées en même temps.

Mais pour les cessions passées en province, un délai assez long (qui peut atteindre quelquefois plus de 15 jours) s'écoule entre l'enregistrement à la Préfecture et l'inscription à l'Office.

Voici par exemple un acte passé à Lyon, enregistré le 20 avril 1937 au Secrétariat général de la Préfecture du Rhône et inscrit à l'Office le 27 avril 1937. Cet acte sera-t-il opposable aux tiers à dater du 20 avril ou du 27 avril ?

Aux termes de l'article 4 de la loi de 1920 « aucune transmission de propriété ne sera opposable aux tiers que si elle est inscrite au Registre spécial des Brevets ». Donc, aucun doute n'est possible. Jusqu'à cette inscription (dans l'exemple précité, jusqu'au 27 avril 1937), la cession quoique enregistrée conformément à l'article 20 n'est pas opposable *erga omnes*.

Les requérants ont donc intérêt, dès le dépôt des pièces à la Préfecture, à adresser à l'Office National de la Propriété Industrielle la taxe prévue par la loi de 1920 et ainsi, aussitôt les pièces transmises, l'inscription sera effectuée sans retard.

V. — Les tiers peuvent-ils se prévaloir d'une transmission irrégulière ?

Si les tiers ont intérêt à considérer la transmission comme valable, peuvent-ils s'en prévaloir ?

Voici l'exemple pratique où cette question pourra se poser :

(1) Req. 1^{er} septembre 1855 : *Ann.* 1855, p. 193. — Paris, 14 décembre 1860 : *Prop. Ind.*, n° 162. — Paris, 16 décembre 1899 et 13 janvier 1900 : *Ann.* 1902, p. 36.

A., titulaire d'un brevet (ou d'une marque) le cède à B., qui ne se conforme pas aux lois de 1844 et de 1920. La cession n'est donc pas opposable aux tiers et notamment aux contrefacteurs. Si A. intente les poursuites en contrefaçon, les défendeurs pourront-ils invoquer la cession de A. à B. pour repousser son action ? Un arrêt déjà ancien semblait l'admettre (Paris, 30 juillet 1863 : *Ann.* 1864, p. 176).

Mais l'opinion contraire, soutenue par la doctrine (Pouillet, n° 755) a prévalu (1).

Plus récemment, cette règle a été posée en termes très nets par la Cour de Paris (18 juin 1926 : *Ann.* 1926, p. 241).

« Pendant la période comprise entre la date de la cession et la date de l'enregistrement, le droit de poursuivre appartient au cédant qui, quoique dessaisi vis-à-vis de son cessionnaire, n'en demeure pas moins investi de ses droits vis-à-vis des tiers, vis-à-vis des contrefacteurs et peut les exercer jusqu'au jour où il est procédé à l'enregistrement (2).

VI. — Si deux ayants cause du titulaire d'un brevet ou d'une marque accomplissent les formalités légales le même jour, lequel sera préféré ?

Pour les cessions de brevet enregistrées à Paris, aucune difficulté, le procès-verbal d'enregistrement indiquant l'heure du dépôt des pièces et l'inscription au Registre spécial ayant lieu en même temps.

Mais, d'une part, pour les cessions de brevet effectuées en province, l'inscription au Registre spécial des Brevets a lieu, nous l'avons vu, plusieurs jours après et, d'autre part, pour les autres transmissions inscrites à l'office, l'heure du dépôt des pièces n'est pas notée. Il y a là une lacune que l'Administration devrait combler.

Quoiqu'il en soit, la priorité semble-t-il appartient à celui dont l'acte a été enregistré le plus tôt à la Préfecture en ce qui concerne les cessions de brevets effectuées en province et à l'acte le plus ancien en date pour les transmissions soumises uniquement à l'inscription au Registre spécial des Brevets ou des Marques.

(1) Trib. Seine, 21 août 1879 : *Ann.* 1883, p. 5. — Douai, 15 mai 1885 : *Ann.* 1886, p. 303.

(2) Ce principe a été adopté par la Cour de cassation dans son arrêt du 26 avril 1934 : *Ann.* 1934, p. 201.

SECTION II

CAS OU TOUTES LES FORMALITÉS N'ONT PAS ÉTÉ ACCOMPLIES INTÉGRALEMENT

Nous avons vu que les cessions de brevets sont soumises à plusieurs formalités :

- 1° Paiement de la totalité des annuités restant à courir sur le brevet cédé;
- 2° Un acte de cession authentique;
- 3° L'enregistrement à la Préfecture;
- 4° L'inscription au Registre spécial des Brevets.

Quant au nantissement des fonds de commerce comprenant des marques ou des brevets, il doit être :

- 1° Enregistré à l'Office National de la Propriété Industrielle, conformément à la loi de 1909;
- 2° Inscrit au Registre spécial des Marques ou au Registre spécial des Brevets (1).

Signalons en premier lieu que le défaut d'inscription au Registre des Mutations, prévu par l'art. 21 de la loi de 1844, n'entraîne pas l'inopposabilité à l'égard des tiers (2). L'accomplissement de cette formalité ne dépend en effet que de la diligence administrative.

Un point est hors de doute : tant que toutes les formalités de publicité proprement dites (savoir, pour les cessions de brevet : enregistrement conformément à l'art. 20 et inscription au Registre spécial des Brevets; pour les nantissements des fonds de commerce : enregistrement conformément à la loi de 1909 et inscription au Registre spécial des Marques ou des Brevets), n'ont pas été accomplies, l'acte n'est pas opposable aux tiers.

Mais la question est plus délicate en ce qui concerne les deux premières formalités prévues par l'article 20. Pratiquement, du reste, l'Administration n'acceptera presque jamais d'enregistrer conformément à la loi de 1844 une cession de brevet, s'il ne lui est pas présenté un extrait authentique. Si

(1) Voir Chapitre II, Section III.

(2) Voir Pouillet, n° 228.

par hasard, le Préfet requis de dresser le procès-verbal se contentait d'un acte s. s. p., l'Office, dès réception des pièces, ferait annuler l'enregistrement.

Mais assez souvent une cession est enregistrée conformément à l'article 20, sans que la totalité des annuités ait été versée. Il en est ainsi actuellement, pour la presque totalité des apports.

La loi de 1844 ne prévoit la sanction de l'inopposabilité aux tiers que pour le défaut d'enregistrement. On peut donc se demander si les deux premières formalités n'ont pas été exigées pour la validité de la cession *inter partes*. Aux termes de la loi, « la cession ne *pourra* être faite que par acte notarié et après paiement de la totalité des annuités... ».

Des auteurs (Nouguier, n° 289; Allart, t. II, n° 173) en ont déduit que l'acte notarié était exigé, comme pour les donations ou l'hypothèque, pour la validité de l'acte entre les parties. En conséquence, si la cession est consentie par acte sous seing privé, ce n'est qu'une promesse de vente. Si le cédant ne veut pas réaliser la cession, il faudra s'adresser aux tribunaux.

Mais la majorité des auteurs et la jurisprudence ont estimé qu'entre les parties il n'était pas dérogé au droit commun : le simple accord de volonté suffit pour transmettre le droit de propriété du brevet (exception pour la donation d'un brevet pour laquelle l'acte notarié est exigé *ad solemnitatem* (1)).

Quelle est alors la sanction de ces deux formalités ?

a) *Défaut d'acte authentique.* — Nous avons vu que l'Administration refusait l'enregistrement. Toutefois, d'après la règle de concordance des formes, lorsqu'une partie se fait représenter par un mandataire, celui-ci doit être muni d'une procuration authentique. Quid en cas de mandat sous seing privé ? D'après Huard (t. II, p. 229) et un arrêt de la Cour de Cassation du 27 avril 1869 (*Ann.* 1869, p. 225), la cession est inopposable aux tiers, car l'acte authentique est surtout exigé en leur faveur. Cette décision est notamment critiquée par Pouillet : « ...la cession n'est nulle qu'à défaut d'enregistrement; dès lors comment étendre à un cas qu'elle n'a pas expressément prévu, une disposition aussi nettement restreinte ? N'est-ce pas de principe, que les nullités sont toujours de droit étroit et ne peuvent se suppléer ».

(1) Cass., 1^{er} septembre 1855 : *Ann.* 1855, p. 193. — Paris, 19 février 1876 : *Ann.* 1877, p. 209. — Pouillet, n° 217. — Blanc, n° 511.

b) *Défaut de paiement de la taxe.* — Une cession constatée par un acte authentique enregistrée conformément à l'article 20, inscrite au Registre spécial des Brevets, est-elle opposable aux tiers ?

Les auteurs sont divisés (1); la^a jurisprudence aussi (1).

Selon nous, les trois formalités :

— paiement de la totalité des annuités,

— acte notarié,

— enregistrement,

ne forment qu'un tout auquel est venu s'ajouter l'inscription au Registre spécial des Brevets. Si donc une des premières conditions n'est pas observée, l'enregistrement de la cession effectué par le Préfet est nul pour vice de forme. Les tiers pourront se défendre en invoquant la nullité de l'enregistrement et, par conséquent, l'inopposabilité de la cession.

En admettant que la formalité de l'enregistrement prévu par l'article 20 et l'inscription au Registre spécial des Brevets suffisent pour rendre opposable aux tiers une cession, on donne aux intéressés un moyen très simple de tourner la loi. Il n'y a qu'à remplacer dans l'acte dressé par le notaire, le mot cession par : licence exclusive d'exploitation, en ayant soin évidemment de conférer au bénéficiaire du contrat les mêmes droits.

Puis on présente cet acte à l'Administration qui, n'examinant pas les questions de propriété, l'enregistrera conformément au dernier alinéa de l'article 20. Ainsi, on pourrait éviter de payer les annuités et la cession serait opposable *erga omnes*.

Cette nullité de l'enregistrement pour défaut d'acte authentique ou de paiement des annuités est-elle absolue ? autrement dit, ne peut-elle pas se couvrir par le paiement de la totalité des annuités après l'enregistrement ? La loi étant muette sur ce point, nous pensons que l'on doit accepter l'interprétation la plus libérale et admettre la confirmation du vice.

Cette solution est du reste logique. En effet, l'accomplissement des formalités de publicité — à l'exception du privilège de vendeur et du nantissement des fonds de commerce — n'est soumis à aucun délai. Aux termes de l'article 20, il est bien stipulé que la cession ne peut se faire qu'après le paiement de la totalité des annuités, mais la loi ne prévoit aucune sanction pour non-paiement de cette taxe avant la cession.

Il est évident que la cession ne pourra être régularisée

(1) Pour l'inopposabilité aux tiers : Req., 1^{er} septembre 1855 : *Ann.* 1855, p. 193. — Toulouse, 26 mai 1914 : *Ann.* 2, 75. — Allart, n° 187. — Malapert et Forni, n° 372.

Contre : Pouillet, n° 233. — Rouen, 2 janvier 1869 : *Ann.* 1870, p. 7.

au cours d'une instance. Mais, fait très important à signaler, en cas de régularisation postérieure, la cession devient opposable aux tiers, non pas du jour de l'enregistrement et de l'inscription au Registre spécial des Brevets, mais du jour du paiement de la totalité de la taxe; en particulier, le cessionnaire ne pourra poursuivre les contrefacteurs que pour les faits postérieurs à ce paiement.

L'Administration ne pourrait-elle pas, en considérant le complément de la taxe comme un impôt dû par le cédant, du moment qu'il aliène en totalité ou en partie son droit de propriété, poursuivre comme en matière de contributions directes le recouvrement de ce complément ? Nous ne le pensons pas.

En effet, la taxe prévue par la loi de 1844 n'a pas seulement pour objet de créer des revenus à l'Etat; elle protège en outre les droits des tiers en frappant de déchéance le brevet dont l'annuité n'a pas été exactement payée.

Tout en reconnaissant dans cette taxe des analogies avec l'impôt, il faut dire que « cet impôt est purement facultatif, en ce sens que l'Administration ne saurait, par des poursuites judiciaires, faire condamner le breveté à en effectuer le paiement » (Nouguié, brevets, n° 231).

Du reste la loi, toutes les fois qu'elle a voulu assimiler une taxe à un impôt, a pris soin de le déclarer formellement.

SECTION III

LA TRANSMISSION A ÉTÉ RÉGULIÈREMENT PUBLIÉE

Quand la transmission est régulièrement publiée, elle est parfaite *erga omnes*.

Mais, fait très important à noter, la publicité opérée par l'inscription a simplement pour but de faire connaître l'acte juridique; elle ne lui donne pas de force. La situation du cessionnaire ou du concessionnaire n'est solide que dans la mesure où l'acte qui a transféré le droit était valable.

Exemple : A. vend une marque à B. A. n'a jamais été propriétaire de la marque qu'il vend. Son acquéreur a beau faire inscrire la cession au Registre spécial des Marques, il ne devient pas propriétaire de cette marque.

A. était bien propriétaire, mais l'acte de vente est nul, soit de nullité relative pour incapacité (A. était mineur, a été victime d'une erreur, d'une violence), soit de nullité absolue

(donation faite sans acte notarié, par exemple). La vente de A. à B. était valable, mais résoluble et la résolution est prononcée.

L'inscription dans ces trois hypothèses ne purge pas la nullité de la vente; bien qu'il ait fait inscrire sa cession, B. se verra enlever sa propriété. Si B. a vendu à son tour à B'. qui a fait inscrire sa cession, bien que celui-ci soit de bonne foi, il perd sa propriété quoi qu'il ait lui-même fait transcrire sa cession. L'inscription ne purge pas les vices de l'acte juridique; on maintient le principe : *resoluto jure dantis resolvitur jus accipientis*.

Ce principe vient de ce que l'Office n'a pas à vérifier la validité des actes qu'on lui soumet : l'inscription n'assure pas que l'acte n'est pas nul ou résoluble; c'est aux intéressés à voir quand ils ont la copie des inscriptions, s'il y a nullité, incapacité ou résolution. Nous ne faisons ici qu'appliquer le principe admis incontestablement en matière de transcription immobilière.

En un mot, l'inscription ne crée qu'une présomption de propriété à l'égard des tiers, mais présomption relative qui pourra être combattue devant les tribunaux par la preuve contraire.

Signalons enfin, qu'une clause d'un contrat non publiée entraîne l'inopposabilité aux tiers de cette clause. Supposons la cession d'une marque avec un terme extinctif ou sous condition résolutoire inscrite au Registre spécial des Marques sans indication du terme ou de la condition. Ces modalités ne seraient pas opposables aux tiers et notamment, aux créanciers de l'acquéreur. Si cette omission était due à la négligence de l'Administration, celle-ci serait responsable.

CHAPITRE IV

L'OFFICE NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ET LA PUBLICITE

Aux termes de l'article 1^{er} du décret du 25 septembre 1920 portant règlement d'administration publique :

« L'Office National de la Propriété Industrielle a pour attributions :

« 1° L'examen et la délivrance des brevets d'invention et la vérification des marques de fabrique ou de commerce et des dessins et modèles déposés;

« 2° La conservation du dépôt central des brevets d'invention, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et leur communication au public;

« 3° La tenue du Registre des Brevets, du Registre des Marques et l'enregistrement de tous actes affectant la propriété des brevets, des marques de fabrique ou de commerce et des dessins et modèles;

« 4° La tenue du Registre central du commerce;

« 5° La délivrance aux intéressés des copies des inscriptions portées au Registre des Brevets, au Registre des Marques, au Registre central du commerce et de tous certificats et renseignements concernant les brevets, marques de fabrique ou de commerce, dessins et modèles et le Registre central du commerce;

« 6° La centralisation et la mise à la disposition du public des publications françaises et étrangères concernant la propriété industrielle;

« 7° La publication de tous documents se rapportant aux brevets, aux marques et aux dessins et modèles;

« 8° Les questions générales relatives à l'application des lois, décrets et conventions internationales concernant les brevets d'invention, les marques de fabrique ou de commerce et les dessins ou modèles, ainsi que l'étude et la préparation des lois, décrets et conventions sur ces matières. »

L'Office est donc l'organe administratif chargé de la publicité des transmissions sur les marques et les brevets. Pour les cessions de brevets, le procès-verbal prévu par la loi de 1844 est bien dressé par le Préfet du département où l'acte est passé, mais, nous l'avons vu, copie du procès-verbal est adressée à l'Office en même temps qu'un extrait authentique de l'acte, en vue de l'inscription :

1° Au Registre des mutations, prévu par l'article 21 de la loi de 1844 (voir Section I, Chapitre I);

2° Au Registre spécial des Brevets, institué par la loi de 1920.

Ainsi le Préfet ne joue que le rôle d'un intermédiaire, l'Office pouvant, si des irrégularités apparaissent, refuser, d'une part les inscriptions précédentes et, d'autre part, faire annuler par le Préfet son procès-verbal.

La question qui se pose est celle de savoir si l'Administration doit inscrire sans examen les actes qui lui seront présentés, ou mieux, quelles sont les raisons qui peuvent donner lieu de la part de l'Office à un refus d'inscription. Signalons dès à présent que pour la publicité organisée par l'article 24 *in fine* de la loi de 1909, l'Office ne joue qu'un rôle de second plan. Aux termes de l'article 11 du décret du 28 août 1909, il ne peut refuser les certificats dressés par le greffier qui lui sont envoyés dans les formes légales.

Toutefois, si l'inscription du privilège de vendeur ou du nantissement est requise au Registre spécial des Brevets ou au Registre spécial des Marques, la même question est à envisager.

I. — Quelle est la mission de l'Office National de la Propriété Industrielle ?

Délivrer des brevets, enregistrer des dépôts de marques, des transmissions de brevets ou de marques. Telle est sa mission et il doit la remplir toutes les fois que la demande est régulière en la forme et que les prescriptions légales ont été accomplies.

L'Administration ne doit pas avoir égard à toutes les difficultés qui seraient de nature à soulever des contestations au sujet de la propriété du brevet ou de la marque. Elle constate une déclaration et c'est aux tribunaux qu'il appartient le cas échéant d'apprécier les droits de chacun.

Personne ne soutiendrait que, sous l'empire des lois de 1844 et de 1857, l'Administration pourrait refuser de délivrer un brevet ou une marque, sous prétexte que le même brevet ou la même marque ont déjà fait l'objet d'un dépôt antérieur et appartiennent à une autre personne. Il y aurait, en cas de refus, un abus de pouvoir certain, une violation de la loi et un empiètement au dépend du pouvoir judiciaire. On peut déplorer, certes, ce rôle passif de l'Administration, mais c'est la loi : *Dura lex sed lex*.

Pour la transmission d'un brevet ou d'une marque, même solution : quand les formalités prévues par la loi de 1844 et par la loi de 1920 ont été régulièrement accomplies, la transmission doit être inscrite à l'Office National de la Propriété Industrielle. Si l'acte inscrit est irrégulier, comme nous l'avons montré plus haut, le fait d'avoir fait connaître aux tiers cet acte ne lui confère pas une validité qu'il n'a pas. Le cas échéant, les tribunaux en prononceront la nullité ou la résolution et mention du jugement sera portée au registre.

II. — *L'Administration n'est pas un tiers*

Lorsque la marque ou le brevet ont fait l'objet de plusieurs transmissions successives, si l'examen des titres fait apparaître quelques contradictions dans les clauses ou quelques lacunes dans les actes, de nature à jeter des doutes sur la régularité de la propriété dans la personne du cessionnaire ou du concédant, l'Office doit-il refuser de transcrire la transmission qui lui est présentée ?

Exemple : A. vend sa marque à B. B. ne fait pas inscrire la mutation, puis B vend la marque à C. L'Administration, avant d'inscrire cette cession, doit-elle exiger que soit inscrite la cession de A. à B. ?

1° *D'abord l'Administration n'est pas un tiers*, car elle n'a aucun intérêt à contredire la cession d'une marque; elle n'est pas de plus un représentant des parties en cause; elle sert d'intermédiaire entre les parties au contrat et les tiers.

2° Nous avons vu que le défaut de publication d'actes intermédiaires était couvert par la publicité du dernier.

3° *Quand on demande à C. de faire inscrire la cession de A. à B., il peut répondre :* « En vertu de l'article 1165 du Code Civil, je n'ai pas à connaître les rapports ayant pu exister entre A. et B. Je ne puis, de plus, poursuivre A. en justice, car en effet celui-ci a reconnu parfaitement mon droit et ne songe nullement à le contester. Toutefois, si vous maintenez votre point de vue, il vous appartiendra de réclamer l'acte de cession de A. à B. au nom de l'Office National de la Propriété Industrielle à B. ou à A., sans que l'enregistrement demandé par moi ait à souffrir au cours de vos pourparlers. »

4° *Inconvénients pratiques :* Cette façon de procéder aboutit à faire trainer des affaires pendant des années, durant lesquelles les contrefacteurs ne pourront être poursuivis par le cessionnaire de la marque. Si A. ne veut pas poursuivre ou a disparu, ceux-ci pourront se livrer librement et impunément à leur fraude.

Que l'on ne vienne pas nous dire que l'inscription sera faite à titre provisoire; la loi nulle part ne prévoit ces inscriptions provisoires et les contrefacteurs auraient beau jeu pour opposer justement, jusqu'à régularisation définitive de l'inscription, que celle-ci, étant provisoire, ne leur est pas opposable.

Enfin si A. a disparu et si la cession de A. à B. a été consentie sans acte écrit, ou si cet acte a été perdu, l'Administration refusera ainsi d'inscrire la cession de B. à C. indéfiniment. Comme on l'a vu dans le paragraphe précédent, cette mesure profitera aux contrefacteurs. Or, le droit de B. peut très bien être très solide; si le contrat est commercial, par exemple, il pourra produire des témoins devant un tribunal en cas de contestation. Si l'administration refusait d'inscrire la cession de B. à C., elle obligerait ainsi C. ou B. à faire un procès, on ne voit pas du reste trop à qui, si personne ne conteste le droit de propriété de C.

Supposons que B. ait usurpé la marque de A. Quand A. aura connaissance de cet état de chose, il fera annuler la cession de B. à C. (voir plus haut), aucun intérêt n'aura été lésé et si C. était de mauvaise foi, A. aura droit à des dommages-intérêts supplémentaires.

Les principes développés plus haut sont ceux appliqués en matière de transcription immobilière. En effet, le Conservateur des hypothèques ne remonte pas à l'origine de propriété. Si C. vient avec un acte régulier de B. à C., le Conservateur ne demandera ni la transcription, ni la communication de l'acte de vente de A. à B.

5° Enfin, autre inconvénient sérieux : Quand l'Office refuse d'inscrire ainsi un acte, si un tiers lui demande une copie des inscriptions portées au Registre spécial des Brevets ou des Marques, on lui délivre un certificat négatif, alors que l'Administration sait très bien qu'il y a un contrat. Les tiers sont ainsi induits en erreur.

L'Office National de la Propriété Industrielle ne jouerait pas ainsi le rôle que la loi lui a dévolu : renseigner les tiers sur les actes affectant la propriété des brevets ou des marques.

III. — *L'Administration ne doit pas tenir compte d'une opposition à une inscription; elle doit se borner simplement à l'inscrire au Registre spécial des Brevets ou au Registre spécial des Marques pour la faire connaître.*

Aucun texte législatif ne permet à l'Office de prendre en considération une opposition.

Et en refusant l'inscription :

1° L'Administration prendrait partie pour l'opposant; elle se ferait juge;

2° Il en résulterait une paralysie des inscriptions qui favoriserait de nombreux abus. Ainsi le cas suivant pourrait se présenter assez souvent en pratique : un ingénieur, employé dans une grosse société dépose un brevet. Il accorde une licence à une autre société. La firme qui l'emploie fera opposition. L'inventeur devra-t-il aller en justice pour faire lever cette opposition ? Les moyens dont il dispose ne le lui permettront pas toujours : de plus, il serait demandeur au procès.

Toutefois, dans un de ses rapports au Comité Technique de la Propriété Industrielle, M. Fernand-Jacq avait estimé que l'on ne pouvait inscrire une licence sur un brevet d'invention, quand celui-ci avait été donné en gage et si le créancier gagiste s'y opposait.

La raison que donnait l'éminent avocat était la suivante : « Le créancier gagiste doit pouvoir interdire au débiteur de pénaliser la chose donnée en gage d'une sorte de servitude susceptible de diminuer la valeur du gage et d'en gêner la réalisation ».

Sur ce dernier point, on ne voit pas comment le fait d'inscrire une licence sur un brevet donné en nantissement peut gêner la réalisation du gage. Le contrat du créancier gagiste étant inscrit avant celui du licencié, il ne lui sera pas opposable et, de plus, si cette licence diminue la valeur de son

gage, il lui sera facile d'en faire prononcer la résiliation comme faite en fraude de ses droits.

Du reste ce qui diminue la valeur du gage, ce n'est pas l'inscription, mais la licence elle-même, dont la résiliation devra être demandée aux tribunaux, même si elle n'est pas inscrite par le créancier ou par celui qui a acquis le brevet à la suite de la résiliation du gage.

Ajoutons qu'en séance, M. Fernand-Jacq s'est rangé à l'avis unanime du Comité Technique qui était d'inscrire l'opposition au Registre spécial des Brevets, sans en tenir compte pour les inscriptions qui pourraient être demandées ultérieurement.

En résumé, l'inscription devra être faite, à la requête de la partie diligente. On ne saurait, sans engager la responsabilité de l'Administration, refuser une inscription sous une raison relevant de la compétence exclusive des tribunaux. Le rôle de l'Office n'est pas de juger les actes qu'on lui soumet, ni de soulever de procès inutile. En réalité le problème de l'inscription se ramène à une question de charge de la preuve.

Si l'Office refuse une inscription, ce sera à la partie diligente qui requiert cette inscription, de prouver son droit même si personne ne lui conteste ce droit, et de s'adresser aux tribunaux.

Si l'Office inscrit, le droit du bénéficiaire du contrat inscrit sera une présomption de propriété à l'égard des tiers, mais une présomption relative qu'il sera possible de faire tomber par la preuve contraire devant un tribunal.

IV. — Quelles sont les formalités dont l'inaccomplissement peut entraîner un refus d'inscription au Registre spécial des Brevets ou des Marques ?

Il ne faudrait pas déduire que l'Office n'ayant pas le droit d'examiner, quant au fond, les actes qu'on lui demande d'inscrire, son rôle est purement passif. Il est en effet en droit d'exiger l'accomplissement de certaines conditions de forme.

1° *Enregistrement des cessions.* — Le Préfet et, s'il omet de le faire, l'Office, exige, avant d'opérer l'enregistrement, que la totalité des annuités ait été versée et qu'un extrait authentique de l'acte de cession lui soit fourni. Ce n'est pas là reconnaître à l'Administration un certain droit d'examen : elle fait une simple vérification, elle s'assure uniquement si les formalités prescrites par la loi ont été remplies ou non ;

c'est un fait à constater qui n'a rien à voir avec la question de propriété ; les termes de l'article 20 sont du reste formels :

« La cession totale ou partielle d'un brevet, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, *ne pourra être faite* que par acte notarié et après le paiement de la totalité de la taxe déterminée par l'article 4. »

Quand ces formalités ne sont pas accomplies, l'acte de cession n'est pas régulier ; il n'a pas revêtu les formes que la loi lui impose pour être présenté à l'Administration.

2° *Inscription au Registre spécial des Brevets ou au Registre spécial des Marques.* — Ici encore, ce sont des vérifications auxquelles l'Office se livre, sans soulever aucune question de propriété : pour qu'un acte juridique soit inscrit au Registre spécial des Brevets ou au Registre spécial des Marques :

a) *Il faut un écrit.* — L'Office en effet ne peut inscrire au Registre spécial des Brevets ou des Marques de déclarations orales. Un écrit quelconque suffit, qui peut très bien ne pas être un acte notarié ; ce peut être un testament olographe, des lettres missives (elles font en effet foi en matière commerciale).

b) *Cet écrit doit être sur timbre.*

c) *Et enregistré.*

d) *Cet écrit doit désigner d'une manière qui permette de l'individualiser, le brevet ou la marque, objet de l'acte juridique.* — Ainsi, il devra porter le numéro, la date de dépôt et l'objet du brevet, la dénomination et le numéro de dépôt de la marque de fabrique.

A notre avis, un acte portant : « Je cède les marques m'appartenant » ne saurait être inscrit. S'il y a contradiction entre l'objet et le numéro du brevet par exemple, l'inscription devra être refusée jusqu'à correction.

e) *Si une partie se fait représenter dans l'acte.* — L'Office demande qu'on lui fournisse une justification du mandat. Si une société est en liquidation, des justifications des droits du liquidateur devront être données. S'il y a apport à une société par actions, l'Administration demandera qu'on lui fournisse les procès-verbaux des assemblées générales constitutives, prouvant que l'apport a été vérifié et accepté suivant la loi. Si ces documents ne lui sont pas fournis, mention est portée au Registré spécial.

f) *L'acte doit être signé par les parties en cause.*

g) *Les deux bordereaux doivent être rigoureusement conformes à l'acte fourni.* — Ils ne doivent contenir aucune mention ne figurant pas dans l'acte ou qui soit en contradiction avec l'acte, car l'inscription est faite d'après les bordereaux.

h) *La taxe doit être versée intégralement.*

Ces formalités remplies, il sera procédé immédiatement à l'inscription.

Si l'acte dont l'inscription est requise contient des clauses qui sont obscures, contradictoires ou d'ordre technique, ce n'est pas à l'Administration à interpréter le contrat, mais aux intéressés et, le cas échéant, aux tribunaux.

Le rôle de l'Office devra se borner à faire inscrire sur les bordereaux ces clauses par les requérants, intégralement, telles qu'elles figurent à l'acte, de manière que les tiers puissent en connaître la teneur exacte.

L'Office, même avec avis du Comité Technique de la Propriété Industrielle, ne peut, n'a pas le droit d'interpréter un contrat, de dire par exemple si un contrat est ou non une vente.

Le Comité Technique n'est pas un tribunal, il n'est qu'un simple Comité consultatif auquel l'Administration demande l'avis sur certaines questions, mais qui ne peut se substituer, du moins en l'état actuel de la législation, à un tribunal; ce serait sûrement un abus de pouvoir.

V. — *Refus par l'Office d'accomplir les formalités de publicité*

Dans ce cas, le requérant, après sommation à l'Office, s'adresse au Ministre du Commerce. Il aura contre la décision du Ministre un recours au Conseil d'Etat (1). Jusqu'à décision de cette juridiction, le droit résultant du contrat à publier ne sera pas opposable aux tiers.

(1) Cass., 12 mai 1849 : D. 50, 1, 32. — Pouillet, n° 229.

CHAPITRE V

TRANSMISSION DES BREVETS ET DES MARQUES ALLEMANDS, ANGLAIS ET AMERICAINS

TITRE I^{er}

Allemagne

SECTION I. — BREVETS D'INVENTION

Loi du 5 mai 1936 (1)

I. — Généralités

Aux termes de l'article 9 de la loi du 5 mai 1936 : « Le droit au brevet, le droit à la délivrance du brevet et les droits résultant du brevet passent aux héritiers. Ils peuvent être transmis par contrat à des tiers avec ou sans restriction. »

Le droit au brevet précède toute procédure.

Le droit à l'accord du brevet commence avec la première demande et se termine au jour où le brevet est accordé ou refusé. Quant au droit du brevet il prend provisoirement naissance avec la publication de la demande prévue par l'article 30 et définitivement avec l'accord du brevet.

On voit donc qu'en droit allemand, on peut transmettre, soit par succession, soit entre vifs, non seulement un brevet délivré ou une demande de brevet, mais encore le droit de déposer le brevet.

Dans le cas d'une transmission entre vifs, il faut distinguer deux choses :

(1) *B. O. P. I.*, 6 août 1936, 1^{re} partie, p. 70.

1° Le contrat de transmission qui lui sert de base, comme la vente, l'apport en société;

2° L'acte de transmission réel, qui est constitué par le consentement.

Généralement, ces deux actes s'effectuent en même temps.

L'inscription au Registre, que nous étudierons plus loin, n'est pas nécessaire pour faire acquérir le droit transmis; elle sert uniquement à des buts de « légitimation ».

La transmission peut être partielle. Le propriétaire du brevet peut concéder une licence, c'est-à-dire le droit de l'utiliser.

Si la licence est générale, le droit du licencié est opposable à tous, cessible et transmissible. Il peut poursuivre en contrefaçon, accorder des sous-licences, transmettre son droit, le donner en gage.

Le propriétaire ne peut accorder des sous-licences. Mais il possède la légitimation passive; autrement dit, l'action en nullité est dirigée contre lui, en cas de licence obligatoire, de révocation..., c'est à lui qu'on s'adresse.

Si la licence est simple, c'est une sorte de bail. Le licencié ne peut poursuivre en contrefaçon, ne peut accorder d'autres licences.

Seules les licences générales sont inscrites au Registre.

Le droit à l'accord du brevet et le droit du brevet peuvent être donnés en gage et saisis.

II. — Inscription au Registre des Brevets

Il est tenu au Bureau des Brevets « le Reichspatentamt », un Registre des Brevets où figurent les brevets délivrés. Le Registre est public.

A. — Sur ce registre sont mentionnés :

1° Le numéro du brevet;

2° Le nom et le domicile du breveté (c'est-à-dire de celui qui est propriétaire lorsque la décision d'accord a force juridique) et du mandataire nécessaire pour le breveté qui n'a pas de domicile ou d'établissement dans le pays (art. 16); c'est obligatoirement un agent de brevets ou un avocat;

3° L'objet du brevet et sa durée; la date du commencement est celle du lendemain de la demande;

4° L'extinction (autrement dit la déclaration de renonciation du propriétaire) de la déclaration de nullité ou la révocation du brevet;

5° La déclaration de « licence de droit » prévue par l'article 14,

La licence générale (art. 25),

Le remboursement des frais (art. 11, 8),

La désignation de l'inventeur (art. 36, 1) qui n'est pas forcément le breveté.

B. — Inscription des mutations de propriété entre vifs.

Le Bureau des Brevets opère l'inscription des changements dans la personne du breveté ou du mandataire, après justification.

En ce qui concerne le droit à la délivrance du brevet, sa transmission doit également être signifiée au Reichspatentamt; il n'y a pas inscription au Registre, mais une mention au dossier. La formule employée est la suivante : « La demande doit être traitée à l'avenir pour M. X... ».

Le requérant est soit le propriétaire inscrit, A., par exemple, soit l'acquéreur à inscrire, B.

Pour la transcription, il faut :

1° *La déclaration de la cession du droit* du propriétaire avec forme probante, la signature doit être légalisée. Les autorités compétentes sont, d'après le droit d'Empire, le tribunal et les notaires.

Pour les déclarations de cession émises à l'étranger, il faut, non seulement la légalisation de la signature du cédant par l'autorité étrangère compétente, mais aussi la légalisation par le consul allemand de la signature de l'autorité étrangère.

En cas d'incapacité, il faut le consentement du représentant légal. Pour une femme mariée, l'agrément du mari sous forme authentique est nécessaire. L'exécuteur testamentaire peut transmettre le brevet appartenant à la succession. Enfin, en cas de faillite, le consentement du syndic est nécessaire.

Le tuteur, le syndic de faillite doivent déposer l'original de l'acte ou une expédition qui les nomment. Quant à l'exécuteur testamentaire, il produit une attestation du tribunal de la succession.

S'il s'agit d'un représentant d'une firme ou d'une personne juridique quelconque, celui-ci doit fournir un extrait du Registre du Commerce, une attestation du tribunal du Registre ou les statuts.

2° *La déclaration d'acceptation sous légalisation de l'acquéreur.* Si la requête prévue au 3° est présentée par lui-même, cette déclaration n'est pas nécessaire; elle prouve son consentement.

3° *Une requête du propriétaire antérieur et de l'acquéreur.*

4° *Le paiement d'une taxe de transcription de 10 R. M.* (loi sur les taxes du 5 mai 1936) sans lequel la requête serait considérée comme nulle et non avenue (art. 14, 2).

Pas d'inscription en cas d'incapacité de disposer, comme pour la faillite qui touche uniquement le droit d'administrer, ni en cas d'interdiction judiciaire ou légale. Les droits de gage et d'usufruit ne sont pas inscrits au registre car la personne du propriétaire n'est pas changée.

En ce qui concerne la saisie, le créancier saisissant dépose la décision rendue par le tribunal du domicile du débiteur au Bureau des Brevets. La saisie est mentionnée sur la chemise du dossier, mais aucune mention n'est portée dans le Registre. Toute requête de transcription est alors écartée par le Bureau des Brevets (art. 24, al. 2); elle ne serait admise qu'avec l'acquiescement du créancier saisissant ou si la mainlevée de la saisie était prouvée.

C. — Inscription des transmissions héréditaires.

Il faut pour l'inscription du brevet au nom des héritiers, fournir la preuve de la succession qui est notamment, soit un certificat d'héritage du tribunal, soit une expédition d'un testament judiciaire ou notarié avec une expédition du protocole d'ouverture.

III. — Sanction du défaut d'inscription

L'inscription au Registre est seulement déclarative; elle sert seulement, selon l'art. 24 de la loi sur les brevets, à des buts de légitimation. Aussi longtemps que la transcription n'a pas été effectuée, le propriétaire antérieur du brevet jouit de ses droits et assume les obligations prévues par la loi.

Le propriétaire inscrit peut, seul:

a) Devant le Bureau impérial des Brevets, demander un certificat d'addition, se défendre à une action en nullité;

b) Devant les tribunaux, intenter une plainte en contre-
façon.

IV. — *Licence générale*

Elle est inscrite au Registre, à condition qu'aucune « licence de droit » n'ait été déclarée :

1° Sur requête avec consentement prouvé du propriétaire du brevet, et l'indication du bénéficiaire, mais le nom de celui-ci n'est pas inscrit au Registre;

2° Et après paiement de la taxe d'enregistrement de 10 R. M. (art. 25, al. 4, loi sur les taxes du 5 mai 1936).

Le but de l'enregistrement est seulement défensif; il empêche la déclaration d'une licence de droit, conformément à l'art. 14, aux termes duquel :

« Si le déposant ou celui qui est inscrit au registre à titre de propriétaire du brevet se déclare prêt, par une notification écrite adressée à l'Office des brevets, à autoriser toute personne à utiliser l'invention, contre paiement d'une rémunération équitable, les annuités qui viennent à échéance après réception de ladite déclaration seront réduites de moitié. L'effet de la déclaration portant sur le brevet principal s'étend à tous les certificats d'addition. La déclaration ne peut pas être rétractée. Elle sera inscrite au registre des brevets et publiée une fois dans le journal des brevets... »

La radiation de l'inscription s'opère dans les mêmes formes.

SECTION II. — MARQUES DE FABRIQUE

Loi du 5 mai 1936 (1)

Aux termes de l'article 8 de la loi du 5 mai 1936, le droit résultant du dépôt ou de l'enregistrement d'une marque passe aux héritiers et peut être transmis à d'autres personnes.

Toutefois la transmission à un tiers n'est permise qu'avec l'entreprise ou la partie de l'entreprise à laquelle la marque est attachée.

Il est tenu à l'Office des Brevets, un Registre des Marques que chacun peut consulter et qui contient notamment :

1° La date de la demande;

2° Les indications devant être fournies avec le dépôt;

(1) *B. O. P. I.*, 1^{er} octobre 1936, 1^{re} partie, p. 89.

3° Les nom et domicile du propriétaire de la marque et, le cas échéant, de son mandataire, ainsi que les modifications survenues dans la personne, dans le nom ou dans le domicile du propriétaire ou de son mandataire;

4° Les prolongations de la durée de la protection;

5° La date de la radiation de la marque.

La transmission est inscrite au Patentamt; les formalités sont en principe les mêmes que pour le transfert des brevets; la taxe est aussi de 10 R. M. Toutefois l'Administration est ici libre d'apprécier si la preuve est suffisante. Il suffit que le requérant donne la conviction de la justesse de sa prétention.

Sanction. — La transmission du droit est indépendante de la transcription au Registre des Marques; toutefois celle-ci confère la légitimation active ou passive.

Aussi longtemps que la transmission n'est pas inscrite au Registre des Marques, le cessionnaire ne pourra pas faire valoir ses droits résultant de l'enregistrement. Notamment, les décisions et arrêts de l'Office des Brevets devant faire l'objet d'une notification au propriétaire de la marque, sont toujours adressés au propriétaire indiqué dans le Registre (avis d'une demande en radiation par exemple). Seul, le propriétaire inscrit peut poursuivre en contrefaçon et obtenir des dommages-intérêts.

TITRE II

Grande-Bretagne

SECTION I. — BREVETS D'INVENTION

Loi révisée sur les brevets et les dessins de 1907-1932

Section 28. Règlement du 25 octobre 1932 (1).

I. — Généralités

Les brevets d'invention déposés en Grande-Bretagne sont transmissibles en pleine propriété, soit entre vifs, soit à cause de mort. Ils peuvent être donnés en gage; le titulaire peut en concéder une licence d'exploitation.

(1) *Prop. Ind.*, 1932, p. 170 - 1933, p. 5.

II. — *Registre des Brevets*

Le brevet une fois délivré — autrement dit après l'apposition du sceau — est inscrit au Registre des Brevets, tenu au Patent Office, sur lequel figurent notamment :

Le nom, l'adresse et la nationalité du breveté,
L'objet de l'invention,
La date du brevet et du scellement,

Les notifications relatives aux cessions et aux transmissions de brevets, aux licences, ainsi que toutes les indications concernant la validité ou la propriété des brevets qui pourraient être prescrites.

III. — *Inscription des transmissions*

Si la propriété du brevet est transmise, ou bien s'il est accordé soit un droit de gage, soit une licence d'exploitation, le nom du nouveau propriétaire, du créancier gagiste ou du licencié est inscrit au Registre. On peut aussi inscrire la transmission d'un intérêt quelconque dans le brevet.

1° *Pièces à fournir.* — L'inscription est opérée :

a) *Sur requête* rédigée sur des formules délivrées par le Patent office; ce document doit être signé par celui qui veut faire inscrire son nom au Registre, s'il s'agit d'une personne physique — du représentant autorisé, s'il s'agit d'une société;

b) *Sur communication de l'acte* réalisant la transmission du droit sur le brevet. Le contrôleur jouit de pouvoirs très étendus. Il peut notamment requérir toutes preuves supplémentaires qu'il jugera nécessaires;

c) *Sur production d'une copie certifiée* de l'acte de transmission.

2° *Taxes.* — L'inscription est opérée après versement d'une taxe de £ 1, si elle est effectuée dans les six mois qui suivent la transmission; de £ 10, si elle est effectuée plus de six mois après la transmission.

Dans le cas où l'inscription porte sur plusieurs brevets, la taxe est de 3 sh. 2 d. 6 pour chaque brevet, en sus du premier.

IV. — *Cession d'un brevet non délivré*

Avant que le sceau ne soit apposé sur le brevet, le déposant peut céder sa demande et requérir au Patent Office la délivrance du brevet au nom du cessionnaire.

Il y a lieu de déposer les mêmes pièces que pour la cession d'un brevet; la taxe est de £ 1.

V. — *Sanction*

L'inscription constitue une preuve « *prima facie* » de l'acte publié; c'est en somme une présomption relative de validité.

VI. — *Copies*

Le contrôleur peut délivrer des copies certifiées des inscriptions au Registre.

SECTION II. — MARQUES DE FABRIQUE

Loi du 11 août 1905, n^{os} 22 et 23.

Règlement du 9 mars 1920 (1)

I. — *Généralités*

Les marques anglaises ne peuvent être cédées qu'avec l'achalandage (*good will*) de l'entreprise se rapportant aux marchandises pour lesquelles elles ont été enregistrées. La cession des marques isolées n'est pas admise.

II. — *Inscription des transmissions*

La transmission d'une marque doit être inscrite au Registre des Marques tenu au Bureau des Brevets.

A cet effet, le bénéficiaire de la transmission :

1^o Adresse une requête au « Registrar » d'après une formule dont la forme varie suivant qu'elle est faite conjointe-

(1) *Prop. Ind.*, 1906, p. 17 - 1921, p. 84.

ment avec le titulaire enregistré ou seulement par le nouveau propriétaire;

2° *Joint l'écrit dont il se prévaut.* Le « Registrar » peut demander une copie certifiée de l'instrument soumis à son examen, qui restera déposée.

Lorsque le requérant ne peut fournir un document quelconque, capable de lui servir de titre, il fournira un exposé indiquant en détail tous les faits qu'il invoque et prouvant que la marque a bien été cédée en même temps que l'achalandage. Le « Registrar » est libre de demander toutes preuves qu'il jugera bon;

3° *Après paiement d'une taxe* dont le montant s'élève à £ 2, si l'enregistrement est fait dans les six mois de la passation de l'acte ou à £ 10, si l'enregistrement est fait plus de six mois après.

Si le même acte vise la transmission de plusieurs marques, il est perçu par marque, en plus de la première : sh. 2 d. 6.

III. — Sanction

Le document qui n'a pas été inscrit au Registre ne sera pas admis à titre de preuve du droit à une marque, à moins que la Cour n'en ordonne autrement.

TITRE III

Etats-Unis

SECTION I. — BREVETS D'INVENTION

Règlement de Service du Bureau des Brevets (Révisé le 1^{er} octobre 1927) (1)

I. — Inscription des transmissions

Les brevets américains peuvent être transmis en pleine propriété (section 183 du Règlement). La cession peut être totale (assignment) ou limitée à un territoire déterminé

(1) *Prop. Ind.* 1931, p. 5.

(grant). Si elle est sous condition, elle est néanmoins enregistrée comme définitive.

La cession doit être enregistrée au Patent Office dans les trois mois, sur production de l'acte de cession. Le Bureau des Brevets n'a pas à apprécier sa validité. Le brevet cédé doit être désigné par son numéro, la date de délivrance, l'objet et le nom de l'inventeur; toutefois, dans le cas où l'une de ces indications manque, il sera procédé quand même à l'enregistrement, si l'acte permet d'identifier le brevet.

Le montant de la taxe prévue pour l'enregistrement est de :

\$ 1, si l'acte a moins de 300 mots;

\$ 2, si l'acte a de 301 à 1.000 mots;

\$ 1, par 1.000 mots en sus ou fraction de 1.000 mots.

Avant la délivrance du brevet, la demande peut être cédée; le brevet sera délivré au nom du cessionnaire, à condition que la cession soit totale et qu'elle soit enregistrée auprès du Bureau (mêmes formalités et mêmes taxes que pour la transmission d'un brevet).

Toutefois, la cession doit être présentée au Patent Office avant le versement de la taxe de délivrance; l'acte doit mentionner la date du dépôt et, si possible, le numéro d'ordre du dossier.

Le cessionnaire peut alors poursuivre la demande, interdire au Bureau de communiquer les pièces du dossier à l'inventeur. Quant au premier déposant, s'il veut obtenir la « reissue » (l'inventeur rend à l'Etat son brevet défectueux et en reçoit un autre en échange), il est obligé de demander l'assentiment du cessionnaire.

Mort de l'inventeur avant la délivrance. — Lorsque l'inventeur meurt avant le commencement de toute procédure, l'administrateur de la succession ou l'exécuteur testamentaire déposent la demande jusqu'à l'intervention des héritiers.

Si l'inventeur meurt après le dépôt, le Bureau des Brevets traite avec l'Administrateur et le brevet est délivré au nom de celui-ci; le brevet déposé peut aussi être délivré au nom du défunt.

L'administrateur de la succession ou l'exécuteur testamentaire doivent fournir un certificat d'un juge attestant leur qualité.

II. — *Sanction*

La cession non enregistrée dans les trois mois est inopposable aux tiers. La cession enregistrée dans le délai légal est opposable aux tiers du jour où elle a été passée.

III. — *Cession de l'invention*

Enfin l'invention, avant toute demande de brevet, est cessible. Aucune forme n'est exigée dans ce cas; le brevet pourra être déposé et délivré au nom de l'inventeur, mais celui-ci devra le céder obligatoirement. Toutefois les intéressés peuvent convenir que le brevet sera délivré au nom du cessionnaire.

IV. — *Licence*

Le titulaire d'un brevet peut accorder un droit d'exploitation; le licencié ne peut transférer ses droits à des tiers, ni poursuivre les contrefacteurs. L'enregistrement au Patent Office est facultatif.

V. — *Gage*

Le gage est enregistré comme une cession. Le créancier gagiste devient en somme copropriétaire du brevet; il peut notamment poursuivre les contrefacteurs¹ et demander le transfert définitif à son nom.

SECTION II. — MARQUES DE FABRIQUE

Loi du 20 février 1905 (art. 10). — Loi du 11 avril 1930 portant modification de la législation sur les brevets et les marques. — Règlement du 15 août 1932 (1)

I. — *Généralités*

Toute marque enregistrée peut être transmise avec le fonds de commerce pour lequel elle est employée; la cession de la

(1) *Prop. Ind.* 1905, p.^o 53 - 1930, p. 102 - 1930, p. 31.

marque isolée n'est pas admise. Si la marque n'est pas encore enregistrée, la demande est néanmoins cessible.

II. — *Inscription de la transmission*

La transmission doit être faite par écrit, rédigé en langue anglaise et dûment certifié suivant les lois de l'Etat où il a eu lieu. La marque devra être désignée par le numéro et la date du certificat délivré lorsque la marque a été déclarée susceptible d'être enregistrée (1).

S'il s'agit de la transmission d'une demande de marque non encore enregistrée, l'acte désignera la demande par son numéro d'ordre et la date de son dépôt.

Une requête est adressée au Patent Office suivant les formules établies, à laquelle est joint l'acte de transmission.

S'il s'agit d'une demande de marque, le certificat d'enregistrement peut être délivré au cessionnaire du déposant, si la transmission a été enregistrée au Patent Office au plus tard le quatrième jeudi qui précède la date que le certificat doit porter.

Taxe. — L'enregistrement d'une cession est effectué après paiement d'une taxe de 3 dollars, si l'acte n'excède pas six pages et 1 dollar pour tout couple de pages en moins ou en sus. Si l'acte de cession comprend plusieurs marques : 50 cents en sus pour chaque marque comprise, en plus de la première.

Délai d'enregistrement : dans les trois mois de l'acte de cession.

III. — *Sanction*

Le défaut d'inscription entraîne la nullité de la cession à l'égard de ceux qui ont acquis la marque à titre onéreux.

IV. — *Copies*

Le commissaire tient un rôle des transmissions effectuées. Toute personne qui en fait la demande, peut obtenir copie des inscriptions.

(1) Le certificat établit que le requérant a satisfait à la loi.

CONCLUSION

Le système organisé par les lois françaises que nous venons d'analyser — pour la publicité des transmissions des marques ou des brevets d'invention — est, à notre sens, beaucoup trop compliqué, notamment en ce qui concerne les cessions de brevet.

Actuellement les deux projets de loi (1), en instance

A) Projet de loi relatif aux marques

ART. 8. — Les marques déposées peuvent faire l'objet, en totalité ou en partie, soit isolément, soit concurremment avec l'industrie ou le fonds de commerce dont elles servent à distinguer les produits, de transmissions, de cessions ou de concessions de droits d'exploitation ou de gage.

Aucune transmission de propriété, aucune cession ou concession de droit d'exploitation ou de gage, relativement à une marque déposée, ne sera valable à l'égard des tiers qu'après avoir été inscrite sur le registre spécial des marques de fabrique et de commerce tenu à l'Office National de la Propriété Industrielle, et où sont mentionnés les noms et adresses des déposants, cessionnaires ou concessionnaires de marques, ainsi que toutes les indications et notifications relatives aux actes affectant la propriété des marques.

Toute inscription concernant la transmission de propriété, la cession ou la concession d'un droit d'exploitation ou de gage concernant une marque déposée donne lieu à la perception d'une taxe fixe de 20 francs au profit de l'Etat et d'une taxe de 5 francs par classe de produits auxquels la marque est applicable, au profit de l'Office National de la Propriété Industrielle. En cas de transfert par succession, la taxe perçue par l'Etat est fixée à 20 francs, quel que soit le nombre de marques comprises dans la déclaration. Toute autre inscription et toute radiation effectuées sur le registre des marques sont soumises à la perception d'une taxe de 5 francs par marque au profit de l'Office National de la Propriété Industrielle.

L'Office National sera tenu de délivrer à tous ceux qui le requerront, moyennant l'acquiescement à son profit d'une taxe spéciale, une copie des inscriptions portées sur le registre précité comme aussi des inscriptions subsistant sur les marques données en gage ou un certificat constatant qu'il n'en existe aucune.

Il n'est en rien dérogé aux dispositions de la loi du 17 mars 1909 et du règlement d'administration du 29 août 1909, en ce qui concerne l'inscription à l'Office National de la Propriété Industrielle du privilège résultant de la vente ou du nantissement des fonds de commerce comprenant des marques de fabrique ou de commerce.

ART. 9. — Tout créancier d'un propriétaire d'une marque déposée peut faire procéder à la saisie de la marque appartenant à son débiteur, dans les conditions définies pour la saisie-arrest et la saisie-exécution par le Code de procédure civile et sous réserve des dispositions de l'article 20 de la loi du 17 mars 1909.

devant le Parlement et relatifs, l'un aux marques de fabrique, l'autre aux brevets, reproduisent à peu près textuellement les termes des art. 2 et 4 de la loi du 26 juin 1920 et n'apportent comme changements notables que :

1° L'organisation de la saisie des marques ou des brevets, ou plus exactement, la consécration de la procédure actuellement en vigueur (voir chapitre II, section III).

2° La suppression de toutes les formalités prévues par les art. 20 et 21 de la loi du 5 juillet 1844 pour les cessions de brevets, et notamment l'exigence d'un acte notarié et du paiement des annuités restant à courir.

3° L'organisation de la procédure d'expropriation des brevets d'invention pour cause d'utilité publique.

La procédure prévue à l'égard du tiers saisi est applicable à l'Office National de la Propriété Industrielle à l'exception des dispositions relatives à la déclaration affirmative.

Toute saisie frappant une marque doit être notifiée à l'Office National de la Propriété Industrielle et inscrite sur ses registres, ainsi que le procès-verbal de l'adjudication publique de la marque à laquelle il serait procédé à la suite du jugement validant la saisie.

B) Projet de loi relatif aux brevets

ART. 26. — Tout breveté pourra céder ou donner en gage, en totalité ou en partie, la propriété de son brevet ou la faculté de l'exploiter.

Aucun acte de transmission ou de démembrement de propriété relatif à un brevet ne sera valable à l'égard des tiers qu'après avoir été inscrit sur un registre spécial, tenu à l'Office National de la Propriété Industrielle, où sont mentionnés les noms et adresses des titulaires, cessionnaires ou concessionnaires des brevets ainsi que toutes les indications et notifications relatives aux actes affectant la propriété des brevets.

Toutes inscriptions et toutes radiations effectuées sur le registre des brevets donnent lieu à la perception d'une taxe au profit de l'Office National de la Propriété Industrielle.

L'Office National de la Propriété Industrielle sera tenu de délivrer à tous ceux qui le requerront, moyennant l'acquittement à son profit d'une taxe spéciale, une copie des inscriptions portées sur le registre précité, comme aussi l'état des inscriptions subsistant sur les brevets donnés en gage ou un certificat constatant qu'il n'en existe aucune.

Seront mentionnées dans le Bulletin Officiel de la Propriété Industrielle, toutes les mutations de propriété, concessions de droit d'exploitation ou de gage et radiations intervenues sur chaque brevet.

ART. 27. — Tout créancier pourra faire procéder à la saisie du brevet d'invention appartenant à son débiteur, dans les conditions définies pour la saisie-arrêt et la saisie-exécution par le Code de procédure civile et sous réserve des dispositions de l'article 20 de la loi du 13 mars 1909.

La procédure prévue à l'égard du tiers saisi sera applicable à l'Office National de la Propriété Industrielle, à l'exception des dispositions relatives à la déclaration affirmative.

Toute saisie frappant un brevet sera notifiée à l'Office National de la Propriété Industrielle et inscrite sur ses registres ainsi que le procès-verbal de l'adjudication publique du brevet à laquelle il serait procédé à la suite du jugement validant la saisie.

4° La publication au Bulletin Officiel de la Propriété Industrielle de toutes les mutations de propriété, concessions de droit d'exploitation ou de gage et radiations intervenues sur chaque brevet. On ne voit pas du reste trop pourquoi une disposition analogue n'est pas prévue pour les marques.

Selon nous, de nouvelles dispositions seraient susceptibles d'être proposées au Parlement pour rendre plus efficaces les mesures de publicité.

Les voici résumées sous trois rubriques :

I. — Mécanisme de la publicité

1° *Abrogation de l'article 24 in fine de la loi du 17 mars 1909.* — Les formalités prévues par l'article 24 *in fine* de la loi de 1909, pour l'enregistrement du privilège de vendeur ou du nantissement des fonds de commerce comprenant des marques ou des brevets, pourraient être remplacées par l'inscription au Registre spécial, seule obligatoire.

2° *Fixation d'un délai maximum pour l'inscription des actes au Registre spécial des Marques ou des Brevets.* — De nombreuses transmissions ne sont pas soumises actuellement à la publicité, les intéressés attendant d'avoir un intérêt immédiat (une poursuite en contrefaçon, par exemple).

Pour donner au Registre spécial des Marques ou au Registre spécial des Brevets toute leur valeur, l'inscription à l'Office des actes soumis à la publicité devrait être, sous peine de refus par l'Administration, présentée dans un délai maximum de trois mois, par exemple. S'inspirant du système anglais, un délai supplémentaire pourrait être prévu, moyennant le paiement d'une surtaxe de retard. Mais l'acte publié ne serait opposable aux tiers que du jour de l'inscription.

3° L'inscription telle qu'elle est actuellement pratiquée par la transcription des bordereaux au Registre journal avec un numéro d'ordre qui est reproduit au Registre spécial (1) ne nous paraît pas très satisfaisante.

Elle entraîne un travail inutile pour l'Administration et des erreurs peuvent facilement se produire, soit dans les bordereaux, soit dans la transcription au Registre journal.

Les actes à publier ou une copie certifiée conforme seraient déposés pour demeurer à l'Office et classés aux archives dans

(1) Voir Chapitre I, Section III.

des chemises portant le numéro de dépôt de la marque ou le numéro de délivrance du brevet.

Seraient inscrits au Registre spécial : le nom de l'acquéreur du droit (cessionnaire, licencié, créancier-gagiste...), la date de l'acte et sa nature (cession, licence...). Pour avoir le texte complet, on n'aurait qu'à se reporter à l'exemplaire conservé.

L'office délivrerait des copies des inscriptions portées au Registre spécial et des reproductions photographiques des actes conservés au dossier.

Cette publicité serait actuellement aisément réalisable, l'Office National de la Propriété Industrielle étant en état de procurer aux intéressés des reproductions photographiques. Les chances d'erreurs seraient ainsi réduites au minimum.

Date de l'inscription. — L'Office devrait noter non seulement le jour, mais encore l'heure du dépôt des pièces et du paiement de la taxe, ce qui permettrait de classer les ayants cause inscrits le même jour.

Si une affaire n'était pas en état d'être inscrite, par suite du défaut de paiement de la taxe, par exemple, il y aurait intérêt à faire connaître aux tiers l'acte en instance d'inscription. L'Office pourrait à cet effet tenir un registre supplémentaire, sur lequel seraient mentionnés le nom du requérant, la nature des actes déposés, l'heure du dépôt et, s'il y a lieu, l'indication que l'affaire n'est pas pour le moment susceptible de suite administrative. Ce registre serait public.

II. — Actes soumis à la publicité

Celle-ci devrait être rendue obligatoire pour tous les actes intéressant la propriété et l'exploitation des marques ou des brevets.

Seraient inscrits à l'Office National de la Propriété Industrielle pour être opposables aux tiers, non seulement les transmissions, mais encore les jugements prononçant la nullité ou la résolution d'un acte inscrit, la réalisation d'une condition, les offres de contracter, les partages intervenant entre copropriétaires indivis.

Saisie. — En ce qui concerne la procédure de la saisie, on devrait, selon nous, s'inspirer du droit allemand.

Le créancier signifierait la saisie au débiteur et demanderait au Tribunal civil un jugement de validité. Ce jugement serait signifié à l'Office; aucune inscription ne pourrait être

alors portée sans l'avis du créancier saisissant jusqu'au moment de l'adjudication ou de la mainlevée. La même procédure s'imposerait pour la faillite ou la liquidation judiciaire. Dès signification du jugement déclaratif, l'Office refuserait de procéder à toute inscription, sans l'autorisation du syndic de faillite ou du liquidateur.

III. — Effets de la publicité

On pourrait, semble-t-il, prévoir une clause permettant à tout intéressé de revendiquer le défaut de publicité à l'exception des contrefacteurs.

*
**

L'Office National de la Propriété Industrielle jouerait ainsi, grâce à ces nouvelles mesures, un rôle plus important. Il serait à même de renseigner les tiers, ce qui constitue, en somme, la seule raison d'être de la publicité.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	1
INTRODUCTION	3

CHAPITRE PREMIER

MECANISME DE LA PUBLICITE

Registres tenus à l'Office National de la Propriété Industrielle	13
SECTION I. — Loi du 5 juillet 1844 (art. 20 et 21), modifiée par la loi du 26 décembre 1908	13
I. — Paiement de la totalité des annuités restant à courir sur le brevet cédé	15
II. — La cession doit être consentie par acte notarié..	17
III. — Enregistrement de l'acte de cession à la Préfec- ture	20
SECTION II. — Loi du 17 mars 1909 et décret du 28 août 1909	22
I. — Rappel des formalités prévues pour l'inscription au greffe du Tribunal de Commerce	23
II. — Formalités accomplies à l'Office National de la Propriété Industrielle	25
SECTION III. — Loi du 26 juin 1920 et décrets du 11 sep- tembre 1920	28
I. — Qui peut requérir l'inscription d'une transmis- sion ?	29
II. — Pièces à fournir.....	29
III. — Taxes	33
IV. — Radiation des inscriptions sur les brevets ou les marques donnés en gage	35
V. — Copie des inscriptions	35

SECTION IV: — Loi du 18 mars 1919, modifiée par le décret-loi du 30 octobre 1935. — Loi du 27 mars 1934, Registre du Commerce, Registre des • Métiers	36
--	----

CHAPITRE II

ACTES SOUMIS A LA PUBLICITE	39
SECTION I. — Actes soumis aux articles 20 et 21 de la loi du 5 juillet 1844	40
I. — Principe général	40
II. — Applications pratiques du principe général	45
SECTION II. — Actes soumis à la loi du 17 mars 1909	62
SECTION III. — Actes soumis à la loi du 26 juin 1920	64
I. — Transmission de propriété	65
II. — Licence d'exploitation	67
III. — Nantissement	68
IV. — Actes dont l'inscription n'est pas obligatoire ...	69
V. — Marques internationales	72
SECTION IV. — Transmission de marques et de brevets français en pays étranger	75
I. — Cession de brevets	75
II. — Inscription au Registre spécial des Brevets ou au Registre spécial des Marques	76
Appendice	76

CHAPITRE III

SANCTION DES REGLES DE PUBLICITE.....	81
SECTION I. — Aucune des formalités n'a été accomplie	81
I. — Quels sont les tiers ?	81
II. — Caractère de cette sanction	87

III. — Transmissions successives. Irrégularité de l'une d'entre elles	88
IV. — A partir de quelle date une cession de brevet est-elle opposable aux tiers ?	89
V. — Les tiers peuvent-ils se prévaloir d'une transmission irrégulière ?	89
VI. — Si deux ayants cause du titulaire d'un brevet ou d'une marque accomplissent les formalités légales le même jour, lequel sera préféré ?	90
SECTION II. — Cas où toutes les formalités n'ont pas été accomplies intégralement	91
SECTION III. — La transmission a été régulièrement publiée.	94

CHAPITRE IV

L'OFFICE NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET LA PUBLICITÉ	97
I. — Quelle est la mission de l'Office National de la Propriété Industrielle ?	98
II. — L'Administration n'est pas un tiers	99
III. — L'Administration ne doit pas tenir compte d'une opposition à une inscription ; elle doit se borner simplement à l'inscrire au Registre spécial des Brevets ou au Registre spécial des Marques pour la faire connaître	101
IV. — Quelles sont les formalités dont l'inaccomplissement peut entraîner un refus d'inscription au Registre spécial des Brevets ou des Marques ?	102
V. — Refus par l'Office d'accomplir les formalités de publicité	104

CHAPITRE V

TRANSMISSION DES BREVETS ET DES MARQUES ALLEMANDS, ANGLAIS ET AMÉRICAINS	105
TITRE I. — <i>Allemagne</i>	105
SECTION I. — Brevets d'invention	105
I. — Généralités	105

II. — Inscription au Registre des Brevets	106
III. — Sanction du défaut d'inscription	108
IV. — Licence générale	109
SECTION II. — Marques de fabrique	109
TITRE II. — <i>Grande-Bretagne</i>	110
SECTION I. — Brevets d'invention	110
I. — Généralités	110
II. — Registre des Brevets	111
III. — Inscription des transmissions	111
IV. — Cession d'un brevet non délivré	112
V. — Sanction	112
VI. — Copies	112
SECTION II. — Marques de fabrique	112
I. — Généralités	112
II. — Inscription des transmissions	112
III. — Sanction	113
TITRE III. — <i>Etats-Unis</i>	113
SECTION I. — Brevets d'invention	113
I. — Inscription des transmissions	113
II. — Sanction	115
III. — Cession de l'invention	115
IV. — Licence	115
V. — Gage	115
SECTION II. — Marques de fabrique	115
I. — Généralités	115
II. — Inscription de la transmission	116
III. — Sanction	116
IV. — Copies	116
CONCLUSION	117

Imp. F. Deshayes, 83, rue de la Santé, Paris..
